

# **HISTOIRE DES** **INSTITUTIONS**

**Christine MENGES-LEPAPE**

**2022-2023**

## INTRODUCTION

Au cours de ces 3 siècles, le royaume de France va connaître de grands **bouleversements**, une révolution et aussi parfois des contradictions, **des crises, des arrêts**. Ces évolutions vont affecter, **le pouvoir, la puissance mais aussi le droit et la justice**. Ces trois siècles vont connaître **des temps de renforcement et des temps de crise**. La France de la période moderne va s'engager vers le **triomphe de l'État**, vers la monarchie absolue, vers le **triomphe de la souveraineté**. Le grand gagnant de cette évolution sera **l'État**, la notion de souveraineté. L'image du roi va se brouiller.

Le **droit va connaître une évolution vers l'unification**, mais jamais les rois de France n'atteindront l'unification du droit qu'ils espèrent. Il faudra attendre la **rédaction du Code Civil de 1804**. Durant l'Ancien Régime, les tendances vers la **diversité juridique** se maintiennent, il y aura une très grande défense du droit coutumier. On essaiera de retrouver le droit coutumier **contre le droit romain et le droit canonique**.

L'époque moderne qui commence au XVIème siècle et qui s'ouvre sous la Renaissance va aussi connaître le **triomphe de la justice royale** mais il y a aura toujours une résistance, il y aura une coexistence des justices notamment avec la justice seigneuriale. Au XVIIIème siècle, les justices seigneuriales connaîtront un temps de triomphe. Cette période **connaît des bouleversements, des innovations, une transformation de la pensée** qui va aboutir sur rénovations intellectuelles et spirituelles. Toutes les nouveautés du XVIème siècle vont **donner la gloire du XVIIème siècle** qui est le siècle de la **maturité politique** qui sera enflammée avec le Grand siècle : **le règne de Louis XIV**. Ce Grand siècle va devenir pour les institutions et l'État une période indispensable. Après les fastes et les grandeurs du XVIIème siècle, dès la vieillesse de Louis XIV, **dès le début du XVIIIème siècle, la monarchie va connaître des bouleversements**, elle va être affaiblie. Avec les dernières années du XVIIème siècle, le règne de Louis XIV va s'abîmer → Louis le bien aimé, Louis le mal aimé. Cette crise va entraîner **des remises en cause de la tradition ancienne**. On va voir s'ouvrir dès le début du XVIIIème siècle une querelle entre la tradition et la modernité, entre les anciens et les modernes. Cette querelle va mener le royaume à la Révolution de 1789.

Entre la Renaissance qui est un véritable retour de **l'Antiquité, et les Lumières**, on assiste à l'émergence de l'État politique qui va surtout triompher avec le XIXème siècle, on assiste à la préparation de la modernité. La formation de l'État politique va être un phénomène qui va prendre du temps. Ce phénomène va se poursuivre et se continue encore. Ce phénomène va vers la **laïcisation du politique**, une séparation du politique et du religieux.

## **PARTIE 1 : LE POUVOIR ET L'ADMINISTRATION DURANT L'ANCIEN RÉGIME**

La fin du Moyen-Age est une période très noire, de guerre, qui est traversée par **toutes les crises**. C'est une période de grand malheur pour le royaume de France, avec une crise royale très forte qui s'ouvre avec la **folie de Charles VI et la faiblesse de son successeur**. C'est une crise politique marquée par la faiblesse du roi, par la guerre qui va affecter la population qui souffre. La France qui durant le Moyen-Age avait été prospère, va perdre à cause de la traversée de la Guerre de Cent ans, **des disettes, des épidémies**, plus de la moitié de ses sujets. Le royaume ne compte que huit à neuf millions de sujets.

Comment expliquer une telle perte qui s'inscrit durablement ? Incidents climatiques, disettes liées aux hivers douloureux, aux difficultés agricoles, aux malheurs de la guerre, aux famines, aux épidémies et notamment celle de **la peste noire** qui va s'installer en Occident, on parle de la « **pestis atra** » (la mort atroce). Cette peste se développe **à Marseille durant l'hiver 1347**. Cette peste va s'installer sur les **pourtours de la Méditerranée puis elle va monter vers le nord de l'Europe**. Elle emportera plus d'un tiers de la population européenne. Certains chroniqueurs disaient que cette peste avait enlevé un sujet sur deux. Il existe un témoignage de Michel Platencis qui explique que cette maladie était arrivée avec des bateaux venus d'Orient et qu'elle se transmettait seulement par la discussion avec une personne atteinte. **La maladie durait trois jours, le quatrième, le malade mourrait**. Elle tue plus d'un tiers de la population européenne.

Les villes vont se vider, prendre des allures **apocalyptiques**. « Le père fuyait laissant son fils malade, les notaires de la cité refusaient de recueillir les dernières volontés des mourants, les prêtres refusaient d'entendre les confessions, et les cadavres étaient abandonnés sur place, personne ne leur donnait de sépultures chrétiennes, les maisons restaient ouvertes avec bijoux, argents, sans personne pour les garder. L'épidémie était survenue si vite qu'on n'avait pas eu le temps de prendre de bonnes mesures ». Les gens quittaient les villes et allaient dans les campagnes.

En 1348, **la peste touche un royaume de France très affaibli par trois années de mauvaises récoltes, de froid, de sécheresse**. La peste affecte des populations qui sont marquées par la guerre. Le royaume est envahi par la peur. On assiste à des phénomènes **d'isolement**, on attend **la fin du monde**, on en revient aux **peurs de l'an 1000**. Face à **l'incapacité de supprimer la maladie**, des explications à ce mal vont être données par les professeurs de **l'Université de Paris**. Ils expliquent ce mal par une conjonction de planètes. Ils vont proposer la **fuite**, ce qui va **favoriser l'extension** de l'épidémie. Certains vont ensuite donner des conseils de bon sens. Ils vont rappeler l'histoire de la peste d'Athènes. Ils vont rappeler que la peste d'Athènes avait été vaincue en nettoyant les rues des cadavres et en les aspergeant avec du vin. Le roi **Jean II le Bon ordonnera de nettoyer les rues**. On va chercher des coupables. Ce seront les **juifs et les nomades**. Les juifs n'étaient pas trop touchés par l'épidémie à cause de leurs habitudes religieuses (ils devaient se laver les mains). On va alors les accuser. Les nomades sont les populations venues d'Europe Orientale. On va les accuser de **se procurer le poison de cette maladie noire auprès du diable** et de verser ce poison dans les **puits des chrétiens**, dans le sol chrétien, l'air chrétien. La population va croire à ces explications. Or l'Église dans sa hiérarchie, refusera et combattrait ces explications faciles. Elle assurera que c'était faux. Elle fera tout pour protéger les juifs. Mais le peuple va se moquer de ces paroles ecclésiastiques. Malgré la protection du Pape Clément VI, les juifs vont être persécutés. Ainsi, à Strasbourg **en 1349, 2000 juifs vont être brûlés vifs** pour essayer de trouver une solution. Ces scènes de persécutions vont se multiplier. Archive de la ville de Strasbourg : « Le samedi de la Saint Valentin on a brûlé les juifs sur une plate-forme en bois dans leur cimetière. Il y en avait environ 2000, ce qui consentaient à se faire baptiser étaient épargnés. Beaucoup de jeunes enfants ont été arrachés au bûcher et baptisés contre la volonté de leurs parents. Tous ce qui était dû aux juifs était annulé ». Ces massacres ne feront pas cesser l'épidémie et la peste va s'établir durablement en Europe. Elle va resurgir plusieurs fois jusqu'à la grande épidémie de **Marseille en 1720**.

Cette crise qui touche la population française s'accompagne d'autres malheurs. **Il y a la guerre, les frontières sont instables et la géographie politique est bouleversée.** La carte politique de l'Europe est bouleversée. Des États vont se former, d'autres vont disparaître (**comme l'Empire Romain de Byzance en 1453**). On trouve une crise des références politiques.

Malgré ces **changements politiques**, la période connaît des temps de gloire et le **triomphe de l'État**. Les États apparaissent tels que nous les connaissions avant la **création de l'Europe**. Cet élan va être marqué par de graves réactions politiques. L'État est bousculé par des crises successives et notamment pas la crise religieuse du XVIème siècle qui connaît plusieurs épisodes :

- **La crise du Grand Schisme** qui rejette l'Église pontificale.

- Au XVIème siècle, il y a une autre **rupture dans son unité, dans sa foi**. Cette rupture vient casser l'universalisme chrétien qui marquait le Moyen-Age. Cette rupture se fait avec l'apparition de la réforme protestante et toutes les guerres religieuses qui vont s'ouvrir. Ces guerres vont entraîner les sujets dans la contestation du pouvoir, de l'Église, du politique et du religieux. Ces guerres entraînent déjà une crise de la conscience. On commence à parler de la liberté de conscience.

- Cette crise de conscience va s'effacer. L'apparat de Versailles fera oublier cette crise. Cette crise éclatera avec les contestations du XVIIIème siècle. On retrouve les mêmes éléments dans les crises du début du XVIIIème siècle qui iront en s'amplifiant jusqu'en 1789.

Malgré cet horizon de facture, il y a quand même un élan vers la prospérité. C'est l'âge **des découvertes, de l'expansion commerciale**. La société va se modifier. Auparavant il y avait trois ordres. Cette société va se **disloquer**, elle va maintenant **reposer sur la fortune**. Ces découvertes vont bouleverser les centres économiques. La Méditerranée n'est plus le centre de tout. **L'Europe s'ouvre**. Désormais c'est **l'Atlantique qui joue le rôle de centre économique**. On assiste à un **essor artistique, un épanouissement de la réflexion**. On **retrouve l'Antiquité** qui n'avait pas véritablement quitté l'Europe et qui ne la quittera plus jamais. La Renaissance et toutes ces nouveautés culturelles sont beaucoup plus proches de cette antiquité grecque que du socle chrétien.

## TITRE 1 : LES RENFORCEMENTS POLITIQUES, JURIDIQUES, ET INSTITUTIONNELS DE L'ÉPOQUE MODERNE

Lorsque l'Europe arrive à maturité à partir de la fin du XV<sup>ème</sup> siècle on s'aperçoit qu'il y a une libération des institutions par rapport aux forces de la féodalité, à l'Église. Avec cette libération, la puissance de l'État va progresser. Cette progression va se faire par à-coups. Les idées politiques vont servir à cette libération. Ces idées politiques ont servi la monarchie depuis longtemps, le roi a toujours été entouré de théoriciens qui vont faire l'éloge de son pouvoir et les choses ne vont pas changer. Une doctrine de la monarchie absolue va se développer. Celui qui va surtout beaucoup écrire ce sera Jean Bodin. Il va donner cette doctrine. Toutefois, il y aura d'autres doctrines, ce ne sera pas la seule. Elle va rencontrer des adversités, des contradictions à son encontre. Cette doctrine vient exalter l'État. Cette doctrine arrive avec le splendide règne des Bourbons, c'est-à-dire à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle. Il y aura des points culminants avec le règne d'Henri IV, le règne de Louis XIII et le règne de Louis XIV. À côté de cette doctrine favorable à la monarchie, il y a des crises qui vont surgir, notamment sous l'influence des monarchomaques. Il y aura des faiblesses des agents royaux, des administrations royales. Ces faiblesses vont limiter les progrès de la monarchie qui a la volonté d'être absolue.

### Chapitre 1 : Les fondements doctrinaux de la monarchie absolue

L'effort de restauration de la monarchie et de la glorification du roi a été engagé il y a bien longtemps. Le Moyen-Age a donné une théologie politique, une image du roi tirée de la pensée romaine. Cet effort accompli par les rois du Moyen-Age a permis les progrès de la monarchie. Ces progrès ont entraîné l'affaiblissement des autres pouvoirs, des rivaux du roi (seigneurs, villes qui vont avec le XIII<sup>ème</sup> siècle l'emporter). Les liens avec l'Église étaient d'un autre ordre. Ils étaient difficiles à comprendre.

Les événements vont également servir le roi et ce triomphe de la monarchie, monarchie qui avait souffert de la Guerre de 100 ans et qui va sortir gagnante de cette guerre. **Elle va sortir gagnante de la bataille de Castillon de juillet 1453.** Elle a été remportée par **Charles VII**, cette victoire vient glorifier le roi de France, elle vient exalter la monarchie française. Cette victoire **affaiblit de façon très nette les féodaux** qui s'étaient opposés au roi. Cette guerre de 100 ans finit bien. Elle avait coûté très cher et avait permis au roi d'introduire l'idée d'un impôt indispensable. Il fallait absolument des deniers pour tenir l'effort de guerre. **Le roi va maintenir l'idée d'un impôt.** Cette guerre a donc contribué à l'**enrichissement de l'État**. On trouve les débuts de la taille qui dans le Sud était un impôt sur la terre, et dans le Nord un impôt sur la personne.

**Au début du XVI<sup>ème</sup>** les progrès continuent, la France connaît **une période de prospérité**. Il y aura deux grands règnes qui vont être admirés par les Français : le règne de Charles VIII et celui de Louis XII, puis ceux du XVI<sup>ème</sup> siècle : **le règne de François I<sup>er</sup> et celui de Henri II**. Pour ces règnes du XVI<sup>ème</sup> siècle, les historiens ont utilisé les termes de **monarchie absolue**. Puisque l'on parle de cette première monarchie absolue, le sujet est dans l'air de ce XVI<sup>ème</sup> siècle. Il y aura toute une réflexion. Une théorie va être élaborée. Cette théorie vient servir avec beaucoup de dévouement le roi, elle sert l'essor de la monarchie mais va être rompue avec **les guerres de religion** qui vont faire éclater le royaume, provoquant des ruptures dans le royaume de France. Ces guerres de religion seront accompagnées par une réflexion très violente. Il y aura une **radicalité dans les prises de position**. Deux systèmes de pensée vont s'opposer :

- **Le système classique, attaché à la tradition, romain, absolutiste**
- **Un système d'opposition beaucoup plus libéral**, qui se construit en réaction à la tradition (opposition à ce qui se pratique).

## **SECTION I : La doctrine au service de la monarchie**

La Guerre de 100 ans a été le lieu du renforcement de la monarchie. Durant cette guerre commence à se définir le concept politique de souveraineté. Le roi oublie la suzeraineté pour devenir souverain. Ce concept va conduire à encore plus sacraliser l'idée monarchique et à séparer le pouvoir temporel du pouvoir ecclésiastique. Une séparation va se faire à l'issue de cette réflexion. En faisant cette séparation en se distinguant du religieux, le pouvoir royal va essayer de conserver à son service une gloire sacrée. Le roi avait besoin de la sacralité.

### **PARAGRAPHE 1 : Les premières références doctrinales de l'absolutisme**

Cette synthèse qui est complexe répand l'idée que la **souveraineté monarchique** doit se fonder sur la **force**, sur la **puissance**. Il va aussi y avoir l'idée que la **souveraineté monarchique a pour titulaire un souverain, le roi**, et que celui-ci ne peut pas partager sa souveraineté, sa puissance. **“il n'y a qu'un seul roi en France”, “le roi n'a pas de compagnon en sa royale majesté”**. Cette souveraineté ne peut pas être communiquée. Au XIVème siècle puis au XVème siècle, lorsque l'on s'enfonce et qu'on sort de la Guerre de 100 ans, les discours des apologistes du roi, de ses défenseurs, utilisent très souvent ces termes de **monarchie absolue** dans un sens tout à fait **favorable**. Durant les temps de la Guerre de 100 ans, les termes de monarchie absolue sont très favorables, **ils ne signifiaient pas la tyrannie, le despotisme**. Ces termes signifiaient un pouvoir libre, un pouvoir sans liens, alors que les despotes ne sont pas libres. Le terme d'absolu vient du terme latin « **absolvere** » qui veut dire **détacher, délier, rendre libre**. C'est un pouvoir rendu libre de ses entraves, de la tyrannie des petits seigneurs locaux, de certains évêques, des seigneurs.

Au XVème siècle, le roi de France va prendre l'habitude d'utiliser la formule romaine « **car tel est notre plaisir** ». Le terme de plaisir selon le vocabulaire politique du XIVème siècle qui vient du romain, veut dire bonne volonté. Cette expression respire donc l'air romain, elle reprend la formule romaine « **Ce qui plaît au prince à force de loi** ». Il s'agit donc de la pure volonté royale. Cette formule vient attribuer au roi les pouvoirs de l'Empereur. Les juristes ne vont pas s'encombrer de scrupules, et plaquent au roi de France qui sort difficilement de la Guerre de 100 ans les formules romaines pour dire la gloire de ce roi, dire sa supériorité que la bataille de Castillon vient d'affirmer.

Une autre formule est de plus en plus utilisée : « **Le prince n'est pas lié par la loi** ». C'est une formule dite de façon affirmative : « **Princeps legibus solutus est** », qui signifie que le prince par la loi est libre. Cette formule sera répétée jusqu'à la Révolution française. Celui qui reprendra cette formule est le premier consul.

L'expression « Car tel est notre plaisir » va trouver son accomplissement le plus complet dans la maxime : « **Le roi de France est Empereur dans son royaume** ». Cette formule sert le roi contre tous ses ennemis extérieurs, contre l'Empereur, mais également contre toutes les pressions intérieures, et les fidèles se trouvant à l'intérieur du royaume.

A partir de la Guerre de 100 ans, selon la doctrine même, **le roi de France va se dire au-dessus de tous les autres monarques européens**, et surtout au-dessus du roi d'Angleterre. Il va jouer sur tous les plans. Il va tout utiliser pour dire sa gloire et pour se faire admirer par l'Europe, par l'Occident. Il va rappeler aux autres rois qu'il est le roi le plus chrétien. Il dit qu'il est le « **rex christianissimus** ». Ce titre était un privilège du roi de France donné par la papauté, par Rome à la France. C'est le plus chrétien devant l'Europe, l'Occident, mais aussi devant Dieu : **c'est le roi par la grâce de Dieu**. En revanche les autres ne le sont pas. En particulier, le roi d'Angleterre ne peut être qu'un mauvais roi, un roi diabolique qui appartient à la secte de Satan, un roi inspiré des démons. De tels avis ne pouvaient qu'agacer les anglais qui n'hésiteront pas à batailler avec la France.

Au début du **XVIème**, ce **mouvement doctrinal s'accélère**. On va alors utiliser d'autres parades. On va montrer que le roi de France est aussi grand parce qu'il est revêtu des titres de l'Antiquité grecque et romaine. Le roi, au Moyen-Age, prenait les apparats (la magnificence) du Christ. Avec la fin du XVème siècle, le roi entrera dans les grandes villes avec les attributs de la Grèce et la Rome antique. On s'aperçoit que le roi s'apparente plus avec l'Antiquité païenne que l'Antiquité chrétienne. Le Christ apparaît au roi et à ceux qui l'entourent comme trop doux, trop humble, trop « bon berger ». L'image christique n'offre pas la puissance que le roi s'attribue et veut qu'on lui confère. On voit la monarchie qui commence à abandonner ses racines chrétiennes. Au début du XVIème on voit se mettre en place toutes ces influences, par **les théoriciens**. Ce mouvement favorable à la monarchie va s'accélérer. Ce mouvement va puiser ses références dans la **révolution italienne**. La renaissance italienne se fait de façon beaucoup plus précoce et l'Italie apporte, avec les Médicis, une antiquité païenne de façon forte et sombre. Elle amène avec elle tous les théoriciens, comme Pic de la Mirandole, reprenant Aristote de façon sombre. Mais nous parlerons en particulier de Machiavel.

### **A) Machiavel ou la puissance de l'État**

Machiavel va être utilisé. C'est un Florentin qui va naître en 1469. Il va passer sa vie dans la République de **Florence** mise à part quelques temps **d'exil** dans la campagne autour de Florence. Il a comme souche familiale la magistrature. Il n'appartient pas à un milieu très riche, mais à un milieu cultivé. Il va recevoir une culture humaniste imprégnée de ce retour de l'Antiquité profane, des auteurs que les Florentins retrouvent. Il se met au service de la République de Florence. Cette République va connaître de grands malheurs. Machiavel va écrire Le Prince en 1513 qu'il va dédicacer à Laurent de Médicis dans l'espoir de revenir dans ses bonnes grâces. Il va continuer ses écrits qui contiennent une réflexion politique beaucoup plus fine, moins attachée à un espoir, moins utopique. Il écrit également Les commentaires sur Tite-Live, qui est un livre beaucoup plus nuancé.

Pendant cette période, Machiavel connaît des chahuts, des événements politiques qui bouleversent Florence, il va voir les guerres d'Italie auxquelles participe le royaume de France. Il va aussi voir les révoltes qui agitent Florence, les complots, et la dictature théocratique du moine Savonarole qui était un frère prêcheur, un prédicateur dominicain qui est scandalisé par les excès des Médicis et surtout par l'entrée du roi de France dans Florence. Cette entrée de Charles VIII, qui était détesté dans la cité, va être pour les Florentins une véritable humiliation. Savonarole va être alors imposé comme nouveau chef politique qui va former une théocratie qui va essayer d'appliquer les préceptes de la religion. Ce pouvoir va aller trop loin, il se fonde sur l'austérité, et tente d'installer la vertu, la justice, la morale. Il fera ainsi preuve d'excès. Savonarole va presque tout interdire à Florence (la fête alors que celle-ci n'est pas antichrétienne, les jeux, ...). Il va organiser des **bûchers de vanité**, où les **Florentins devront brûler leurs affaires trop luxueuses**. Alors que les Florentins aimaient la couleur, les tissus, **Savonarole va imposer aux Florentins un costume sobre** et identique pour tous, de toile épaisse. Cette volonté d'austérité, ce rejet du luxe va **diviser la ville**. Certains soutiennent Savonarole jusqu'au bout, mais d'autres lui deviennent hostiles. Il est finalement condamné à **mort et va être brûlé sur un bûcher**.

Cet épisode va marquer Machiavel, il va comprendre les dangers de l'instabilité politique, de ces chahuts politiques. Machiavel va écrire dans cette cité de Florence et va **lutter contre les chahuts politiques**. L'instabilité politique va devenir son grand souci. Il écrit contre cette instabilité de la puissance. C'est véritablement **la visée de son œuvre**, elle est écrite pour les principautés très petites et fragiles du XVème et du XVIème siècle de l'Italie. L'objectif est de donner les moyens pour conserver le pouvoir. Machiavel va donner cette recette pour se maintenir à la tête d'une cité italienne. Dans cette doctrine de la **puissance politique**, Machiavel **donne une séparation du politique et du religieux**, afin que César et Dieu puissent « collaborer ». Il se montre **hostile à la catholicité** et conteste la vocation universelle de la catholicité. Il conteste « la voie de salut que propose le christianisme ». Le christianisme a trop regardé le pouvoir comme un

service alors qu'il doit être perçu comme une force, la vertu. Auparavant, **ce qui se pratiquait c'était la distinction du politique et du religieux et non la séparation**. Cette distinction est aussi une répartition des tâches entre le politique et le religieux. Cela a été l'objet de toute la théocratie pontificale. Avec Machiavel, on ne distingue plus, on sépare de façon radicale. Machiavel ira même jusqu'à **soumettre le religieux au politique**. Machiavel est hostile à la catholicité, **il ne veut pas d'un prince chrétien**, il vient **bousculer l'universalisme** chrétien qui éclatera avec le XVIème siècle.

Machiavel fait ainsi l'**éloge du réalisme**, de la **guerre**, de la **lucidité politique**. Il va s'opposer à tous les auteurs qui proposent une vision chrétienne, idéaliste de la politique. Il **s'oppose à Erasme, à Thomas d'Aquin/More** qui proposent des réformes **utopiques**, essayent de mettre des principes chrétiens dans la politique. Il veut une politique réaliste, **une politique positive, sans illusion**. Machiavel ne supporte pas tous les idéaux, les vertus, il regarde la société telle qu'elle est, veut une politique positive qu'il faut établir dans la société telle qu'elle est. Par conséquent Machiavel va séparer ce que Saint Augustin avait essayé de mettre en lien : **la cité de Dieu et la cité des hommes**. Il élimine Dieu. Par conséquent Machiavel est un Romain dans le sens païen du terme. C'est un Romain imprégné du civisme antique, un Romain étranger à l'éthique humaniste et à la morale chrétienne. Il **ne croit pas en l'honnête homme, il nie la loi divine**.

On retrouve dans la doctrine de Machiavel **une double doctrine : une doctrine à la fois républicaine et monarchique**. Cela le conduit à faire l'**exaltation de l'État**. Avec Machiavel, ce que doit être un **État c'est la puissance, la force, le contrôle, le sujet ne doit pas avoir de libertés**. Le prince doit se faire craindre de son peuple. Cela conduit Machiavel à exalter ce que Thomas d'Aquin avait mis de côté : **la raison d'État**. C'est véritablement une apologie de cette raison d'État qui peut s'opposer à la morale. On voit qu'on s'éloigne des idées du profit commun. **Le prince a tout intérêt à être dur**, il ne doit pas hésiter à faire la guerre, à devenir tyrannique, car l'essentiel c'est la stabilité de l'État. Le terme italien de statut comporte la racine de la stabilité.

Le dernier élément de cette **doctrine est le pessimisme** de Machiavel. **Il ne croit pas que la voix du peuple soit la voix de Dieu**. Il se méfie du peuple, sa vision est très abîmée. Il pense que « **Les hommes sont méchants, ingrats, cupides, stupides, bêtes** et que tous les vices sont chez l'homme et tous les vices qu'il y a chez le tyran se retrouvent chez tous les hommes ». La seule différence est que le tyran a du pouvoir, il l'emporte en puissance sur les sujets, mais pas en méchanceté. Le tyran a le pouvoir, le peuple ne l'a pas. **L'homme est une bête pour Machiavel**, et le **prince doit se méfier de son peuple**, des siens. Il ne doit pas faire confiance à son peuple. Pour régner, le prince doit choisir entre le bien et le mal. Il peut choisir le mal sans avoir de trouble de conscience. Alors que selon les auteurs chrétiens précédant Machiavel, il fallait toujours choisir le bien et on se devait de rendre des comptes à Dieu. **Pour Machiavel, « La fin justifie les moyens »**, il doit savoir entrer « dans la voie du mal ». Le triomphe, c'est de garder le pouvoir. L'homme doit posséder la vertu qui correspond à la force masculine.

Très vite, **les écrits de Machiavel plaisent**, vont être **très lus par les grands**. Le Prince va être lu par les princes. Par exemple, Catherine de Médicis, Charles Quin et également Henri IV. Cela malgré la condamnation de l'Église qui condamne les écrits de Machiavel. **Le Prince est mis à l'index en 1559 par le Pape Paul IV**. Le succès du Prince est un succès à scandale. On va beaucoup applaudir Machiavel pour son attachement aux réalités politiques au XVIème siècle. D'autres auteurs vont écrire sur la souveraineté absolue, sur la stabilité de la monarchie. D'autres auteurs vont glorifier l'État, la puissance. Ils exalteront la monarchie mais ils vont lier cette exaltation aux principes de la morale et du commun profit. **Jean Bodin va se moquer de Machiavel**, il dira qu'il a introduit l'**impiété en politique**.



## **B) La montée de l'absolutisme en France**

Avec la fin du XV<sup>ème</sup> siècle, on assiste à un triomphe de la monarchie. La monarchie l'emporte. Mais celle-ci reste tempérée. On a un élan monarchique très net. A la fin du XV<sup>ème</sup> siècle, la monarchie semble se renforcer et les Français vont admirer deux rois : **Charles VIII et Louis XII**. Selon les chroniqueurs se sont **deux grands rois, admirables, ils auront des règnes remarquables**. On fera l'**éloge de Charles VIII, même si sa fin est étonnante**. Il va être décrit comme un très bon roi mais physiquement horrible. Il mourra en passant dans une galerie obscure en se cognant la tête contre une poutre, il va s'effondrer et meurt sur le coup. Il sera regretté. **Louis XII va être présenté comme le modèle** du monarque modéré, paternel. Jusqu'en 1789, le roi apparaît comme un « bon père ». On va beaucoup l'aimer parce qu'il avait diminué les impôts qui avaient augmenté durant la guerre de 100 ans, et car c'était un roi qui était un faiseur de la paix. Il a une image d'Hercule gaulois. On aura cette image aussi avec **Henri IV qui a su réconcilier la France**. Il offre encore cette vision d'un roi tempéré, on n'est pas dans la monarchie absolue. Plus tard, lorsque **Louis XVIII restaure la monarchie en 1815**, il ne se présente pas comme un monarque absolu. Il prend comme modèle Louis XII.

Avec le XVI<sup>ème</sup> siècle, **la monarchie devient de plus en plus forte**, et les étrangers commencent à la noter. **L'ambassadeur de Venise dira « L'autorité de François Ier est plus grande que celle d'aucun roi »**. En **1516, François Ier et le Pape Léon X signent le Concordat de Bologne**. Il vient répartir les tâches entre le roi et le Pape. Le roi nomme les candidats de son choix aux bénéfices majeurs (abbayes et évêchés) et le Pape se réserve l'investiture canonique. Ce système va servir le roi qui apparaît comme **le chef temporel de l'Église de France**. Avec ce règne on commence à **amplifier les pouvoirs du roi**. Le Pape reste le chef du spirituel, c'est lui qui investit ces évêques et ces abbés.

Mais à côté de ces événements, de la **littérature** qui se met au service des Capétiens, il va y avoir une **mythologie non-chrétienne**, d'une ère qui va servir le roi de France. La France utilise la **mythologie romaine pour sacraliser le roi**. Par exemple, lors des entrées royales, on **mélange au mystère chrétien** des mises en **scènes mythologiques** : il entre sous les traits de Jupiter. **Il est comparé à Hercule**. Il y aura également la célébration de Bacchus lors des fêtes, le roi est mis en scène à travers cette mythologie. Il y a donc un **paganisme politique lors du XVI<sup>ème</sup> siècle**, qui est là pour exalter la toute puissance du roi, qui permet d'en faire l'un des **dieux de l'Olympe**, un roi **héroïque, immortel**, tout puissant. **Toute une mystique est créée**. On va trouver une glorification du royaume de France. François Ier apparaîtra tel César, avec une branche de laurier sur la tête.

Par la suite il, y aura d'autres symboles issus de **l'héritage païen**, notamment utilisé par Charles IX qui va faire du **soleil son emblème**. Le soleil, c'est le cœur de l'univers, il y a une vision cosmique du pouvoir qui se crée.

Il y a ainsi des symboles utilisés pour dire l'exaltation du roi. Puis la littérature va se placer au service du Capétien. Cette mystique est très mélangée, elle vante la **tradition royale avec la mystique des fleurs de lys, puis il y aura la légende troyenne**. **Pierre de Ronsard** va dire la beauté du royaume de France. C'est le poète de la cour du roi. Il va faire une œuvre appelée La Franciade dans lequel il illustre les vertus du roi de France. Parmi les auteurs qui vont glorifier la France, il y aura également **Rabelais** et ses bons géants : Gargantua et Grandgousier qui sont la personnification du peuple de la France. Ils viennent dire l'idéal des Français. Ces deux géants veulent d'un souverain tout-puissant, d'un vrai **roi tout puissant** qui use de **son autorité pour le bonheur des sujets**.

Puis il va y avoir un autre lieu de glorification du pouvoir : la **pensée des universitaires, des docteurs d'université**. Ce sont des juristes qui ont été formés **au droit romain**. Ils vont parler des droits du roi, de ses devoirs. Parmi eux il y aura les **magistrats** et les **membres du parlement** de Paris (= Cour de justice de Paris), il y **Pierre Lizet aura la famille des Marillac**, il y aura le premier **président Duprat**, et en particulier

des docteurs de l'université de Toulouse. Ils vont donner à la doctrine les marques de la monarchie, ils vont définir les marques, les signes, les pouvoirs de la souveraineté royale. Comme ce sont des **juristes** qui ont été formé au **droit romain** et au **droit canonique**, ils vont tout mélanger pour dire la beauté des Valois, de cette monarchie du XVIème siècle. Leur méthode est particulière, ils vont donner des **listes**, parfois très longues, de pouvoirs, des **listes de marques** de souveraineté. Par conséquent, **les légistes commencent à construire la monarchie absolue**. Selon eux, la monarchie absolue serait la somme de ces nombreuses marques de la souveraineté. Ils alignent ces marques de la souveraineté royales. La doctrine de ces **juristes, leur méthode est très pratique**. Il n'y a aucune exaltation. Leurs écrits ne vont **pas marquer, bouleverser** l'opinion car **l'opinion ne lisait pas les traités juridiques**. Ces auteurs vont être lus par le monde du droit, les praticiens, les membres du Palais de justice, qui étaient déjà convaincu de la puissance du roi et qui voulaient cette puissance. Parmi ces auteurs toulousains qui vont écrire, il y a Jean Ferrault qui demande des pouvoirs illimités pour le roi. Il va distinguer **20 prérogatives royales**.

Ensuite, en 1529, toujours parmi les représentants de cette **école toulousaine**, il y aura **Barthélémi de Chasseneuz**. C'est l'un des grands juristes de Toulouse. Il va recenser **208 prérogatives royales**. Il dit aussi que les **pouvoirs** du roi sont **illimités**. Mais **en donnant cette liste il vient limiter** les pouvoirs du roi qui sont 208 prérogatives. Involontairement, on restreint les pouvoirs royaux.

En 1538, Charles Grassaille présente lui aussi la vocation de la monarchie française. Il dit que cette vocation est extraordinaire, élue de Dieu et que la France a un rôle particulier, politique et spirituel en Europe. Il y a une association du rôle politique et religieux de la France.

**Guillaume Budé**, le libraire du roi et grand **fondateur du collège de France** va écrire un ouvrage : **De l'Institution du Prince**. C'est un traité qui est un **miroir du prince**. On est dans le portrait du **bon roi**. Ce traité est dédié à François Ier, il rappelle la toute-puissance du roi. Le **roi est délié des lois**. Il évoque avec beaucoup d'enthousiasme la majesté royale. Ces tendances très favorables s'expriment dans la littérature, les symboles, les mythes. Ces tendances annoncent l'œuvre de Jean Bodin et de ses disciples.

Auparavant, cette ère en faveur de la monarchie absolue va être bousculée par une opposition souvent virulente qui va se former avec la réforme protestante, et une opposition catholique.

### **C) Les guerres de religion et les chahuts doctrinaux contre la monarchie absolue**

Avec la renaissance, il en est **fini de l'universalisme** qui avait marqué le Moyen-Age. **La division religieuse s'introduit avec la renaissance**. Cependant, le Moyen-Age n'est pas le temps de l'uniformité chrétienne, il y avait des **hérésies**, des **schismes**, des disputes, de l'indiscipline. Il y avait des oppositions dans l'universalisme chrétien. C'est l'ampleur du phénomène qui va diviser la chrétienté en Occident. Ce dernier va être à l'origine des guerres de religion.

#### **1-La réforme protestante**

C'est un fait religieux, mais ce sera également une nouveauté religieuse qui va avoir des **répercussions nationales et politiques**. En effet, en Allemagne, la réforme va être **soutenue par les princes**. On dira que **la réforme est la fille des princes** parce qu'elle se développe sous la **protection des princes allemands**.

En France ce n'est pas la même chose car il y a eu le **concordat de Bologne de 1516 qui réunissait le Pape et le roi de France**. En France la réforme n'est pas la fille du roi. Par conséquent, **en France la réforme ne peut pas être fille du roi**. C'est l'explication à la **prépondérance catholique** dans le royaume de France. Elle se développe **contre le roi**. Malgré les événements, on continuera de **reconnaître le Pape, dans la mesure où il ne s'impose pas trop, ne soutient pas les ennemis de la France**. Lorsqu'il **servira trop l'empereur**, le

royaume de France n'hésitera pas à **désigner une autre autorité pour bousculer ce dernier**.

Le caractère des idées protestantes, c'est sa **diversité**. En 1517, lorsque **Luther présente sa doctrine dans 95 thèses qu'il** va afficher sur les **portes de l'Eglise de Wittenberg**. Sa doctrine va très vite connaître un très **grand succès** auprès des princes et donc aussi des paysans, de la population allemande.

Ses idées plaisent car il y a depuis longtemps **une colère des principautés allemandes contre Rome**. Au départ, cette doctrine va être regardée comme une **doctrine de libertés contre le pouvoir**, contre les princes. On commencera à **parler du sujet, de l'individu, de démocratie**. La pensée de Luther va être regardée comme des **brèches ouvertes contre les institutions**.

Ces thèses devaient aboutir à des **révoltes**. Ces révoltes vont conduire au déclenchement de la **guerre des paysans contre les princes allemands (1524-1525)**. Les paysans vont rédiger une déclaration appelée **La Déclaration des 12 articles**. Cette déclaration réclamait les **libertés** trouvées dans les thèses de Luther. On demandait des **libertés subjectives et des libertés fiscales**. Devant cette révolte, Luther va réagir avec beaucoup de **violence contre les paysans**. Il va s'attaquer **«aux hordes des paysans pillardes et criminelles»**. Luther déclare dans un pamphlet **« il n'a rien dans mon enseignement qui excuse une révolution politique »**. Il ajoute **« celui qui tombe en face du prince va tout droit chez le diable »**.

Pour Luther, ce qui était essentiel, **c'était l'État**. Ses thèses étaient tournées **contre l'Eglise**. Pour lui, **l'autorité étatique doit être renforcée**. Cette autorité, **même si elle détenue par de mauvais princes**, les princes sont incontournables et la **tyrannie n'est pas à combattre**, il faut l'endurer. On ne peut tuer le tyran. Luther va donc **favoriser l'émergence de la monarchie absolue** en Europe. Il va favoriser cette idée de **puissance absolue dans les principautés allemande**.

Cette dernière va arriver dans le royaume de France. Des politologues français diront par la suite que (John Figis) **« sans Luther, il n'y aurait pas eu Louis XIV »**. Il y aura également **la pensée de Calvin**. Il marque la **fin de l'individualisme religieux**. Il va présenter sa volonté de réforme dans un traité adressé à François Ier. Son titre est **L'Institution Chrétienne**.

Avec Calvin, il y aura une volonté de **structure**. Il dit la nécessité d'une **orthodoxie nouvelle** pour éviter le trop de divergence. Il proclame le **respect de l'autorité royale** et pose le **principe du droit divin**, de **l'ordre établi**, ce qui signifie **« que l'ordre établi est voulu par Dieu et le peuple ne peut pas se révolter »**.

Calvin va s'établir à Genève et va mettre en place un **État chrétien à Genève** qui s'appuie sur une **autorité cléricale**, et un État qui a les moyens de maintenir l'ordre. Il y aura un **droit pénal rigoureux avec notamment la pratique du bûcher**, on pourra être brûlé pour hérésie. L'esprit qui anime la réforme au XVIème siècle, c'est le vieil **esprit gibelin** qui venait bousculer l'autorité romaine mais qui ne bousculait pas les autorités royales et princières. Il était favorable aux autorités laïques. Or cet esprit vient détruire l'unité chrétienne. **Cet esprit devait entraîner les guerres de religion qui diviseront la France**. Il ne s'agit pas d'un esprit de révolution mais d'un esprit de réforme aux services des institutions.

## **2-Le temps des troubles, des guerres de religions, et les idées monarchomaques**

Ces guerres vont abîmer le royaume de France et briser la paix de la foi. On assiste à un **renversement des modèles**. Les principautés occidentales vont observer avec beaucoup d'attention ce qu'il se passe en France car ce qui s'y passe est important. Pour régler ces troubles, la France va devoir prendre des décisions. **Des choix vont se faire entre la fidélité à la catholicité** et d'autres pour la l'éloignement de la tradition. Au XVIème siècle, les deux opinions s'opposent. Ces solutions ne seront pas sans effet sur l'Europe. L'opposition va retenir une philosophie antérieure à la catholicité. Ainsi, les termes de modernité et de tradition sont très subtils. Entre **1562 et 1598, la France va connaître 8 guerres civiles** qui vont être entrecoupées de temps de pause. Ces guerres vont opposer de façon violente les Français entre eux : les catholiques aux protestants.

Les troubles sont donc très complexes, il vont coïncider avec **l'abaissement de la monarchie**, de l'autorité royale. Au début du XVIème, **François Ier puis Henri II avaient essayé de maintenir un pouvoir fort**. On parle d'une première monarchie absolue. Or, cela va vite cesser car **Henri II meurt vite en 1559** lors d'un **tournoi**, il va recevoir en pleine tête une lance pointue de son adversaire. On va essayer de sauver le roi, on va faire appel aux médecins et notamment **Ambroise Paré**, celui-ci va demander qu'on exécute 6 condamnés à mort pour examiner leur têtes pour connaître l'anatomie. Mais on ne pourra pas soigner le roi. Il va mourir 10 jours après le tournoi dans des souffrances terribles. En **1559 mourrait le dernier grand roi du XVIème siècle**.

Les règnes qui vont suivre vont être **très faibles**. Cette faiblesse va s'aggraver par la **guerre religieuse**, la **guerre politique**. Avec le **développement du protestantisme** en France, des églises réformées vont apparaître dans le royaume. Face à cette puissance des réformées, **les catholiques vont se crispier et les protestants vont augmenter leur adversité**. Il y aura deux parties qui vont se former. Ces parties vont **renforcer l'animosité de la population**.

Ces parties vont être animées par des princes : **du côté des catholiques il y a la famille des Guises, et du côté des protestants il y aura la famille des Bourbons**.

**L'unité religieuse n'existe plus** en France et le problème va très vite devenir aussi politique puisque le parti protestant ne rêve qu'à une prise du pouvoir.

**Henri II avait 3 fils**, 3 fils qui ne vont pas être de grands rois car ils vont accéder au trône à un âge très jeune. Ils étaient également très faibles pour régner.

→ Il y avait parmi ses fils **François II** qui ne va régner que quelques mois. On va raconter que c'était un esprit faible, qu'il était souvent malade et qu'il essaya avec sa mère **Catherine de Médicis**, qui va s'imposer comme régente, de faire une **politique de conciliation**. Il va mourir à 16ans. La rumeur dit que son médecin était un protestant qui aurait accélérer sa maladie.

→ Puis suivra le règne de **Charles IX** qui était âgé de **10ans** à la mort de son père. **Sa mère va en devenir la régente**. Il va être d'une **santé fragile**, autant **mentale** que **physique**. On dit qu'il était **mélancolique**. Son **règne va être contesté**. On raconte alors que Charles IX aimait beaucoup la **chasse**. Durant ses nombreuses parties de chasse, il **tuait avec beaucoup de violence les animaux**. On va se **moquer de ce roi** qui va beaucoup étonner.

Entre **1561 et 1572 la régente et Charles IX vont tout faire pour maintenir une politique de conciliation**. Cette politique plaçait le roi au-dessus des partis, au dessus de la guerre. Cela va s'arrêter avec le drame du **24 août 1572 avec le massacre de la Saint Barthélémy**, il y aura de nombreux morts : 15 000. La guerre civile va se répandre dans le royaume. Devant ces **massacres** la grande question est celle de la **responsabilité du massacre de la Saint Barthélémy** : Immédiatement, c'est le roi qui est désigné bien que d'autres soient suspectés : c'est peut-être la **famille des Guises**, c'est peut être **Catherine de Médicis**, ... . Il sera raconté par les chroniqueurs que le roi aurait dit « *Qu'on les tue mais qu'on les tue tous, qu'il n'en reste pas un pour me le reprocher* ». Peut-être, **le roi et la reine auraient demandé la liquidation de quelques chefs huguenots (protestants)**. On parle de **200 hommes** qui auraient été abattus. Puis on aura un véritable massacre, la population sera incontrôlée par le pouvoir.

En **1574, Charles IX meurt à 24ans**. On le dit rongé par le remord, il aurait dit à sa nourrice : « Nourrice, que de sang autour de moi, n'est-ce pas celui que j'ai répandu ? ». Lorsque Ambroise Pare va regarder le corps du roi à sa mort, il va dire que les **poumons du roi étaient pourris**.

→ Le règne suivant est celui **d'Henri III**, c'était le dernier fils d'Henri II qui régnera. A partir de **1584, durant ce règne, les catholiques vont former un parti politique armé** : la **Sainte Ligue**. Ils cherchent à **placer le roi sous leur influence**. On dit qu'une fois sacré, Henri III n'aurait pas supporté la **cérémonie du**

**sacre qui l'aurait rendu fou.** Le roi va être placé sous la tutelle de la ligue, mais le roi ne voudra pas de cette tutelle car l'Église espérait le pouvoir. Lorsque le roi a quitté Paris, on dit que l'Église s'est assise sur le trône.

On va arriver à l'assassinat des Guises, il s'agit d'un acte de justice retenue. Cet acte va déplaire à la ligue, va entraîner le soulèvement de la Ligue et **l'assassinat du roi Henri III par un moine Jacques Clément, en 1589.** Le roi était dans sa chambre. **Le roi ne va pas mourir de suite, il va assister à l'exécution de son meurtrier qui est tué sur place par les gardes.** Le corps de Jacques Clément sera écartelé puis brûlé. C'est la peine **infligé au régicide.** Ce **1er août 1589, le roi est mort.** Le prétendant légitime qui le succède est Henri de Navarre. Il est légitime selon les lois du royaume.

Avant de mourir, Henri III avait fait reconnaître **Henri de Navarre comme son héritier légitime.** Or, une fois Henri III mort, Henri de Navarre va devoir **affronter le parti de la Ligue.** La Ligue va en profiter. Henri de Navarre va être aidé dans sa lutte par le **tiers parti catholique** qui voulait un retour à la paix. Ils veulent la paix. Henri de Navarre va également être aidé par les **grandes institutions de France et en particulier par les juristes.** Il va se **convertir à la catholicité et sera sacré roi en 1594,** 5 mois après, à Chartres.

De 1589 jusqu'à son sacre et jusqu'à la fin, il va **reconstituer l'unité du royaume** par la guerre mais aussi par la **négociation.**

Il va aboutir avec la **signature de l'édit de Nantes en 1598** qui vient amener la **paix civile et religieuse** du royaume. Toutefois, cet édit n'est qu'un **édit de tolérance** qui pouvait contenter les catholiques car le calvinisme n'était que toléré, la catholicité était religion d'État. C'est le **règne réparateur, le règne de l'Hercule gaulois.** Henri IV **sait choisir ses ministres,** il a un **talent politique.** Il est aidé de Sully, qui est surintendant des finances. Henri IV va **redresser l'économie,** or il y avait toujours en France, malgré les apports de Sully, des **troubles politiques.**

Depuis 1593, Henri IV va devoir faire face à de **très nombreux attentats.** Il y eut **17 tentatives contre le roi.** Le **14 mai 1610,** il y eut un dernier attentat. Les attentats les plus graves étaient :

- Un attentat **préparé par un soldat ligueur en 1593,** par **Pierre Barrière.**
- L'attentat de **Jean Chastel** qui était un **écolier des jésuites,** en 1594.
- Le **14 mai 1610,** Henri IV se rendait en carrosse auprès de Sully qui était malade. Il y avait une

**tristesse autour du roi.** Le roi était seulement accompagné d'une **poignée de gentilshommes et de valets** qui suivaient le carrosse. A **16 heures, rue de la Ferronnerie,** son meurtrier **Ravaillac** l'attendait dans la cour du Louvre. Il a manqué le roi, il va suivre le carrosse jusqu'à la rue de la Ferronnerie. Il va profiter d'un moment d'immobilisation du carrosse royal pour **porter deux coups de poignards à la poitrine du roi.** On va se saisir du régicide qui selon le chroniqueur **Pierre de l'Etoile** « **était un gros maraud, un paillard, un méchant et désespéré garnement** ». Ravaillac était enseignant et va tenter de devenir religieux. Mais il échoua à cause de son déséquilibre, il était tourmenté. En **1610,** il veut mettre **le roi dans la bonne voie et de l'empêcher de faire des guerres.** Il ne pourra pas approcher le roi et usera donc du poignard. **Il va être soumis à la torture.** Il va être interrogé par les parlementaires pour lui faire avouer des **noms de complices.** Les commissaires vont penser à une **conspiration européenne ou des ligueurs contre le roi.** On a pensé aux **jésuites espagnols** qui auraient conseillé peut être Ravaillac. Malgré leur obstination, les **parlementaires n'ont rien obtenu** de Ravaillac qui n'a rien dit. Ce sera la **conclusion de Bavelon** qui dit qu'il faut peut-être admettre l'inadmissible, que peut être **Ravaillac aurait agi seul.** Ravaillac sera **condamné à être écartelé par quatre chevaux le 27 mai 1610.** Il va faire amende honorable et répète qu'il n'avait pas de complice. Ravaillac va être torturé à la **tenaille.** Dans ses plaies on versera de **l'huile bouillante.** La **main qui avait tenu le poignard fut coupée puis elle fut brûlée et le condamné fut écartelé.** Ravaillac pensait obtenir le soutien du peuple mais il va se retrouver face à une **foule haineuse.** A la fin de l'exécution, le **peuple va s'emparer du cadavre et va déchiqueter le cadavre et va emporter des morceaux dans les environs de Paris.** Cette foule **pleurait Henri IV qui avait amené la paix (irénisme)** . Le jésuite **Etienne Binet** va écrire la souffrance de l'opinion, il va faire dire à ce peuple que « Ravaillac était ce **maudit lutin** qui avait **prêté sa main à Lucifer** pour tuer notre bonheur ». Au moment de l'exécution de Ravaillac, la légende du roi Henri IV s'ouvre. Henri IV va rester dans la **mémoire des Français comme le roi de l'unité, le bon roi, le roi de la paix, le roi de l'irénisme.** **L'irénisme est un terme forgé à cette époque, il vient du grec et veut dire la paix.** Il va entrer

dans la galerie des bons rois que par la suite les républicains vont s'accaparer. On va surnommer Henri IV, « Henri le Grand ». L'opinion qui parfois voit juste dira « nous perdons un roi mais nous gagnons un saint ».

Ces années de guerre qui durent depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle, ont vu un grand nombre d'attentats de roi. Il y aura une littérature qui justifiera ces attentats. Ces pamphlets très violents contre les rois vont développer les idées monarchomaques. Les écrivains de cette école sont passionnés

### **3-Le courant des monarchomaques**

Le terme monarchomaque se veut injurieux pour la monarchie. Les écrivains sont dominés par la passion politique, la passion religieuse. On aura des protestants et des catholiques qui luttent contre Henri IV pour des motifs différents. Ceux qui se battent contre les monarques, contre les rois.

- **a) L'école des monarchomaques protestants**

Au départ, cette école a été favorable à Henri IV. Elle va glisser du **loyalisme à l'égard du roi, au droit de résistance**. Ce droit de résistance n'avait **pas de finalité démocratique**. C'était un droit motivé par les **recherches de libertés, par l'esprit religieux**.

Il y avait parmi eux **François Hotman**. Il va publier en **1573 La Franco Gallia**. Il était professeur de droit. Dans cet ouvrage qui va connaître un grand succès, Hotman **propose des thèses de liberté qui vont vers la monarchie tempérée**. Il s'oppose aux **lois à l'arbitraire**. Il montre que le roi, s'il tombe dans la tyrannie, peut **être déposé par les États généraux**. Ce droit de déposition, il l'explique par les faits historiques qui remontent à **l'époque franque**. Selon lui, les rois francs pouvaient être déposés s'ils étaient **incapables** et il est favorable à cette idée. Il explique que la monarchie absolue est une innovation récente que l'on peut remettre en cause. Or c'est faux car **Clovis se servait déjà de la monarchie absolue**.

L'ouvrage **d'Hotman** va être très lu et va avoir un retentissement extraordinaire. Il va atteindre le XVIII<sup>ème</sup> siècle et la Révolution. Au même moment en France paraissent d'autres ouvrages souvent anonymes. En **1573 est publié le Réveil matin** des français et de leurs voisins. Selon cet ouvrage, le **peuple peut déposer le roi**. Un autre discours va paraître dans l'ouvrage **La défense contre les tyrans**. C'est un réquisitoire écrit en latin, sous le pseudonyme de **Etienne Junius Brutus**. Junius Brutus était un **Romain qui décrétait l'abolition de la royauté** pour retrouver la magnificence de Rome. Ce pseudonyme annonce donc les idées très passionnées de cet ouvrage. On voit dans ces pamphlets l'utilisation de l'histoire de France contre le roi. Ce traité explique qu'il faut **obéir à Dieu avant d'obéir au roi** « car les rois ne sont que les vassaux de Dieu sur terre ».

De façon générale, les **monarchomaques vont reprendre les idées du Moyen-Age**. Ils reprennent l'idée d'un **pacte fondamental passé entre le peuple et ses dirigeants**, un pacte fait de devoirs mutuels et réciproques. Selon ce pacte le peuple doit obéir et le prince doit gouverner en équité. Les auteurs reconnaissent le droit de résistance. Ces idées qui viennent des monarchomaques protestants vont être reprises par les monarchomaques catholiques.

- **b) L'école des monarchomaques catholiques**

Avec le règne des Valois, il va y avoir un **courant de monarchomaques catholiques**. Ce courant va se crispier avec la **disparition du Duc D'Alençon** qui était l'espoir de la continuité d'un règne pour les catholiques. Il meurt en **1584**. Là, les catholiques de la Ligue vont réaliser que désormais la couronne va passer à un **protestant, Henri de Bourbon**, qui était le chef du parti réformé. Cette perspective va

effrayer les catholiques. Ils fondent la **Sainte Ligue**. Il va y avoir des **théologiens**, des **prédicateurs**, des **ecclésiastiques** qui vont **durcir leur discours contre la monarchie**. Parmi ces prédicateurs, il y aura **Jean Boucher** qui sera un curé particulièrement violent. Il est recteur de l'université de Paris et professeur de théologie à la Sorbonne. Il va se mêler de droit, de politique. Le personnage va s'enfoncer dans la violence et va écrire des théories très violentes qui seront chahutées. Voltaire dira de Boucher qu'il était « **un séditieux emporté jusqu'à la démence** ». Boucher traitera **Henri III** d'ante-Christ et poussera les parisiens à abîmer les statues du roi. Par la suite, c'est **Henri IV** qui deviendra la cible première de Jean Boucher. En 1591, Jean Boucher dit « qu'il fallait mettre la main à la serpe pour exterminer les traîtres du Parlement de Paris » qui étaient des catholiques modérés « et autres modérés ». **La Saint Ligue entre dans la radicalité politique** et va s'opposer à ce parti des modérés qui regroupaient les magistrats, les parlementaires de Paris, les négociateurs de la paix. C'est véritablement un appel au meurtre. Après la conversion d'Henri IV, après son sacre et lorsqu'il accède au trône, Jean Boucher va être écarté, il sera envoyé dans le nord. Il va continuer à écrire. De façon générale dans son œuvre, **il dit que le peuple peut déposer le prince dans deux cas :**

- - **En cas de trahison de la religion**
- - **En cas de trahison du peuple.**

Selon Jean Boucher, **Henri IV a trahi le peuple car il était issu de la réforme**. Par conséquent, Jean Boucher va **s'opposer au droit constitutionnel français, aux principes fondamentaux du royaume**. Il **s'oppose au principe héréditaire** posé par les Capétiens, au **principe de l'indisponibilité de la couronne**.

Il parle de nouveaux principes, il propose de nouvelles lois. Il parle **du droit populaire à la désignation du roi**. C'est le peuple qui fait le roi et donc le peuple peut s'en débarrasser. Il va se moquer de « ces discoureurs qui veulent mettre le roi comme venant immédiatement de Dieu ». Il y a véritablement chez Jean Boucher l'idée d'une rupture qui se fait.

Avec cette idée que le peuple peut déposer le roi, Jean Boucher **vient bousculer la théorie du droit divin des rois**, cette théorie des origines divines du roi, théorie qui pendant le Moyen-Age se développait mais qui prend de plus en plus d'ampleur depuis l'Ancien Régime. Jean Boucher va se moquer des discoureurs (avocats, négociateurs de la paix) qui veulent mettre les rois par-delà les États (les peuples), comme venant immédiatement de Dieu, **comme étant Dieu sur terre** et par-dessus toute loi. Il ne sera pas seul. Beaucoup de théologiens vont animer la pensée de la Sainte Ligue. Parmi eux il y aura **Guillaume Rose**. C'était un universitaire, il était le grand maître du collège de Navarre. C'était **l'évêque de Senlis**. Il va écrire avec des mots très violents. Il va dire à tous ceux qui vont entrer dans la Ligue « **Tous ceux qui entreront dans la Sainte Ligue seront sauvés après leur mort et à tout jamais, quand bien même ils auraient tué père, mère, frères et sœur, et commis toutes sortes d'atrocité** ». On dira de Guillaume Rose qu'il était **fou**, lié à la fois à la **politique** et à la **religion**. Il était souvent soumis à des accès de fureur. C'était un personnage **brutal**. Il sera favorable à la .

Une question va passionner les esprits : **la question du tyrannicide**. Peut-on tuer un tyran ? On parle de tyrannicide et pas de régicide. **On voit le tyran et pas le roi**. En utilisant le terme de tyran, la ligue orientait les esprits. Les plus modérés de la réforme et de la Ligue ne vont pas appeler au meurtre, ils ne vont pas prêcher le tyrannicide. En revanche, les plus violents et les plus passionnés vont prêcher le tyrannicide. Leurs idées vont être suivies. **Leurs prédications seront appliquées, il y aura de nombreux attentats dont 2 qui seront des succès**. Jean Boucher va applaudir les **assassinats d'Henri III et d'Henri IV**. **Il n'hésitera pas à assurer : « Il est permis à chacun de tuer un hérétique ou son allié »**. On s'éloigne très profondément de la tradition chrétienne. Il écrira en 1595 un pamphlet Apologie pour Jean Chastel. Il **applaudit le geste de Jean Chastel qui a tenté d'assassiner Henri IV**. Jean Boucher refusera de voir dans cet attentat un crime, il y verra un tyrannicide commis contre le roi. Pour lui, ce n'était qu'un **simple et légitime homicide**, « une tentative d'homicide licite dans la mesure

où tout bon catholique devait tuer les hérétiques ».

Cependant, l'Église s'opposera à une telle violence. Parmi les ligueurs, Guillaume Rose recommandera aussi le régicide et dira « que les sujets peuvent mettre à mort le roi comme ils tueraient un voleur ». Il ajoute que **l'exécution de Henri III par Jacques Clément était un acte très illustre** mené par un candide jeune homme. Il ajoutera que « Henri IV mérite d'être tué comme tout autre hérétique ». L'Espagne va s'en mêler avec les écrits d'un jésuite Juan de Mariana. Il va faire un éloge extraordinaire du tyrannicide et dira que « Le tyrannicide est un acte important, il peut être accompli ». Il dira « Le tyran doit être abattu comme un chien » ; « On peut faire mourir un tel prince, et chaque particulier ayant assez de courage pour entreprendre de tuer le tyran a le droit de la faire ». **Thomas d'Aquin sur le tyrannicide disait que c'était une solution, mais la pire des solutions**, que ce devait être une décision prise collectivement. Après l'assassinat d'Henri IV, il y **aura une prise de conscience dans le royaume**. Les écrits de **Marianna** seront condamnés à être brûlés. Ces écrits qui ont choqué la France, qui vont inquiéter les parlementaires, les agents du roi, les juges, ils vont apparaître aux yeux de l'opinion modérée comme de véritables menaces de révolte. Pour faire face à ces terribles menaces, un mouvement va se mettre en place. Celui-ci tentera de contrer la violence littéraire. Ces modérés vont essayer de compenser le danger des thèses régicides par l'exemplarité des peines. Ceux qui ont tué ou tenté de tuer le roi ont subi des peines terribles. Ces politiques qui ouvrent la voie du juste milieu vont compenser la violence des mots par des doctrines qui vont défendre la monarchie absolue

## PARAGRAPHE II-Les théories de la monarchie absolue

(XVIème et XVIIème) Toutes ces théories vont être des réponses faites à la violence des événements. **Elles vont essayer de trouver une voie pour mener à la paix et renforcer l'État**. Il va y avoir une consécration de la monarchie absolue qui va avoir lieu. Jean Bodin va écrire et va faire école.

### 1-Bodin et la théorie de la souveraineté

Jean Bodin donne une théorie de la **souveraineté**. La vie de Bodin est une vie remplie de contrastes et très compliquée. Il est né en 1529, il va traverser le XVIème siècle. Il est né dans une famille bourgeoise et va recevoir une éducation aux humanités qui l'ouvre au retour de l'Antiquité. Il va aussi recevoir une éducation religieuse. Il va commencer par un passage chez les Carmes, il voulait devenir religieux. On le retrouve peu après presque sur le bûcher accusé d'être calviniste. Puis on le retrouve chez les ligueurs très catholiques. Puis il va être très proches des milieux rabbiniques, « il se faisait juifs ». Puis on va le retrouver dans un livre qui montre ses hésitations : Le Colloquium heptaplomeres, le colloque des sept sages. Dans ce livre, il fait se rencontrer sept sages venant de religions différentes. Ils vont essayer d'établir une religion commune mais ils n'y arrivent pas. La morale de cet ouvrage est que chacun doit garder sa religion, connaître sa religion et vivre saintement sa religion. Il est passionné par les discussions religieuses. Il s'intéresse au droit, à la politique. Il a fait ses études à Toulouse. Il était juriste, historien, économiste, au niveau politique il fait partie du juste milieu. Il était meilleur juriste et politologue que théologien. En 1576, en pleine guerre de religion, il publie le traité Les Six Livres de la République. Ce sera son traité le plus célèbre. Dans ses écrits, Bodin va partir en guerre contre les monarchies qui confondent le politique et le religieux, contre les monarchomaques, également il va s'enflammer contre Machiavel, « Machiavel qui a donné comme fondement à la République l'impiété et l'injustice ». Il va critiquer Machiavel. Il utilise dans ses écrits le terme de République. Jean Bodin donne la définition suivante de la République « la République pour l'homme du XVIème c'est la chose publique ». Par la suite, cette chose publique sera appelée l'État. Ce traité de 1576 est un traité très nouveau car c'est la première fois qu'on a de vraies pages de sciences politiques qui donnent des définitions, qui donnent une idée de la souveraineté. Il décrit les formes de gouvernement. Il pose sa préférence pour le XVIème siècle. Il pose deux questions : Qu'est-ce que la souveraineté ? Qui est le titulaire de la souveraineté ?



## 2-La définition de la souveraineté selon Bodin

La **souveraineté** c'est une force de cohésion de la nation, des sujets, de la communauté, du royaume. Jean Bodin ajoute que la souveraineté est une **réciprocité entre le souverain et les siens**. Il dira que « C'est un **échange de commandement et d'obéissance**, cet échange que la nature impose à toute société ». Il ajoute « *La République, sans la puissance souveraine qui uni tous les membres, n'est plus une République* ». La souveraineté représente donc **l'essence de l'État**, c'est le principe essentiel de l'État. Jean Bodin va donner la définition de la souveraineté : « **La souveraineté est la puissance absolue, perpétuelle et indivisible de l'État** ». La souveraineté c'est la puissance absolue, c'est-à-dire libre de toute dépendance et s'imposant à tous et pour tous. Selon Jean Bodin, « **Le souverain fait la loi ou casse la loi sans le consentement** des sujets ». La souveraineté est liée au pouvoir de faire la loi. Ici, on retrouve la **vision étatique que Rome a livrée**. On retrouve l'idée romaine de majesté impériale. On retrouve des théories des légistes impériaux du Moyen-Age selon lesquels le souverain est « *legibus solutus* ». « Seule sa volonté suffit à faire, défaire ou à refaire la loi ». La souveraineté c'est la volonté sans appel, sans consentement. C'est la règle du bon plaisir qui peut servir une puissance absolue démocratique, une puissance absolue aristocratique, une puissance absolue monarchique. Jean Bodin ne vantait pas la tyrannie. Il précise : « Ainsi voyons-nous à la fin des édits et des ordonnances ces mots : « Car tel est notre plaisir », pour faire entendre que les lois du prince souverain ne dépendent que de sa pure et franche volonté ». Cela signifie que le **souverain n'est pas lié par un contrat**, par des lois antérieures. Les seules vraies limites apportées à la souveraineté ce sont les **lois de Dieu et les lois de la nature**. Ici, Jean Bodin ne va pas dans le sens de Machiavel qui se moque de la nature et de la loi de Dieu. Chez Bodin, le souverain, **s'il n'est pas délié de la loi divine et de la loi naturelle**, en revanche il est **délié de la loi positive**, de la loi humaine, de la loi des princes qui l'ont précédé. Les principes selon Bodin, **des principes généraux de justice, universels, sont de respecter la vie des sujets, de ne pas s'en prendre aux biens des sujets, de ne pas s'en prendre à l'honneur des sujets, de respecter les lois de la guerre**. Ces limites données par la loi naturelle et la loi divine sont efficaces. Ces limites sont faites pour **contenir le souverain**. Il est admis chez Bodin que « **le magistrat a le droit et le devoir de désobéissance si le prince ne respecte pas ces lois et principes naturels** ». Il pose la question suivante : « **Comment serait tenu le magistrat d'obéir en choses injustes et déshonnêtes ?** ». Bodin ajoute que « L'on ne doit pas obéir à un prince qui commanderait « aux magistrats de faire mourir des innocents, de tuer des enfants, de voler et piller des pauvres gens. Dans ces cas, le magistrat devra quitter l'État ». La souveraineté est ainsi **absolue, mais aussi perpétuelle**. Elle est sans limitation de temps. Cette définition qui rend la souveraineté perpétuelle **illustre la continuité de la dynastie des Capétiens**. Ainsi, la souveraineté ne disparaît pas avec la mort du prince. Au XVIème siècle, on réutilise l'expression « **le mort saisi le vif** », il y a immédiateté de la succession royale. Une **continuité** s'installe. Cette idée de nécessaire continuité coïncide avec la **continuité de la société et de l'État**. Mais également **les institutions, l'Etat** continue après la mort du prince.

Également, la **souveraineté est indivisible**. Elle doit être parfaite, sans partage entre des mains diverses, sans limite. Ici, Jean Bodin s'oppose aux régimes mixtes dont Aristote avait fait l'éloge. Selon Jean Bodin il ne faut **pas que la souveraineté soit divisée**. Il y a une **opposition aux régimes mixtes** dans lesquels les pouvoirs souverains sont censés faire équilibre. Jean Bodin se méfie de ces régimes mixtes car selon lui ils conduisent à l'anarchie. Il y a une absence de pouvoir. Jean Bodin l'explique bien, « **Les régimes mixtes sont choses impossible et incompatibles** ». Il méprise profondément la pensée d'Aristote. Selon Bodin, l'État doit s'organiser de façon hiérarchique avec à la tête une autorité fondamentale, une autorité souveraine. De cette autorité, tous les autres pouvoirs émaneraient. Elle serait source de tous les autres pouvoirs. Chaque institution aurait son rang, sa place.

## 3-Le titulaire de la souveraineté selon Jean Bodin

Jean Bodin va proposer une **typologie des régimes politiques**. Pour cela il reprend les trois formes qui avaient été donné depuis l'Antiquité. Le premier à les avoir distingués est **Hérodote**. Il parle de ces trois formes de

gouvernement. **Il y a la monarchie, l'aristocratie et la démocratie.** Bodin va décrire ces formes de gouvernement et va donner une définition : « **La forme est distinguée selon que la souveraineté réside dans un individu, dans une assemblée ou dans le peuple tout entier** ». Comme Jean Bodin pense que toute division de la souveraineté est néfaste, il va **préférer la monarchie**. Il préfère le gouvernement d'un individu. C'est la forme d'État « **La plus pure est celle où la souveraineté peut rester indivisible, où elle réside en un seul prince** ». Jean Bodin va écrire quelques commentaires sur l'aristocratie et la démocratie. Pour chacun de ces régimes il va donner leurs avantages et leurs inconvénients. Pour la monarchie il procédera de façon inverse pour tenter de convaincre en faveur de la monarchie.

D'abord Bodin parle de la démocratie selon le XVIème siècle. La **démocratie selon lui au départ c'est le meilleur des États**, en hypothèse, il avance le fait que « **Le meilleur des États devrait être populaire** ». Il explique la démocratie et l'excellence de la démocratie par l'égalité. Il ajoute que ce sont **les mérites du peuple**. Il dit que **le peuple réuni ensemble peut donner par ses qualités un bon discernement, une bonne décision. Il ajoute que « C'est dans le peuple que naissent les grands talents »**. Puis viennent les critiques de la démocratie. Il dit que « **La démocratie porte en elle le désordre lié à l'égalité, au trop de têtes** ». Il pense que plus il y a de têtes moins il y a de conseils. Le peuple dans lequel il voyait les grands talents, devient finalement **corruptible, révolté**, le peuple déteste les gens de bien, le peuple ne sait pas choisir ses dirigeants, il les choisit méchants et vicieux. Bodin va donner toute une litanie des vices du peuple : « Le peuple est une bête sauvage, un enfant, un malade ». Il distingue trois formes de démocratie.

- **Il y a la démocratie légitime qu'il accepte.**
- **Il y a la démocratie turbulente où le peuple grogne.**
- **Il y a la démocratie seigneuriale**, qui n'est plus trop une démocratie puisque le pouvoir est entre les mains de l'aristocratie.

Jean Bodin parle ainsi de l'aristocratie. Il en donne tout d'abord les mérites. Selon lui, le principe de l'aristocratie est excellent car ce sont les **meilleurs qui gouvernent, les plus dignes**. C'est la part la plus saine. Ce sont les nobles qui ne sont pas ignobles, qui sont vertueux. L'inconvénient de l'aristocratie est lié au nombre des dirigeants, il y a beaucoup trop de dirigeants. Le pluralisme signifie le désordre : « Plus il y a de têtes dans une seigneurie, plus il y a de disputes ». Jean Bodin va donner les trois formes possibles d'aristocratie.

- **Il y a l'aristocratie légitime, la forme pure.**
- **Il y a l'aristocratie factieuse, celle où il y a des divisions.**
- **Il y a l'aristocratie seigneuriale, celle où les dirigeants se sont emparés de la puissance.**

ICI Puis Jean Bodin se consacre à la **monarchie**. Pour étudier ce régime il utilise les mêmes thèmes que pour les autres régimes mais avec un cheminement différent. Il parle d'abord des **inconvénients**. Ces inconvénients sont liés à la personne du monarque, du souverain. **Cette personne peut être mauvaise** : « Il peut avoir un méchant caractère ». Jean Bodin va parler d'une possible corruption du souverain. Le souverain qui au départ peut avoir une belle souveraineté, de bonnes vertus, peut ensuite **se corrompre** avec l'exercice du pouvoir. Cela va entraîner une idée chez Jean Bodin, c'est que **l'exercice du pouvoir corrompt**. Machiavel ne dit pas du tout cela. Il dit que **l'homme est corrompu**, avec ou sans pouvoir. Pour Jean Bodin, c'est le pouvoir qui corrompt : « Très rares sont les princes vertueux car le pouvoir corrompt. Les sages deviennent fols. Les bons deviennent méchants ». Les inconvénients de la monarchie ne sont pas ceux qui caractérisent la monarchie. Il fait une critique contre le pouvoir, pas contre la monarchie. Ensuite, il dit les avantages de la monarchie. Le grand argument utilisé c'est **celui de l'unité qui permet l'ordre, « qui permet de venir à bout de toutes les grandes affaires »**. Dans *De la démonomanie des sorciers*, de 1580, il y donne l'image inverse du désordre et ses suppôts viennent détruire la République », c'est-à-dire **l'ordre et la paix**. Selon l'auteur, la monarchie peut connaître trois formes.

- Il y a la **monarchie royale, légitime dans laquelle « Les sujets obéissent aux lois du monarque et le**

**monarque aux lois de la nature et aux lois de Dieu** ». Jean Bodin insiste « Tout le monde dans cette monarchie légitime est soumis à l'obéissance ». Selon Jean Bodin c'est ici que se trouve la meilleure forme du pouvoir, le meilleur exercice de la souveraineté. Dans cette monarchie **légitime**, le **souverain sert la chose publique, la res publica, la chose commune**, il **respecte les lois naturelles**, il respecte la **liberté** de ses sujets, il respecte aussi la **propriété** de ses sujets. Durant l'Ancien Régime on a une vision de la liberté des sujets, de la propriété des sujets. Bodin reprend une formule de Sénèque : « Le prince possède tout de par son pouvoir politique, mais quant à la propriété, tout appartient au particulier ». Une distinction est faite entre les affaires publiques qui concernent le roi et les affaires privées qui concernent les personnes privées. Le roi de France n'interviendra que dans les affaires publiques. Toutes les autres affaires relevaient de la coutume. Le roi n'interviendra pas dans ce domaine. Le législateur interviendra dans ce domaine. Peu à peu, le législateur va se mêler du domaine des particuliers. Bodin va s'éloigner ainsi de la formule de droit romain contenue dans le Code de Justinien : « Tout appartient au prince ».

- A côté de cette monarchie légitime que Jean Bodin exalte, il y a une autre forme de monarchie, c'est la **monarchie seigneuriale où le roi commence à se mêler de la propriété**. « Le roi est fait seigneur des biens et des personnes. Le royaume est alors le patrimoine du roi, le bien propre du roi ». Avec cette forme de monarchie, tout est confondu. « Le roi gouverne ses sujets **comme un père de famille** ».

- Ensuite, il y a la **monarchie tyrannique, où le roi méprise tout**. Il méprise la loi naturelle, il méprise la loi divine, il ne respecte plus rien. Il ne respecte plus les personnes, les biens des personnes, la notion de propriété. Les biens de ses sujets sont ses biens. Le roi n'est plus un père de famille. Le roi est maître, il est dominus. Il considère ses sujets comme des esclaves.

On retrouve **l'influence du droit romain**. Pour Bodin **le bon régime c'est la monarchie royale car elle assure la liberté des sujets, la garantie de leurs biens**. Le roi ne se mêle de leur famille, de leurs affaires, de leur fortune. Il y a une intimité qui protège les familles. Cette monarchie est le bon régime car elle permet l'indivisibilité de la souveraineté, l'unité politique. Jean Bodin ajoute « L'idéale monarchie royale en France sera un retour aux meilleures années de l'empire romain ». C'est le règne de **Marc Aurel. C'était un empereur stoïcien**. Ce sont les années du principa et pas les années du domina.

Après avoir donné cette typologie des régimes politiques, Bodin va dire quels sont **les attributs de la souveraineté confiés à ces souverains**. Ces attributs, il les appelle les **marques de souveraineté**. Il distingue cinq marques de souveraineté pour lesquelles seul l'État doit être la source de ces marques. Il s'agit de :

- Les **marques de la guerre et de la paix** : l'État est le seul maître des relations internationales. Cette marque à travers l'histoire sera abdiquée dans les mains de supra-structures étatiques. « Seul celui qui est souverain peut engager le pays dans la guerre et l'en retirer ».

- La **marque de la justice** (en dernier ressort) : c'est la marque du droit de grâce. Le souverain qui ne fait pas grâce, qui n'use pas de ce droit de faire grâce, n'use pas de la plénitude de sa souveraineté. Le droit de faire clémence et miséricorde est plus élevé que le droit de punir.

- Le **droit de nommer aux fonctions publiques** : **c'est une marque de souveraineté car le souverain doit être maître de son administration qui est là pour** exécuter la politique de l'État. Jean Bodin va se réjouir de cette évolution institutionnelle de la monarchie. Au XVIème siècle, la monarchie développe son administration, ses institutions. Ainsi, elle permet l'exécution de la politique souveraine.

- La **marque de l'imposition** : l'État doit être maître de ses finances. Les États sont très endettés : ils ne sont plus souverains. Des banques mondiales utilisent cet endettement pour faire perdre de leur souveraineté aux États. La dette c'est la fabrique de l'esclavage. L'État endetté c'est l'État qui n'est plus libre. L'État doit être maître de ses finances et ne doit pas dépendre de pouvoirs intermédiaires.

- Le **droit de faire et de casser la loi** : seul le souverain a la puissance législative. Ce droit apparaît comme la marque de souveraineté la plus importante. Selon Bodin, seul le souverain fait véritablement la loi. Les autres puissances édictent des règles, elles ne donnent que des arrêts qui pour avoir de la valeur doivent être sanctionnés par le souverain. Le roi a le pouvoir de promulguer les lois, de les corriger, de les interpréter. Ici, Jean Bodin refuse ce droit de l'interprétation aux juges. Les juges rêvaient de se mêler de la souveraineté, de

corriger la loi du roi, de l'interpréter. Jean Bodin refuse ce droit d'interprétation aux juges « Car ce droit poussé à l'extrême signifierait que les juges font eux-même la loi. La jurisprudence ne peut pas faire partie des sources du droit ». Avec Jean Bodin, on commence à entrer dans le mythe de la loi.

Jean Bodin donne dans son œuvre une . C'est une notion de souveraineté débarrassée de tous les vestiges germaniques. Jean Bodin a fondé les fondements de la monarchie absolue. Il y aura des disciples

### III- Le triomphe de la monarchie absolue et de sa doctrine

La triomphe se fait avec le **XVIIème** siècle. Progresse en même temps l'idée de la **monarchie de droit divin**, malgré la réticence de l'Église qui ne veut pas du culte politique. Le pas décisif va être fait avec le **règne d'Henri IV qui met fin à la guerre. Les légistes de ce règne vont servir la politique du roi et ils continueront de le faire sous Louis XIII et Louis XIV.**

Au début du règne de Louis XIV il va y avoir une **révolte**, la **fronde** par les **princes** et les **magistrats**, qui va remettre en cause toutes les avancées de la doctrine de la monarchie absolue. Une fois la régence passée, une fois le règne personnel de Louis XIV commencé, cette théorie a à nouveau triomphé. Cet édifice de la monarchie absolue va s'achever avec la pensée de **Bossuet** qui va livrer la théorie de la monarchie absolue de droit divin. Il faut noter que **la toute-puissance du roi n'a jamais signifié le despotisme**, l'arbitraire, car la monarchie connaît des limites. Au XVIIème siècle, cette doctrine de la monarchie absolue atteint son développement le plus complet. Cependant, il y aura des oppositions.

#### A) Les successeurs de Jean Bodin

Avec le XVIIème siècle, les légistes vont continuer l'œuvre de Jean Bodin. Ils sont d'origine bourgeoise. Ces auteurs bourgeois vont continuer cet élan doctrinal. **Ils vont achever la doctrine de la monarchie absolue.** Parmi ces auteurs, il y a **Guy Coquille**. C'est un **magistrat**, un agent du roi. Il défend la monarchie absolue. Ces théoriciens du XVIIème siècle sont encore **bouleversés par les guerres de religions**. Ils veulent la paix. Guy Coquille, avec beaucoup de conviction, il pose **l'indépendance du roi face aux autres pouvoirs**. Le roi « est la tête du corps politique, et mystique du royaume ». Il y aura beaucoup de comparaisons faites entre le **royaume de France et le corps humain**. Il vient faire rejoindre la politique et la religion. Une union se fait entre **politique et religieux**. On est déjà dans l'ère du **gallicanisme**.

Charles Loyseau sert la monarchie absolue en donnant une vision de la couronne pour parler de la **plénitude du pouvoir**. La couronne est un cercle entier tout comme le pouvoir doit être entier. Il dit « La couronne ne peut être si son cercle n'est pas entier.

Ainsi, la souveraineté n'est point si quelque chose y fait défaut ». Un autre auteur va parler de la monarchie absolue : **Cardin Le Bret**. C'est un **magistrat**, un avocat général au Parlement de Paris. Il fait partie des gens du roi, du ministère public. Il va **conseiller Richelieu**. Il dira que la **monarchie absolue équivaut au pouvoir suprême, à la souveraineté** : « Le roi est le seul souverain dans son royaume et la souveraineté n'est non plus divisible que le point en géométrie ». Par cette formule, il vient signifier que la monarchie absolue ne peut pas être atteinte, elle **ne peut pas subir de divisions**, de partage. Tout ceux qui essaient de partager cette souveraineté, tout ceux qui s'en prennent au roi, sont coupables. Il vient condamner la résistance au prince. **La résistance au prince est à condamner**. Cardin le Bret vient condamner tous les pouvoirs qui peuvent entrer en rivalité avec le pouvoir royal (**ordre du clergé, de la noblesse**).

Également, des **politiques** vont servir l'idée de monarchie absolue. Parmi eux, il y aura **Richelieu**. Il va donner son avis sur la souveraineté. Richelieu est un homme d'État, un homme d'action qui est sur le terrain

politique. Il sert le gouvernement royal durant le **règne de Louis XIII**. Il sera le **grand ministre de Louis XIII**. Il veut faire de bons usages du pouvoir. Il a vu le régicide, les désordres. Il veut éviter que la monarchie soit secouée comme précédemment. Il va rédiger des traités sur l'art de la politique. Il y aura notamment **Les maximes d'État**. Il ne propose pas des principes politiques abstraits, ni une pensée universelle. Il propose une politique concrète, une politique valable pour son ministère. Le grand mot de Richelieu ce sera le mot de **l'expérience politique**, de la réalité politique. C'est un **réaliste**. Il propose des **solutions concrètes**. Il ne pense qu'à son ministère, qu'à la France du règne de Louis XIII. **Il va proposer des piliers, la souveraineté, le prestige de la monarchie**. Selon lui, « La monarchie doit éviter d'avoir plusieurs têtes ». Le pouvoir souverain doit reposer sur la **force**, la **souveraineté**, le **prestige**. Il bousculera la **vertu**. Louis XIII était un roi vertueux. Pour le cardinal, la vertu ne suffit pas. Il préfère la force. Ainsi, il bouscule le règne de Louis XIII qui lui apparaît trop faible. Il dit que la **force** doit se réaliser dans des frontières bien stables. Pour servir la force, il faut de **solides armées, de bonnes finances, des impôts légers** qui se trouveraient dans un gouvernement à bon marché, **un bon droit pénal** avec des **châtiments** mais aussi des **récompenses**. Le maintien de la force passe par une politique pénale ferme. On retrouve la marque de Machiavel, en effet, Richelieu dira « Je fais marcher la peine devant la récompense ». Il parlera de la peur de la sanction qui parfois a maintenu le peuple dans une obéissance.

Plus tard, durant le règne de Louis XIV, **Bossuet** ne reprendra pas cette perspective. Il partira vers la théologie, vers la **spiritualité de la monarchie**. Il y a eu parmi ceux qui ont servi la puissance absolue, les monarques. Celui qui est le plus illustre c'est Louis XIV. Il a servi la monarchie absolue. Il a écrit, il a laissé des recueils de nature politique. Il y a **Les Mémoires, Les instructions politiques et morales, Les réflexions sur le métier de roi**. Il a donné **l'expression de métier de roi**. Les écrits de Louis XIV exaltent la puissance royale, la monarchie absolue. Durant son enfance il a connu l'indiscipline des grands, les rêves des juges, la guerre de la fronde. Ce sont ces malheurs qui motiveront ses écrits. Il va alors établir une politique à partir de ses souffrances. Il va se présenter à la tête du corps du royaume dont les sujets sont les membres. Il va continuer en se disant **lieutenant de Dieu**, celui qui tient la place de Dieu. Rien ne doit lui faire ombrage, ne doit ternir son éclat. Il y aura l'allégorie **du Roi Soleil**. **Louis XIV dit que « Tout se fait par le roi et sans lui, tout reste est rampant, tout reste impuissant, tout reste »**. Louis XIV revient à la finalité du pouvoir, il dit que c'est le bien des sujets. Il faut rechercher le **profit commun**, « Le bonheur des sujets à travers la loi naturelle, la loi de Dieu ». Pendant le règne de Louis XIV, Bossuet va servir la monarchie absolue. Il va **sacraliser le pouvoir**. Il va expliquer les **finalités du pouvoir à travers les écritures saintes**. C'est un **évêque**, un **théologien**, ainsi il connaît les **écritures saintes**. Il ne veut pas de mystique. Il est **pragmatique**, équilibré, il n'aime pas les excès. Beaucoup d'auteurs ont montré le réalisme, la simplicité de sa vie. Bossuet va être formé par la **spiritualité du XVII<sup>ème</sup> siècle**. C'est véritablement un évêque qui va être formé par l'école française de spiritualité qui a redonné de la vigueur à l'Église de France. Il aura comme maître Vincent de Paul qui lui apprendra la simplicité du style. **Il sera ordonné prêtre en 1652**. Puis il deviendra évêque de Meaux. On l'appelait « **L'aigle de Meaux** », il sera opposé à Fénelon, « Le cygne de Cambrai ». Bossuet va être très proche du roi. Il sera la pédagogue du roi, il s'occupe au soucis pédagogiques. Ce qu'il va écrire sera donné pour répondre aux préoccupations pédagogiques, pour servir son élève. Il va livrer des principes **d'éducation du prince**, il va essayer de **s'occuper des polémiques** avec les protestants, comme les guerres ont repris, de répondre aux protestants. Il va donner plusieurs ouvrages qui répondent à ces deux soucis : **La politique tirée des propres paroles de l'écriture sainte et Discours sur l'histoire universelles**. Ces deux traités (ouvrages) ne seront publiés **qu'après sa mort**, au début du 18<sup>ème</sup> siècle. Dans ses livres, il montre que les préceptes de la bonne politique se trouvent dans les écritures saintes, tel que la Bible.

Il rappelle dans ses écrits qu'au commencement il n'y avait pas d'idée de pouvoir humain. Le **pouvoir d'un homme sur un autre est un péché**. C'est **contraire à la liberté que les hommes doivent acquérir**. Au commencement, **Dieu seul était vrai et seul roi**. Il exerçait directement son autorité sur le peuple élu, le peuple d'Israël. Or, ce peuple va s'écarter de Dieu par le péché. Ce peuple va réclamer un autre roi que Dieu (on le voit dans le Livre de Samuel). On voit le malheur de Dieu qui a compris que le peuple d'Israël ne veut plus de Dieu. Le peuple d'Israël va avoir cette royauté. Bossuet dit que **les rois n'ont pas reçu la**

**souveraineté du peuple, mais de Dieu qui est la source de la souveraineté.** Il n'y a pas de pacte entre le peuple et le roi.

Avec le XVIIIème on reprendra l'idée d'un pacte. Les **princes sont donc les ministres de Dieu**, Dieu règne à travers eux si les princes respectent la loi de Dieu. Il en résulte que l'autorité royale est sacrée : « C'est Dieu qui tient les rênes de tous les royaumes ». **Le peuple doit obéir au roi.** Bossuet rejette l'idée de résistance : « L'obéissance ne doit être altérée par aucun prétexte ». Aussitôt qu'il y a un roi, le peuple peut demeurer en repos. Selon Bossuet, le droit de résistance est un pêché, la désobéissance est un crime, c'est aussi un crime que rien ne peut justifier. **Si le roi est injuste, s'il oublie la loi naturelle, la loi de Dieu, s'il commande contre Dieu, « Les sujets n'ont qu'à opposer des remontrances respectueuses, ils doivent aussi prier pour la conversion des rois injustes ».** Bossuet a une conscience très fine du salut, de la prière, de la conscience du peuple. Il n'accepte pas la révolte. **On doit venir à bout du tyran par les remontrances et la prière.** Il admet la désobéissance passive, mais en revanche il va montrer au roi les voies de la bonne politique, de la politique selon le droit et selon la religion. Il explique aux princes qu'ils doivent exercer leur puissance avec **humilité, modération et obéissance.** Il rappelle que le **pouvoir est limité par la soumission à l'ordre divin et moral.** La puissance royale vue par Bossuet, même si elle est souveraine, n'est pas illimitée. Bossuet enseignera au dauphin que « *La puissance royale laisse le roi faible, mortel, pêcheur et cette fonction vous charge devant Dieu d'un plus grand compte, du salut du peuple, de la sainteté du peuple* ». Cette responsabilité devant Dieu oblige le **roi à respecter la loi de Dieu, les lois naturelles mais aussi les lois positives** : « Les rois ne sont pas affranchis des lois ». Bossuet va recommander au roi la sagesse, la connaissance des lois, la maîtrise de la parole et du silence, l'écoute des conseils. Il dira qu'« Un roi présomptueux qui n'écoute pas les conseil devient intraitable et furieux ». Le roi est entouré de conseillers. Les écrits de Bossuet ont parachevé cet édifice de la monarchie absolue de droit divin. Tous ces auteurs qui ont œuvré à cette pensée autour de la monarchie de droit divin ont envisagé la finalité de cette monarchie de droit divin : le bonheur du peuple. Tous ces auteurs vont dire les conséquences de cette théorie. Ils vont faire l'apologie du roi. Cette apologie du roi va se réaliser, se concrétiser à travers les politiques des monarques, à travers les règnes du XVIIème siècle et surtout à travers le règne de Louis XIV.

## **B) La portée de cette doctrine**

Cette mise en scène va se faire durant le XVIIème siècle, avec le règne de Louis XIV. Cette théorie n'est pas là que pour la parade. Elle va s'appliquer et elle va être dirigée contre les adversaires du roi. Elle va être dirigée contre le Pape, contre l'Empereur, contre les sujets du royaume.

### **→ Contre le Pape**

Le **Pape est l'ennemi du roi de France.** Contre le roi Henri IV qui était d'origine protestante, le Pape qui était Sixte Quin va prendre en 1585 un acte qui va être appelé une **bulle privatoire** avant la mort d'Henri III. Cet acte venait **priver le roi.** Cette bulle venait déclarer Henri de Navarre déchu de tous ces droits de succession au trône de France. C'était un **acte très grave.** Une crise s'ouvrait avec cet acte. Sixte Quin va justifier cet acte en reprenant les thèses de Boniface VIII. Il utilise **l'allégorie des deux glaives** que l'Eglise possède. Le **glaive du spirituel** qu'elle conserve, et le **glaive du temporel** qu'elle donne au roi. Là Sixte Quin va reprendre le glaive du temporel. Par **cette bulle « unam sanctam » de 1302** qui est reprise, les princes ne disposent de ce glaive temporel que **par volonté du Pape.** Ces théories vont s'amplifier dans le royaume de France. Elles vont être reprises par ceux qui sont favorables à Rome. Parmi eux, il y a les **jésuites qui vont défendre l'idée d'un roi qui peut être déchu par le souverain pontife.** Ils vont tirer de ces théories la conclusion que le **roi de France était soumis au Pape.** Il tient son pouvoir du Pape, alors que le Pape tenait son pouvoir directement de Dieu. On retrouve les **thèses médiévales du pouvoir** de l'Eglise sur l'Etat. On retrouve cette doctrine du **droit reconnu au Pape de s'occuper du temporel et de déposer le prince s'il**

**devient injuste.**

Contre ces thèses, il y aura les **thèses des gallicans, des partisans de l'Église de France**. Selon ces thèses gallicanes, l'Église de France aurait reçu des **libertés particulières** au sein de l'Église universelle (église catholique). Les gallicans vont forger un gallicanisme politique. Ainsi, aux États généraux de 1588-1589, les légistes gallicans soutiennent qu'« Il est notoire que le roi ne tient sa couronne que de Dieu seul ». Dans cette déclaration, le Pape n'apparaît pas.

### → Contre l'Empereur

Cette thèse de la puissance absolue est ensuite dirigée contre l'Empereur. Louis XIV s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs et oblige l'Empereur à ne plus se dire le chef du peuple chrétien. Louis XIV va s'emparer des titres romains d'Empereur et d'Auguste. Il reprend tous les symboles impériaux à son titre. Cette doctrine de la puissance absolue s'adresse au peuple, aux sujets. On retrouve l'ère de la scolastique. Est utilisée la formule paulinienne, selon celle-ci tout pouvoir vient de Dieu mais par le peuple. **St Paul dira « Dieu a donné tout le pouvoir à la multitude ».**

Le **XIV<sup>ème</sup> siècle va développer cette théorie**, elle va nourrir tout le courant **monarchomaque**. Cette thèse ne pouvait que gêner le roi car elle contient l'idée d'un pacte passé entre le roi et les siens. Cette thèse va être rejetée au XVII<sup>ème</sup> siècle surtout avec Louis XIV et Richelieu. **Louis XIV renforcera la théorie du droit divin qui interdira aux sujets la résistance et d'attenter au roi.** Toutefois, malgré ces limites imposées au peuple, il y a une vision différente donnée au XVII<sup>ème</sup> siècle sur les **relations entre le roi et ses sujets**. Les sujets doivent obéir. Mais le roi doit aussi obéir aux lois naturelles et divines. L'obéissance du peuple ne veut pas dire une absence de relation entre le roi et ses sujets. **Le roi est regardé comme le père du royaume, le père de ses sujets.** Il y a une relation familiale, paternelle. Les sujets font confiance au roi jusqu'en 1789. Le roi reste bon roi, bon père. Les sujets ne viennent pas bousculer le roi.

En revanche, **les sujets redouteront les mauvais ministres, les mauvais conseillers** qui font un écran entre le roi et les siens. Le roi va agir familièrement avec ses sujets. Il va agir avec beaucoup d'affection pour ses sujets. **Le peuple va être associé à tous les événements de la vie du roi.** Les sujets seront très proches des événements de la famille royale. Les jardins et le château sont ouverts. Le roi mange en public. La reine met ses enfants au monde en public. Louis XIV l'explique car « Ces enfants de France sont les enfants de tout le monde ». Il y a de véritables liens personnels qui existent, qui sont impensables dans l'Ancien Régime.

### C) Les règnes du XVII<sup>ème</sup> siècle, ou l'application de ces doctrines

Les règnes du XVII<sup>ème</sup> siècle sont placés sous **l'autorité royale**. Le règne d'Henri IV est entré dans la légende. C'est le règne qui a été comparé à celui du **bon médecin**, à celui du **capitaine de navire**, il est auréolé d'une légende magnifique. Puis le père **Otton qui était le confesseur de Henri IV prédira sur ce roi après sa mort : « Il reposera, il vivra en notre cœur, il logera en notre mémoire ».** Son règne a été réparateur, il a relevé la France. C'était un bon vivant, il buvait. Il donne naissance à une nouvelle dynastie : la dynastie des Capétiens Bourbons.

Les règnes qui suivent sont ceux de **Louis XIII et Louis XIV**, avec la régence de **Marie de Médicis** et celle de **Anne d'Autriche**. Durant ces deux règnes se poursuit cette même **volonté d'apologie, de glorification du pouvoir et de sacralisation du monarque**. Cette sacralisation s'explique avec la **philosophie grecque** et également le choc des régicides, on plaçait le roi au dessus des sujets, hors d'atteinte. Son meurtre était équivalent à celui d'un Dieu. Les légistes vont pousser le roi à établir la cité de Dieu dans le royaume. C'est à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle qu'un culte politique commence.

Les **conflits européens vont devenir incessants, les épidémies et les revendications des sujets, notamment des nobles et les parlementaires (magistrats), vont gêner cette montée de la puissance absolue des rois.** Ce

siècle va être placé sous l'épreuve de la guerre. Les conflits sont incessants à l'extérieur et à l'intérieur du royaume, nourris pas les grands, les princes protestants, les parlementaires, les juges. Contre la maison d'Autriche et contre l'Espagne. Guerre contre les protestants.

### → Le règne de Louis XIII

Après la régence de **Marie de Médicis**, **Louis XIII commence son règne**. Il a reçu une **éducation très rude**. Il a appris son métier de roi en regardant **les intrigues de sa mère, les intrigues de la Cour**.

Au XVIIIème siècle, **Saint-Simon disait qu' « Elle était impérieuse, jalouse, bornée à l'excès et toujours gouvernée par la lie de la Cour et de ce qu'elle avait amené d'Italie. Elle faisait le malheur continuel d'Henri IV, de son fils, et le sien même »**. Louis XIII va désigner comme principal ministre Richelieu en 1624. Il devient le principal ministre du roi.

A partir de 1624 il y a une politique de grands apports avec Louis XIII et Richelieu. Les deux hommes partageaient la même conception de la grandeur du royaume, de la couronne. Ils vont devoir faire face au retour des conflits religieux, au soulèvement des princes. Ils vont mener une politique religieuse dissociée des garanties militaires. A l'égard des protestants, dissocie la tolérance religieuse des garanties militaires qui avaient été données dans l'Édit de Nantes. Ils avaient le droit d'avoir des places fortes. **En 1629, l'Édit de Grâce, ou de Nîmes, supprime les places fortes du Sud-Ouest**, mais la liberté religieuse est maintenue.

Durant ce règne la réforme catholique va l'emporter, se préciser. Cette réforme ouverte par le Conseil de 30 va faire de très grands progrès en particulier avec l'école française de spiritualité qui va introduire dans les pratiques catholiques une plus grande discipline et une plus grande ferveur. La catholicité reprend vigueur avec la réforme catholique et l'école française de la spiritualité. Parmi les membres de cette école, on peut citer **Pierre de Bérulle** va instituer **l'oratoire de France par P. Méri**. On peut citer également Vincent de Paul qui va fonder la congrégation des **lazaristes**, chargée de la mission d'évangéliser la campagne. Il sera proche de Louis XIII. Il va participer au **Conseil de conscience** (nominait des évêques) auprès de Louis XIII puis ensuite avec Anne d'Autriche et Mazarin.

Également, durant ce règne, Richelieu et Louis XIII (Louis le Juste) **vont devoir faire face aux tumultes de la noblesse, aux désordres des juges**. Ils vont montrer l'exemplarité des peines, ils vont tenir une politique de très grande rigueur. Ils vont interdirent les duels. Ils vont châtier les grands impliqués dans les complots. Pour châtier ces grands qui chahutaient le roi il y aura des condamnations à mort, des peines exemplaires. Beaucoup d'aristocrates seront décapités pour leur indiscipline envers le roi. On à l'affaire du **marquis de Chalais**, en **1626** qui a marqué ce règne et qui illustre parfaitement cette politique de rigueur. Il avait participé à un complot contre le roi. Il est arrêté puis décapité. Ses amis pour lui éviter cette peine, vont **enlever le bourreau officiel pour faire pression** sur le roi. Mais ce **bourreau fut remplacé par un condamné à mort libéré sur parole**. Il dut s'y reprendre plusieurs fois pour couper la tête de Chalais. Il dut s'y reprendre à **30 coups d'épée**.

A partir de 1634, la situation devient beaucoup plus rude dans le royaume de France puisque le roi déclare la terrible guerre de 30 ans contre l'Espagne. L'armée française va venir à bout de l'armée espagnole. Avec cette guerre va arriver de manière difficile la mort de Richelieu (1642). Le roi décédera un an plus tard, le 14 mai 1643. Louis XIII était jeune au moment de sa mort mais il était d'une santé fragile. Les médecins vont l'affaiblir encore plus en lui donnant des traitements terribles. Vincent de Paul dira qu'il était mort en saint.



### → Le règne de Louis XIV

Le règne de Louis XIV commencera également très difficilement avec la **régence de sa mère**. Les **troubles vont reprendre, les grands et les magistrats vont s'agiter contre la monarchie**. Avec la régence d'Anne d'Autriche les chahuts reprennent. Toutes les rancunes vont surgir avec une grande vigueur. **Mazarin, choisi comme ministre**, va poursuivre la **politique de grandeur, de fermeté, menée par Richelieu**. Louis XIV va grandir entre sa mère et Mazarin.

Jusqu'en **1648, Mazarin va beaucoup s'occuper de la politique extérieure**, de la guerre contre la puissance autrichienne débutée en **1618**. Il remporte cette **guerre de 30 ans en 1648**. Une fois cette guerre arrêtée, c'est la guerre civile qui s'ouvre.

En 1648, le Parlement de Paris, la chambre des comptes, la Cour des aides et également le Grand **Conseil vont s'unir pour former une nouvelle institution** avec l'arrêt RECHERCHE qui va s'appeler l'assemblée de la chambre de Saint Louis. Cette nouvelle assemblée avait pour mission de réformer l'État. Elle va donner une déclaration de **27 articles**. Les magistrats dans cette déclaration proposent un gouvernement des juges et ils accaparent le pouvoir. Ils demandent le **contrôle du budget de l'État**, la réduction de l'impôt, la suppression des intendants (ils tiennent le rôle de préfet), une sorte **d'habeas corpus** c'est-à-dire de **garanties pour les accusés**. Face à cette institution de la chambre de Saint Louis, **Anne d'Autriche dit que « C'est une espèce de République dans la monarchie »**. Après cette déclaration, Mazarin essaie de réagir et va faire arrêter les parlementaires. Ces arrestations vont déclencher des **émeutes car l'opinion était favorable aux juges**. Elle était favorable aux juges, au Parlement de Paris. Il y aura des **pamphlets, des mazarinades, contre Mazarin**. Il est appelé le **Petit Cardinal**. On dira qu'il est une **malédiction** pour le royaume de France. Mazarin va faire face à ces injures. Les sujets restaient fidèles à l'égard du roi cependant. On va faire circuler des **calomnies contre Mazarin**.

On va dire qu'un mariage clandestin a uni la régente et Mazarin et qu'il a été célébré par Vincent de Paul. Ce dernier dira que c'est faux comme le diable. Avec de telles rumeurs le climat est lié à la violence dans le royaume. Ces pamphlets disent leur fidélité à l'égard du roi. Jamais Louis XIV n'est attaqué. Mais que vaut cette fidélité quand ses proches sont attaqués ? Face à cette rébellion de l'opinion, **le roi quitte la capitale avec la régente en janvier 1649**. En même temps arrive **d'Angleterre la nouvelle de l'exécution de Charles Ier qui a été condamné à la décapitation par le Parlement**. Cet événement va **troubler les magistrats, les parlementaires**. Ils vont comprendre **les conséquences de leur révolte**. La fronde parlementaire se calme en août 1649. Il est sifflé, hué. Il y a un retour à la paix dans la capitale et donc le roi revient à Paris. Il est acclamé par l'opinion.

Ces changements de l'opinion seront une excellente leçon pour Louis XIV sur l'inconstance du peuple parisien. L'opinion peut être dangereuse. Cette fronde une fois calmée va être suivie par la fronde des princes qui va reprendre. Après **l'arrestation du prince de Condé** en janvier 1650, la **noblesse va se soulever**. La **guerre civile va être relancée**. Les magistrats parisiens vont reprendre la révolte, ils vont oublier les conséquences possibles de la désobéissance. **Tous réclament l'exil de Mazarin**. Mazarin va partir pour l'exil. **Le roi va quitter une nouvelle fois la capitale**. Cette fronde très virulente des princes et des magistrats va durer mais va échouer en raisons des ambitions des chefs qui menaient l'émeute. En 1652, les oppositions vont y mettre fin et le roi revient à Paris. Mazarin revient également. L'autorité va travailler au renforcement des institutions. **Mazarin va préparer Louis XIV à son métier de roi**, il va donner des leçons de politique, de puissance, de volonté. Il va tout faire pour que **Louis XIV devienne un grand roi**, pour lui apprendre la gloire monarchique. Il y avait une **très grande confiance entre les deux hommes**. Il y a des sentiments paternels de la part de Mazarin pour Louis XIV. A la différence de ses prédécesseurs il recevra une bonne éducation. Mazarin va lui apprendre la puissance monarchique alors que la monarchie était très faible. **Il dit à Louis XIV**

: « **Si vous le voulez, vous serez le plus grand roi qui fut jamais** ». Pour pouvoir devenir ce grand roi, Mazarin donnait des conditions, il donnait des conseils à Louis XIV : « Se débarrasser des restes de la Fronde et de régner ». Louis XIV va retenir les leçons de Mazarin.

A la **mort de Mazarin en 1661**, le roi entame brillamment son **règne personnel**. Devant cette volonté de gloire, de puissance, la régente va s'étonner. Anne d'Autriche va douter de son fils et dira « Il se lassera bientôt de faire le capable ».

Or Louis XIV ne va pas se lasser de son métier de roi. Avec son ministre Colbert, il va œuvrer à la gloire de la monarchie. Ils vont devenir des champions du pouvoir absolu. Certains diront que c'était des furieux du pouvoir absolu. Ils vont devenir des champions de l'ordre et de la raison d'État.

Le règne de Louis XIV est le règne de l'ordre. C'est l'État sans âme qui se met en place. Louis XIV se place au service de l'État, de l'institution,. Ce règne perd les restes de fantaisie des règnes précédents, les précieuses négligences qu'avait connues le règne de Louis XIII.

Durant le règne de Louis XIV, l'art va être mis au service de la monarchie absolue, c'est la période du mécénat. L'art va s'engager en politique. On assiste à l'élaboration d'un culte du politique qui a fait tout le temps frémir les modérés.

Le règne personnel de Louis XIV s'ouvre sur l'affaire du surintendant Fouquet. C'était un financier qui avait détourné de l'argent. Fouquet va devenir surintendant des finances. Il va construire le château de Veau le Vicomte. Il était plus beau que celui du Louvre. Il avait su mettre à son service les artistes qui par la suite vont construire Versailles. Fouquet va organiser une fabuleuse fête dans son château. Il va inviter le roi. Or, le roi était pauvre. Le roi va se sentir très jaloux de ce château. Le lendemain Fouquet sera arrêté pour malversation pour Dartagnan. Il sera condamné au bannissement perpétuel.

Le règne de Louis XIV s'ouvre à ce moment-là. Cette affaire montre l'entrée en scène de la royauté qui ne supporte pas l'ombre honteuse des Grands corrompus, ni l'indiscipline. Il y a dans cette fête toutes les intentions politiques du règne de Louis XIV. Louis XIV devient le Roi Soleil. C'est un roi très chrétien. En 1661, s'ouvre le Grand Siècle. C'est Colbert qui dirigera l'administration. La volonté royale est d'assurer le prestige de la France. Cette grandeur va se construire autour du palais de Versailles. Il va montrer la grandeur du roi. Versailles deviendra le plus beau palais d'Europe. Le roi aura la Cour la plus brillante d'Occident, la plus puissante armée européenne.

Il va devenir un roi conquérant. Il augmentera le prestige de la France. Cette monarchie est basée sur la théorie de la monarchie absolue de droit divin. Cette grandeur entraîne peu à peu une véritable identification du prince et de l'État. Les deux termes vont se confondre. Le prince et l'État se mélangent. La phrase que l'on prête à Louis XIV c'est : « L'État c'est moi ». Elle exprime de façon extraordinaire la réalité politique. Bossuet fera ce constat : « Tout l'État est en lui, en lui est la puissance, en lui est la volonté de tout le peuple ». C'est l'esprit de ces termes qui va remplir le règne de Louis XIV.

En face de l'État ainsi incarné par le prince, il n'y a plus de place pour les Grands, pour les magistrats, pour les États généraux, pour les sujets pris individuellement, pour les droits subjectifs, pour les désordres. La puissance du prince va devenir presque illimitée. Elle ne connaît comme bornes que la loi naturelle et la loi divine. Bossuet dira : « Au prince seul appartient la force, au prince seul appartient le soin général du peuple ». Cette expression sera par la suite répétée et se maintiendra jusqu'à la Révolution. Le roi a le pouvoir absolu. Louis XV recevra lors de son enfance ces mêmes leçons de puissance absolue de la part de son précepteur le Maréchal de Villeroy qui va dire à son élève qui lui montrait tout le royaume : « Tout cela sire est à vous ».

Il y aura une autre expression plus rigoureuse de ce pouvoir absolu au moment de la séance du parlement de Paris dite de la flagellation 3 mars 1766. C'est une période de crise. Le roi va prononcer un discours d'autorité pour retenir les magistrats dans leur devoir d'obéissance : « C'est en ma personne seule que réside l'autorité souveraine dont le caractère propre est l'esprit de conseil, de justice, de raison, c'est à moi seul qu'appartient

le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage, l'ordre public tout entier émane de moi ». Cette formulation ressemble à celle de Bossuet.

Cependant, la toute-puissance du roi connaît des bornes, des limites. La grande limite qui s'impose au roi c'est sa conscience chrétienne qui fait de lui le roi très chrétien et qui l'obligeait à respecter la loi divine, des prescriptions morales. Ce sont les commandements donnés à Moïse. Ces commandements vont former la base de cette loi divine. Le roi va devenir celui qui doit observer ces commandements, celui qui représente Dieu sur Terre, qui incarne la loi divine qu'il doit lui-même respecter. Le monarque s'est engagé à ce respect le jour du sacre dans ses promesses. Le roi est soumis aux lois naturelles. Charles Loyseau va le dire de façon très nette : « Le roi est soumis aux lois de Dieu et aux règles de la justice naturelle et non positive, le prince doit rendre des comptes à Dieu ».

Ces règles de la justice naturelle ont été dégagées d'abord par Aristote en observant la société, les habitudes politiques à Athènes. Le roi est l'image du Christ sur Terre. On a le portrait du prince chrétien qui est posé. Si le prince ne respecte pas ces lois, il deviendra tyrannique.

→ Il y a une atténuation à cette conscience chrétienne. Il s'agit de la formule de la raison d'État qui a été formulée par Machiavel et qu'a repris Richelieu. Cette raison d'État permettra parfois à couvrir des actes d'arbitraire qui éloignent du modèle chrétien.

→ Guy Coquille va donner une autre limitation qui vient des sujets : « Le roi doit respecter l'honnête liberté des sujets, cette honnête liberté qui se réalise dans la loi privée, dans les privilèges qui étaient répartis entre tous les autres ». L'idée de liberté du peuple existait pendant l'Ancien Régime. Chaque ordre avait sa loi privée. Les sujets de France défendaient ces privilèges. Les sujets défendaient les privilèges. Dans le royaume de France tous les sujets vivaient de la privata lex.

D'autres freins existaient : des limites de la part des juges. Des institutions vont se rendre indépendantes du roi, et vont même aller à l'encontre du roi. Elles vont souvent tenir le rôle de représentantes de la nation. Une autre limite se trouvait dans les lois fondamentales qui sont des lois coutumières à valeur constitutionnelle. Elles sont au-dessus du roi et s'opposent donc à lui. A partir du XVI<sup>ème</sup> siècle, ces lois vont être mieux précisées, complétées.

## **SECTION II: Les lois fondamentales ou les limites constitutionnelles**

### **PARAGRAPHE I-Les lois relatives à la dévolution de la couronne**

#### **A) Le principe de catholicité**

#### **B) Le principe de l'indisponibilité de la couronne**

C'est aussi le principe de la théorie statutaire. Cette règle d'indisponibilité a été posée durant la folie de Charles VI, pendant la guerre de 100ans. Ce principe venait mettre la couronne à l'abri de la folie du roi, de la mauvaise volonté du roi. Ce principe va tout de même être souvent chahuté jusqu'à la fin de la monarchie, la crise de 1789. A partir de ces bouleversements, on déterminera les grands effets de la loi d'indisponibilité. Il y aura d'abord l'impossibilité d'abdiquer et ensuite l'impossibilité de bouleverser l'ordre de succession.

#### **1-L'impossibilité d'abdiquer**

Le problème se pose durant le règne de **François Ier**. Après sa défaite à Pavie, François Ier est capturé par les soldats de l'Empire et va être fait prisonnier à Madrid. Charles Quint devient maître de la situation et **veut partager le royaume de France**. Il se **garderait la Bourgogne**, et il **offrirait à l'Angleterre ses anciennes**

**possessions dans le royaume de France.** Devant un tel démembrement, François Ier va s'effondrer, dans son découragement il **envisage d'abdiquer** et de laisser son trône à son successeur, son fils aîné. L'idée va beaucoup choquer en France. **Le Parlement refuse la solution en précisant « que cette abdication serait nulle parce que le statut de la couronne de France l'interdit. Le roi ne peut pas résigner la dignité royale. Cette dignité ne passe d'un roi à son successeur que par la mort du roi régnant ».** Le Parlement s'oppose à cette solution.

Par la suite il y aura d'autres tentatives d'abdication. Au XIX<sup>ème</sup>, on aura l'abdication de Charles X. En juillet 1830, il abdique. Or selon les lois fondamentales, l'abdication de Charles X ne pouvait pas être reconnue. Cette abdication faite au XIX<sup>ème</sup> siècle au profit des Orléans ne sera jamais considérée comme valable par les légitimistes. Ainsi, avec l'affaire de Pavie, la doctrine refusait au roi le droit d'abdiquer. Cette doctrine devait aboutir à distinguer la succession royale de droit français des autres successions européennes. On distinguera le droit royal français **héréditaire** des autres droits royaux, comme ceux de l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne, de l'Angleterre, où la possibilité d'abdiquer sera reconnue. C'est le premier effet du principe d'indisponibilité. Il y aura une autre impossibilité, celle de renoncer au trône.

## **2- L'impossibilité de renoncer au trône**

La question va se poser à la fin du règne de Louis XIV. Il s'agira de l'affaire dite de la succession d'Espagne. En 1700, le roi d'Espagne Charles II n'a pas de descendant. Il prépare son testament et institue comme héritier de la couronne **Philippe, duc d'Anjou**, un prince français et un des petits-fils de Louis XIV. Or, ce testament établi par Charles II réjouissait beaucoup les autres royaumes car il établissait la **perspective d'une union des deux royaumes les plus puissants d'Occident**. Cette perspective venait rompre une autre vision traditionnelle : l'union traditionnelle de l'Espagne et de l'Autriche. Les mécontentements montent un peu partout en Europe. Louis XIV accepte ce testament. Son petit-fils va devenir roi d'Espagne. **Il devient le roi Philippe V. On a ici l'origine de la branche des Bourbons d'Espagne.**

Plus tard, Philippe V pouvait devenir roi de France sous le nom de Philippe VII. Il aurait été roi de France et d'Espagne. Cette perspective rempli de ravissement les Français et les Espagnols. Louis XIV va encourager Philippe V. Lorsque **Philippe V part pour l'Espagne en novembre 1700**, il lui dit « soyez bon Espagnol, mais rappelez-vous que vous êtes Français pour **entretenir l'union entre les deux nations** ». En Espagne on ressent la même joie. **L'ambassadeur d'Espagne dira « quelle joie il n'y a plus de Pyrénées ! ».** Le Parlement de Paris s'associe à cette joie. En février 1701 il enregistre des lettres qui conféraient à Philippe V sa qualité de prince successible au trône de France.

Cependant, cette possibilité pouvait déplaire aux autres principautés. Un **grand conflit européen éclata**. Il fut organisé par **ceux qui ne voulaient pas de cet union**. Il y aura un complot organisé par **l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche**. Il y aura la **guerre dites de succession d'Espagne contre la France**. Elle dura de **1702 à 1712** et ce furent des années de misère. La guerre s'acheva en défaite pour la France. En **1713**, cette défaite est confirmée par **le traité d'Utrecht** avec des clauses très rigoureuses. Dans ce traité il était précisé que **jamais les deux couronnes ne devaient s'unir**. Les Anglais vont accepter que Philippe V reste sur le trône d'Espagne, que sa lignée s'installe en Espagne, à la **condition qu'il renonce officiellement à la couronne de France** et que les princes français renoncent eux aussi à la couronne d'Espagne. Ce traité venait séparer de façon définitive les deux couronnes. On coupe la dynastie des **Bourbons en deux branches : une branche française et une branche espagnole**. Cette double renonciation va se faire devant le Parlement de Paris en mars **1715**. Le premier président du Parlement de Paris **demanda la publication de cette double renonciation**. Les termes qu'il utilisa au moment de cette demande de publication venaient dire le mépris de ce magistrat pour cette double renonciation. Les parlementaires, face à cette publication sont très réticents. L'acte sera publié.

**Une fois publié, les juristes français vont prendre leur revanche et vont dire que ces renonciation ne sont**

**pas valables, elles sont viciées car elles sont faites sans liberté**, dans la violence. Pour obliger les deux rois à se soumettre, les **Anglais menaçaient de reprendre la guerre**. Ces renonciations sont nulles selon les juristes de plein car **contraire au principe d'indisponibilité de la couronne**. Ainsi, Louis XIV selon le principe d'indisponibilité ne pouvait pas exclure du trône de France, Philippe V et celui-ci ne pouvait pas renoncer au trône pour lui-même et pour ses descendants. Cette affaire est une affaire qui finit très mal. C'est une affaire que les Français considéreront comme contraire aux lois constitutionnelles du royaume.

### **3-L'impossibilité de bouleverser l'ordre de succession**

L'affaire qui devait définir ce troisième effet, est l'affaire des **bâtards légitimés**, ou encore du vol des bâtards. Louis XIV avait eu de ses maîtresses des **enfants naturels qu'il avait légitimé**, qu'il avait reconnu. Parmi ces enfants, il y avait les deux enfants de **Mme de Montespan, le duc de Maine et le comte de Toulouse**.

En 1714, à la fin de sa vie, Louis XIV est malade. De plus, **Louis XIV a vu son fils mourir et ses deux petits-fils mourir entre 1711 et 1714**. Il ne restait donc que son arrière petit-fils, le futur Louis XV. Cependant il était très malade. Il est inquiet si son arrièrepetit-fils venait à mourir. S'il venait à mourir, la couronne devait passer à la branche collatérale. **Le collatéral le plus proche était le duc d'Orléans**, Philippe d'Orléans que Louis XIV ne supportait pas. On le considérait comme un malhonnête, un libertin. On pensait d'ailleurs qu'il avait utilisé **le poison contre la descendance** de Louis XIV et qu'il ne lui restait qu'à **empoisonner Louis XV pour accéder au trône**.

L'opinion public, de plus, **détestait Philippe d'Orléans**. Face à tous ces malheurs, à toutes ces morts, face à cette perspective de la succession par Philippe d'Orléans, **Louis XIV va piétiner les lois fondamentales** et va entraîner du désordre dans la succession. Louis XIV va en juillet 1714 bousculer l'ordre successoral. Il va **introduire dans l'ordre de succession au trône les deux légitimés**. Il était attaché à ces légitimés. En juillet 1714, le roi obligeait le Parlement de Paris à enregistrer l'édit de Marly. **Le duc de Maine et le comte de Toulouse** étaient alors déclarés « **princes du sang et aptes à régner à défaut de prince légitime** ». Cette décision était douteuse car elle venait bousculer le principe d'indisponibilité qui excluait absolument les enfants illégitimes à la couronne. Cette décision contrevenait au principe de catholicité car les légitimés étaient issus d'un adultère. Selon le principe de catholicité, il fallait que le successible soit issu d'un mariage canoniquement valable. Au XIVème siècle, cette idée avait été donnée. La coutume constitutionnelle excluait les bâtards du trône de France. **Un adage avait été formulé : « Prince du sang on naît et point on ne devient »**.

Plus tard au XVème siècle, Jean de Terrevermeille va insister sur cette impossibilité de régner si on est issu d'une union adultère : « De là on dit que le roi ne pourrait légitimer son fils bâtard pour qu'il lui succède ». La doctrine insiste sur cette impossibilité. Malgré cela, Louis XIV n'hésite pas à légitimer ses bâtards. Jusqu'à la fin de sa vie, la critique se fait discrète mais la voix de Saint-Simon va s'opposer à Louis XIV. Il était très proche de Philippe d'Orléans. Il va parler à propos de cet édit de Marly, il parlera « d'un attentat à la couronne, d'un crime de lèse-majesté contre l'État ». Ce testament du roi n'était pas défendable. Dès la mort du roi, les critiques vont se renforcer. L'affaire va être rapportée par un édit de juillet 1717, qui venait « déclarer les descendants illégitimes inaptes à régner ». L'édit de 1717 insistait sur le fait que le roi est dans l'impuissance de modifier les lois fondamentales du royaume, ces lois qui forment « la Constitution du royaume ». Durant l'Ancien Régime, **ces lois fondamentales sont reconnues comme des lois constitutionnelles**. L'édit précise que si la dynastie venait à s'éteindre, il appartiendrait à la réunion des États généraux de choisir une autre solution. Durant les XVIème, XVIIème et XVIIIème siècle,s le principe d'indisponibilité a été bien précisé et on va préciser le principe d'inaliénabilité du domaine.

### **PARAGRAPHE II-Le statut du domaine**

Le **principe d'inaliénabilité** était dans l'air du temps dès la Moyen-Age. Le juriste consulte Jean de

**Terrevermeille** qui va dire : « **Le domaine est à la couronne ce que l'ombre est au corps** ». On ne peut pas les séparer. « **Le roi doit toujours l'augmenter et jamais le diminuer** ». Ce principe va s'imposer au XVIème siècle. **C'est sur cette base que les parlementaires parisiens invalident le traité de Madrid**, la suite de l'affaire de Pavie. Ce traité venait régler la défaite française.

Au moment de la défaite de Pavie, **François Ier pensait à l'abdication**. Comme Charles Quint était mécontent et n'avait pas de récompense pour sa victoire, François Ier va promettre d'abandonner les terres orientales à l'Empire espagnol. Avec cette promesse, François Ier est libéré. Il revient en France. Poussé par les légistes, François Ier revient sur ses promesses. Il explique que ces promesses ont été faites par la force, « son consentement était vicié par la violence ». **Le roi va différer l'exécution de ce traité de Madrid jusqu'à la réunion des États provinciaux de Bourgogne** qui devaient se prononcer sur cette décision. Les États provinciaux **vont être en faveur de la France et vont déclarer nul ce traité de Madrid**. Ils expliqueront la nullité de ce traité car « **contraire aux lois constitutionnelles du royaume** ».

Une idée va être avancée. Pour être légalisées, les cessions de territoire devaient être consenties par les sujets. Sous la pression de ces États provinciaux de Bourgogne, la **France va pouvoir conserver la Bourgogne**. Charles Quint ne va pas être content et va **reprendre la guerre**. De cette affaire devait couler le droit « **pour les sujets de rester soumis à leur prince légitime** ».

Il y a ici le **fondement de la doctrine de l'autodétermination des peuples**. Le XVIème siècle s'ouvre avec une affaire qui concerne le principe d'inaliénabilité du domaine. Pour préciser ce principe, la doctrine va donner un symbole. Les **théoriciens vont expliquer que le jour du sacre, le roi épouse la couronne, et le domaine représente la dote que la couronne remet à son époux pour le temps du règne**. Or, en droit romain, certains biens de la dote sont réputés inaliénables. On ne peut **pas les vendre**, on ne peut **pas les toucher**. Durant ce **mariage mystique entre le roi et la couronne**, l'époux n'est que l'intendant de ces biens considérés comme inaliénables. Avec cette allégorie du mariage mystique du roi et de la couronne avec comme **dote le royaume**, le droit du domaine devait se fixer.

Deux principes allaient être établis.

- **L'ordonnance de Villers-Cotterêts de juin 1539 qui venait consacrer le principe d'imprescriptibilité du domaine de la couronne**, cette ordonnance fut complétée et reprise par **l'ordonnance de Blois de 1579**. Selon ces textes, quel que soit la durée, la possession d'un bien issu du domaine ne devait jamais permettre d'acquérir une part du domaine, même si cette possession dépassait les 100 ans, même par la prescription la plus absolue (même par la prescription centenaire). **Ce principe fut traduit par un adage : « Qui mange l'oie, cent ans après en rend la plume ».**

- Un autre principe a été donné, celui de l'inaliénabilité du domaine. Ce principe a été organisé par l'édit de Moulins de 1566.

### **A) Le statut du domaine public**

Cet édit de 1566 ne s'attache pas à définir la structure du domaine de la couronne car la définition avait déjà été faite auparavant. Le domaine réuni un ensemble d'éléments corporels (les terres, les routes, les cours d'eau, les châteaux, les places fortes), et un ensemble d'éléments incorporels (les droits de souveraineté et les droits de propriété foncière). Or, ces deux éléments corporel et incorporel formaient un ensemble très confus.

La distinction était difficile à faire. L'édit de Moulins va proposer une distinction entre le domaine fixe et le domaine casuel.

- **Le domaine fixe** comprenait **tous les biens et les droits acquis à la couronne depuis plus de 10 ans**. Ce domaine fixe était « parfaitement et définitivement inaliénable, il était « fixé » pour toujours ».

- **Le domaine casuel** s'étendait **aux propriétés et aux droits récemment acquis par le roi**, soit par voie de conquête, par héritage, par mariage, par confiscation. Face à ce domaine, le roi était libre, il pouvait disposer



librement des biens de ce domaine.

Toutefois, au bout de 10 ans d'administration par des officiers royaux, ces biens du domaine casuel tombaient dans le domaine fixe. Ils devenaient inaliénables. Enfin, à la mort du roi, cet ensemble de biens casuels tombait automatiquement dans le domaine fixe. Il était incorporé dans le domaine fixe. L'édit de Moulins établit une distinction simple. Le principe d'inaliénabilité est très clair. Or, tout va être rendu confus par des exceptions.

## **B) Les aménagements au principe d'inaliénabilité**

Ils vont être énumérés dans l'édit de Moulins, dès l'Art.1er. Cet article vient dès le départ atténuer le principe d'inaliénabilité. Deux exceptions sont données, il s'agit des apanages et des aliénations pour la nécessité de la guerre. Or, les complications ne vont pas s'arrêter là. Avec le temps on va ajouter d'autres exceptions. On viendra compliquer ce principe pour la bonne gestion du domaine. Le roi ne pouvait pas tout conserver.

### **1- La pratique des apanages :**

- L'édit de 1566 n'apporte rien de nouveau. Il vient confirmer la tradition, ce qui se pratiquait auparavant. En revanche il va prévoir avec de très grandes précautions : « **Cette possibilité d'aliéner des terres du domaine pour constituer des apanages en faveur des puînés mâles de la maison de France** ». Or, au XVIème siècle, cette pratique des apanages a été bien encadrée. Cela ne constituait plus un véritable danger. Pour qu'il y ait constitution d'apanages, des conditions très strictes sont posées par l'édit de Moulins : « Il s'agissait d'un usufruit indivisible et incessible, réversible de plein droit à la couronne **lorsque l'apanagiste mourrait sans héritiers en ligne directe et masculine** ». S'il en était ainsi, le bien revenait au domaine royal. Pour **atténuer cette pratique des apanages, les apanages constitués à partir du XVIème siècle furent de petite importance**. On peut donner l'exemple de **l'apanage fait en 1557 en faveur de Charles**, frère de Louis XVI. Il reçut le **territoire de l'Artois**. Les filles de France ne pouvaient pas recevoir d'apanage, elles étaient dotées en argent. On a une seconde exception au principe d'inaliénabilité.

### **2- Les engagements du domaine de l'État :**

Cette seconde exception permettait une plus grande liberté de la monarchie dans la gestion de son domaine. Si le principe d'inaliénabilité était construit de façon rigoureuse, cela aurait pu entraver la monarchie lorsqu'elle était dans la nécessité d'emprunter. Il est admis que pour faire face à une **nécessité grave, un bien du domaine pouvait être engagé auprès d'un bailleur de fond appelé l'engagiste**. Ces engagements **ne représentaient pas des aliénations définitives** d'un bien domanial entre les mains d'un particulier qui **devenait prêteur du roi**. C'est une **mise en gage**. On retrouve la question de la dette, de l'endettement du roi. Il y avait dès le XVIème siècle cette possibilité de mettre des biens publics en gage pour répondre aux nécessités du trésor. C'était un pour le roi d'obtenir des finances en se servant de son domaine. On est toujours dans cette tradition du roi qui vit du sien. Il fallait que le royaume soit soit **en temps de guerre**, soit en temps de **nécessité absolue**. L'engagement devait être **temporaire**. Cet engagement était bien décrit pas **l'édit de Moulins qui fixait des conditions**. Il fallait que l'engagement contienne une **clause perpétuelle de rachat en faveur du roi**. Il fallait que le **montant du prêt soit mis aux enchères** et que le **paiement du prêt se fasse à deniers comptants**. L'engagement devait être **enregistré en Parlement sous forme de lettre patente**. Les engagements pouvaient porter sur des biens variés (foret, offices, des taxes, ...).

Le bien qui était engagé était notifié dans un **contrat**. Ce contrat ne correspondait **pas à une aliénation, à une vente, car la propriété du fond demeurait à la couronne** avec cette faculté de **rachat perpétuelle**.

L'engagiste exploitait à son compte le bien engagé. Il n'avait que la jouissance du fond engagé, il en percevait les revenus et ces revenus représentaient de façon juridique **les intérêts du prêt**.

Dans la réalité, **ces prêts n'étaient jamais remboursés**. Celui qui exploitait ces biens recevait quelques profits (intérêts). La **couronne ne récupérait jamais les biens** mis en gage, les engagements pouvaient durer sur plusieurs générations. On a d'abord la couronne qui s'endette auprès de personnes privées. Les sujets du roi devenaient les créanciers du roi sur plusieurs générations. Le roi qui s'endette sur plusieurs règnes décide de l'endettement de ces successeurs. Dans la réalité, **les prêts ne seront pas remboursés**. L'administration n'usait pas de la faculté de rachat. Si elle en usait c'était pour obtenir plus d'argent en remettant les mêmes **biens aux enchères**.

On va assister à une **fascination pour les engagements** au XVII<sup>ème</sup> siècle, en particulier la noblesse va pratiquer les engagements. Ces engagements vont devenir de plus en plus **nombreux**. Il va y avoir un véritable engouement pour les biens mis en gage. Les seigneurs étaient presque tous des engagistes du roi. Ce goût pour les engagements va mettre le roi sous la dépendance financière de la féodalité. On aura la monarchie mise sous ce contrôle financier de la féodalité.

### **3- L'aliénation des biens de faible importance :**

Depuis longtemps, la monarchie pratiquait ses **aliénations de biens de faible importance**, de biens sans propriétaire. Il s'agissait des **moulins**, des **fours** communs. Ces biens qui n'avaient pas de propriétaire revenaient au domaine de la couronne. Comme leur gestion était coûteuse, des ventes furent organisées et réglées au XVIII<sup>ème</sup> siècle.

**Ce sera l'édit de mai 1708 qui va régler cette question** : il permettait des aliénations pour les petits biens qui encombraient la monarchie. Il s'agissait **d'actes de bonne gestion**. Sans cette possibilité de vendre ces petits biens, **ces biens auraient coûté beaucoup trop cher en gestion à l'État**.

Cette règle de l'inaliénabilité a été fixée par le XVI<sup>ème</sup> siècle mais elle était déjà pratiquée. L'idée est formulée par **l'édit de Moulins**. Elle sera à **peu près bien respectée**. Au moment de la **Révolution**, **ce principe ne sera plus d'ordre constitutionnel**. Il deviendra un principe **d'ordre administratif**. Il ne sera utilisé que pour ses aspects de bonne administration.

Ce principe **limite la générosité du roi**, c'est une façon de prévenir les habitudes patrimoniales issues de la période germanique. Les prérogatives royales seront réduites à un simple usufruit. **Le roi ne sera plus le propriétaire du domaine public**, on le prive de son patrimoine. Il en est fini du roi qui partage son patrimoine. Apparaît alors une **monarchie différente**. La nature du régime monarchique se précise avec cette règle d'inaliénabilité. Par ce processus qui vient priver le roi de la propriété de son domaine, apparaît la véritable nature de la monarchie française : **celle du triomphe de l'État**. C'est **l'État qui a pris le pas sur la personne physique du roi**. La personne physique du roi disparaît. Le roi est voué au service de l'État. **Sa volonté trouve une limite infranchissable dans les lois constitutionnelles du royaume**. La volonté du roi était limitée par les lois constitutionnelles. Cette monarchie qui coïncide de plus en plus avec l'État, va devenir de plus en plus **administrative**. L'État n'a pas d'âme, ce n'est qu'une institution. La machine administrative se forme. Les bureaux apparaissent. On commence à voir le roi qui va être à la recherche d'une **bonne administration qui sera confiée à des agents** qui vont se rendre de plus en plus autonome du roi.



## **Chapitre 2 : L'organisation administrative de la monarchie absolue : le statut des agents royaux**

Puisque la monarchie s'est séparée du roi, elle va devoir le remplacer par des agents. C'est le **triomphe de l'État**. L'élaboration d'une administration répond à ce triomphe de l'État. **Le roi devait faire exécuter les lois, et il devait administrer ses sujets**. Cette administration a pour but de **rendre le roi présent partout**. Les progrès de la monarchie seront alors plus nettes du fait de la présence des agents du roi. Cette présence du roi partout impliquait la **nomination d'agents de plus en plus nombreux**. Cette présence d'agents va entraîner la mise au point la notion de fonction publique. Pendant l'Ancien Régime, on parle d'agents du roi. Il va en avoir une multitude qui vont exercer une tâche dite **d'intérêt public**. Il n'y a pas encore d'administration statutaire. Il n'y a pas de fonction publique unitaire. Ainsi, **l'idée de fonction publique qui est prématurée, reste cependant présente et elle se prépare**.

A la fin du **XVIII** siècle, certains modèles inspireront la préRévolution. On assiste au commencement des administrations. Il n'y a pas de bureaux remplis. **Il n'y a pas de fonction publique statutaire, unitaire**. Il y a **des fonctions publiques**. On reste dans la **diversité**. Il y a plusieurs fonctions publiques. Elles trouvent leurs racines dans les **événements**, dans les **nécessités** des temps. L'idée de fonction publique pour l'Ancien Régime est une idée qui vient trop tôt. C'est une idée qui est en émergence et qui va aboutir. Il y a une continuité des temps. Le mot **d'administration n'était jamais employé** seul. On parlait de l'administration de la justice, des finances. Il y avait des **administrations royales**. L'époque n'avait pas atteint le concept global que le XIX<sup>ème</sup> siècle livrera. Le **terme de fonctionnaires n'existait pas** durant l'Ancien Régime. On parle des agents, des serviteurs, de lieutenants du roi. Ce terme a été utilisé pour la première fois en **1790**. La royauté devait, durant les XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, déployer à son service une multitude d'agents qui vont exercer des tâches très diverses. C'était la grande diversité, le grand désordre.

On a **deux grandes catégories d'agents** :

- Les **officiers** détenaient une charge à titre d'office, ils étaient inamovibles, ils possédaient un statut fixé par voie d'ordonnance.
  - Les **commissaires** étaient commis, envoyés. Ils tenaient leurs fonctions d'une lettre de commission. Ils n'avaient pas de statuts. Ils sont toujours révocables. Ils constituent une administration extraordinaire.
- Ces deux catégories montrent le triomphe de l'État, et l'essor de l'administration française.

### **SECTION I : Les officiers**

Ils représentent la **catégorie des agents royaux la plus nombreuse**, la plus **influente**. L'office va apparaître comme le cadre habituel de l'exercice de l'administration, de la fonction publique. Avant **1789, l'office était la règle (Ourliac)**, c'est ce qui se pratiquait régulièrement. Le terme et le statut sont restés dans le domaine des auxiliaires de justice avec les notaires, les huissiers. Ils achètent une charge pour s'installer. A cause de cette prépondérance des offices, peu à peu un statut va se fixer.

Ce statut va acquérir une importance considérable qui va atteindre trois domaines :

- Une importance fiscale car les **offices vont être source de revenus**. Ce sera une façon pour la monarchie de répondre à la dette.
- Une **importance politique** car les officiers sont installés dans leur charge, ils sont inamovibles. Ils vont donc se **rendre indépendants à l'égard du roi**, ce qui peut parfois signifier **l'infidélité**.
- Une **importance sociale** car une grande partie de la bourgeoisie va faire **carrière** par le biais des offices.

## **PARAGRAPHE I-La notion d'office**

La meilleure définition des offices a été donnée par **Charles Loyseau** dans son Traité des Offices. Il va écrire que « **L'office est une dignité ordinaire avec fonction publique** ».

Ainsi sous l'Ancien Régime, **l'officier est un serviteur de l'État, il a une fonction publique**. L'office est une fonction confiée par l'autorité royale. Elle contient l'esprit de « **ministère** ». C'est une tâche **confiée à un inférieur par une autorité supérieure**. Les officiers sont des agents du roi qui **reçoivent une charge publique**. Ils sont nommés par le roi. Ils reçoivent des **lettres d'office** délivrées par la chancellerie. Pour être utilisables, ces lettres doivent être **enregistrées par les cours souveraines**, pour en garantir la publicité. Toutefois, ces lettres ne précisaient jamais les fonctions. **Le titre et la dignité étaient donnés**. Tout cela était fixé par des **ordonnances** ou encore par la **coutume**. Ces fonctions correspondaient à des dignités qui étaient fixées une fois pour toute. C'était des charges **permanentes**, des charges **régulières** car déterminées **par une loi ou par une coutume**.

Aujourd'hui, nous dirions que les offices étaient dotées d'un **statut légal**, d'un **statut coutumier**. Ces charges étaient **durables** car elles correspondaient aux **besoins courants et permanents** de la monarchie. C'était les nécessités communes : la maison du roi, la justice, les finances et l'armée. Selon cette vision d'officier, étaient des offices les charges de justice, d'auxiliaire de justice, les charges financières, les charges municipales, les charges militaires.

Ce qui marquait l'office était que la fonction était achetée par l'officier. Ainsi, **le roi vendait ces charges**. On voit les enjeux de ces ventes faites par le roi : les officiers vont devenir **propriétaires d'une fonction publique**. **Charles Loyseau** va écrire : « **Les officiers devenaient propriétaires d'une partie de l'État** » et l'appropriation de ces charges publiques par des propriétaires privés aura une conséquence inévitable : la **patrimonialité**. La monarchie sera affaiblie par cette appropriation de son administration.

### **A) Vers la patrimonialité des offices**

Cette pratique va être consacrée en **1604**. Elle va devenir dangereuse pour la monarchie. Cette pratique a des origines qui remontent à la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle. Avec la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle, une technique se met en place qui consiste pour **l'officier de choisir son successeur moyennant argent**.

#### **1-La vénalité**

A partir du XIV<sup>ème</sup> siècle, la monarchie traverse la Guerre de 100 ans. Le roi a des nécessités financières. Le roi va admettre cette pratique pour les petits offices et elle sera interdite pour les grands offices. Or, cette interdiction va vite être illusoire. Cette interdiction ne sera jamais respectée car cette vente des offices va se pratiquer de manière clandestine. Même alors que le roi l'avait interdit, cette vente des grands offices va se pratiquer dans l'entourage du roi. Cette vénalité clandestine pour rester honnête en apparence va emprunter un procédé au droit canonique : le procédé de la « *resignatio in favorem* ». En effet, le droit canonique, avait admis que le titulaire d'un bénéfice ecclésiastique pouvait le résigner, s'en démettre en faveur d'une personne déterminée capable de le tenir, de l'exercer. Le Pape devait admettre ce transfert. Il devait admettre que la résignation était gratuite et que l'ancien évêque ne vende pas sa charge. Cette pratique utilisée en droit canonique inspirait les juristes royaux. L'officier résignait son office en prenant soin de désigner un candidat capable. L'officier soutenait la candidature de son candidat. Le roi devait investir le nouveau titulaire par des lettres de provision. La résignation devait se faire gratuitement. Le nouveau venu devait prêter serment qu'il n'avait pas obtenu cette résignation moyennant argent. Cette procédure était honnête. Or, parallèlement, les deux partis, le résignant et le résignataire, passaient un accord clandestin relatif au prix de la charge. La plupart des résignations, dès la Guerre de 100 ans, se faisaient à prix d'argent. Ainsi, la plupart des nouveaux officiers y compris les magistrats commençaient leur carrière par un faux serment. Durant les règnes de Charles VI et de Louis XI, avec à la fin de la Guerre de 100 ans, cette pratique sera commune. Ces résignations affectaient les grands offices et moyennant beaucoup d'argent. Le scandale va être dénoncé par les États généraux qui vont

dénoncer les ventes. La plainte sera plusieurs fois renouvelée. En 1493, une ordonnance écoutera cette plainte et viendra interdire, sous des peines très sévères, que les résignations se fassent moyennant finances. Cette résignation sera plusieurs fois répétées et peu respectée (cela montre la faiblesse de la monarchie). Les États généraux et les sujets se plaignent. Le roi répète ses ordonnances et ne se fait pas respecter. Les charges vont continuer à être vendues ouvertement, avec immédiatement après un faux serment. Le roi va céder car il n'est pas respecté, et il va se mettre lui aussi à trafiquer. On va voir Charles VIII, Louis XII, François Ier qui vont vendre eux-mêmes des offices pour remplir le trésor.

### **La vénalité de la part du roi : la vénalité ex parte legis**

La royauté créait et distribuait les offices et c'était les officiers qui en tiraient profit. Ces trafics étaient très **malhonnêtes**. Au début du XVIème siècle, **le roi n'accorda son accord à la résignation que moyennant finance**. Cela s'expliquait car la monarchie se **modernisait** et ses besoins devenaient importants. Ces besoins s'expliquaient par les **nécessités, les malheurs de la guerre**. Cette vénalité de la part du roi ne va pas se faire sans **scrupule**. Le roi était retenu par l'honnêteté. Le roi et ses légistes vont essayer d'expliquer l'esprit de justice avec cette vente des charges judiciaires.

***Comment croire que les officiers resteront fidèles s'ils s'estiment propriétaires de leur charge ?  
Les officiers, une fois devenus propriétaires de leur charge, allaient-ils continuer à obéir ?***

Toutes ces questions, tous ces scrupules vont expliquer les hésitations de la monarchie, qui mettra beaucoup de temps pour pratiquer de façon ouverte ces offices. En 1522, une nouveauté se fait. **François Ier crée le Bureau des parties casuelles**. C'était un service parisien **chargé de lever une taxe sur la vente des offices de particulier à particulier**, et il pouvait vendre les nouveaux offices créés par le roi au moment des **nécessités les plus graves**. Le roi créait des offices quand il avait **besoin d'économie, d'argent**. Le roi s'endette et essaie donc de trouver des expédients. Ainsi, selon **Charles Loyseau**, ce bureau devait servir « **de boutique servant à cette nouvelle marchandise** ». On vend l'État, on vend la fonction. Le roi va toujours souffrir de ses finances. Il va se hasarder vers la vente des **offices de justice**. Il va se mettre à vendre des charges de justice. Il fallait que la doctrine trouve une parade doctrinale pour justifier ce geste du roi. Il ne fut pas dit que le roi vendait la justice. Pour justifier cette vente des offices de judicature, les juristes vont imaginer une construction, ils vont considérer que **l'argent versé au bureau des parties casuelles était un prêt fait au roi** qui était endetté. Mais un prêt qui ne **serait jamais rendu**. Face à cette construction, face aux nécessités et aux urgences financières de la monarchie, il y aura des créations multiples de tous types d'offices, durant tout le XVIème siècle. De façon curieuse, le nouvel officier qui acheté le nouvel office prêtait toujours serment qu'il n'avait pas acheté l'office. Ainsi on évitait la honte de la vente. Avec ce premier mouvement de la vénalité de la part du roi, on va voir apparaître la consécration de la vénalité.

### **La vénalité pleinement reconnue**

Avec cette vénalité de la part du roi, l'ancienne pratique de la **résignation devenait contraire aux intérêts du roi**. En effet, **si l'officier mourrait après avoir résigné, le roi n'emportait aucun intérêt**. En revanche, **si l'officier mourrait avant d'avoir résigné, la charge retombait au bureau des parties casuelles**. Le roi pouvait **revendre l'office**, par conséquent il faisait une excellente affaire. Pour multiplier ces excellentes affaires et mieux revendre les offices libérés par mort à son profit, **le roi François Ier usera d'un moyen très efficace**. C'est un système issu du **droit canonique**. C'est la règle des **40 jours instaurée en 1534**. Selon cette règle, **il fallait que le résignant vive 40 jours après la résignation**. La chancellerie mettait comme condition de validité sur les lettres de provision d'office la formule suivante : « **pourvu que le résignant vive 40 jours après les présentes** ». Cette règle des 40 jours était d'une application périlleuse pour les officiers car il fallait résigner et mourir au bon moment. **Si l'officier mourrait moins de 40 jours avant la résignation, l'office était perdu pour la famille et l'office revenait alors au roi**.

Cette clause des 40 jours avait plusieurs buts :

- **Il fallait éviter tous les chantages, toutes les pressions exercées lors de sa dernière maladie.**
- **Il fallait empêcher les résignations au lit de mort.** En effet, le but était d'éviter que l'officier puisse **résigner sur son lit de mort**. On **empêchait l'hérédité**, mais également **le renforcement du caractère patrimonial de l'office**. Il ne passait pas aux successeurs pour cause de mort. Cette clause permettait au roi de disposer de quelques offices au bureau des parties casuelles pour récompenser de fidèles serviteurs, pour des raisons financières également. La pratique devait choquer car cette pratique lésait les intérêts des officiers qui avaient acheté la charge. **Les officiers vont alors vivre dans la hantise de mourir en charge**. Ils vont alors faire pression auprès de la monarchie, ils vont **réclamer l'hérédité** des offices. De cette exigence de 40 jours découlait des pratiques familiales, comme par exemple le camouflage d'une mort. Parfois l'histoire d'un camouflage était dévoilée. Face à ces camouflages, les officiers vont tout faire pour réclamer l'hérédité.

## **2-L'hérédité**

Elle se prépare durant la seconde moitié du XVIème siècle. Il y eut un premier édit : **l'édit de 1567 appelé l'édit de survivance**. Des officiers pouvaient **obtenir des lettres auprès du roi**, qui étaient appelées des **brevets de survivance, contre de l'argent**, ou moyennant un service rendu. Ces brevets étaient des lettres de grâce. Il sera suivi un an plus tard par un autre édit. Par ce système, les officiers pouvaient résigner librement moyennant le paiement d'une **taxe qui était considérable**. Cette taxe était appelée le **tiers denier** car la taxe correspondait au **tiers du prix de l'office**. Par ce système étaient **préservés les intérêts des familles** et des finances royales. Moyennant le paiement de ce droit de mutation, **l'officier pouvait résigner quand il voulait**. Il pouvait résigner sur son lit de mort. Avec ses édits du XVIème siècle, **l'hérédité n'était pas complètement atteinte car la résignation était exigée**. **Si un officier mourrait brutalement, sans avoir pu résigner, sa charge retournait au bureau des parties casuelles**, et sa valeur était perdue pour la famille.

Les officiers vont continuer à grogner, mais ils vont finalement être canalisés par un arrêt du Conseil pris en décembre **1604** par **Charles Paulet**, qui vient **organiser l'hérédité** et vient achever cette évolution vers la **patrimonialité des offices**. Charles Paulet était un conseiller du roi, expert en finance. Il a trouvé un **moyen extraordinaire pour faire concilier les différents intérêts des officiers et de la monarchie**. Le déficit des finances était dû aux épreuves de la guerre, à un mauvais système fiscal. Le nouveau système imaginé en 1604 par Paulet **institue un droit annuel, une taxe annuelle qui fut appelé la paulette**. Ce système permettait aux officiers de **s'assurer contre le risque de voir leur office retomber aux parties casuelles**. La paulette était un système d'assurance. Comme **prime d'assurance**, les officiers devaient payer un **droit annuel égal au 1/60 de la valeur de l'office**. Moyennant ce versement régulier, chaque **famille était assurée de conserver la charge dans le patrimoine familial**.

Cette construction très ingénieuse va provoquer de nombreux débats. Il y eut de nombreuses objections qui furent opposés.

- On reprochera qu'avec un tel système, **le roi ne pourrait plus jamais choisir ses officiers**.
- Ensuite, **le roi ne pouvait plus récompenser un fidèle en lui offrant un office** car tous les offices allaient être enfermés dans le patrimoine familial.
- Le prix des offices avec ce système de la paulette monterait si haut que les gens de talent, que les **serviteurs du roi ayant une fortune du roi n'y auraient plus accès**. Seuls les grands financiers qui avaient une sale réputation pourraient placer leur famille, leurs enfants dans des grands offices.

Ce système fut beaucoup critiqué mais eut aussi ses défenseurs. Il y eut **Sully** qui connaissait les besoins de la monarchie et qui va **défendre ce droit de la paulette pour des raisons financières**. Ceux qui vont défendre ce système vont donner des arguments solides. Ils vont d'abord estimer que **la vénalité et l'hérédité mettaient les officiers à l'abri des pressions des grands** et que les offices devenus patrimoniaux **permettaient aux officiers de rester plus fidèles au roi**. La paulette devait maintenir les officiers dans un

**devoir d'obéissance**, car par le paiement régulier, il était rappelé aux officiers qu'ils **dépendaient du roi**. Le roi pouvait à tout moment **supprimer un office pour cause d'infidélité**. Selon Sully, c'était une **garantie de fidélité**.

Ce système devait attirer au service du roi toute une élite très intelligente. Dans chaque **coin du royaume**, le **roi disposait de bons officiers** qui étaient des agents remarquables, **bien formés, fidèles**, d'origine **bourgeoise**. Ces officiers avaient suivi des **études**, ils étaient **pétris de droit romain**, de **droit canonique**. Ces offices étaient très importants car ils **rendaient le roi présent partout en province**. Ces compagnies étaient très fidèles car elles vont considérer les prérogatives royales comme exclusives. Elles vont suivre toute la doctrine de la souveraineté monarchique. Elles ne suivront pas l'indiscipline des princes. Les officiers vont s'attacher à défendre la monarchie contre la noblesse ancienne qui était marquée par le chahut. Ce nouveau système établissait un nouvel impôt qui sera payé avec un enthousiasme extraordinaire. Charles Loyseau va dresser le tableau de ces officiers empressés à payer l'impôt : « Ils se pressaient, se poussaient à qui le premier payerait son impôt ». En 1648, le roi hésita à renouveler la paulette car les grands et les magistrats étaient devenus insupportables. Les magistrats vont entrer dans une colère contre la monarchie. Cette révolte de 1648 montre combien ce système était important pour les officiers, une véritable garantie pour les familles. Mais cette révolte montre que la paulette avait des problèmes juridiques.

## **B) Le problème juridique posé par la patrimonialité des offices**

Pour les officiers, l'année 1604 est extraordinaire. **L'hérédité et la vénalité sont des faits acquis**. Avec cette évolution, l'office est devenu un bien dans le commerce, un bien qui fait partie du patrimoine des officiers et qui est par conséquent librement cessible et transmissible. On se trouve ici face à une bizarrerie, face à deux visions contradictoires. **D'une part, on a l'officier qui est un délégataire de la puissance publique, d'autre part on a un officier qui est propriétaire de l'office.**

Pour résoudre cette bizarrerie juridique qui donne une mauvaise image de la puissance royale, on va essayer de limiter la patrimonialité des offices. Toute une parade doctrinale va être élaborée.

### **1-Les faits**

La patrimonialité va surtout s'étendre **aux offices des finances, aux offices judiciaires, aux offices municipaux**. Elle va aussi s'étendre aux **charges de baillis, de sénéchaux**. Ces charges ne contenaient pas la **réalité du pouvoir**. En revanche les charges qui contenaient la réalité du pouvoir, les charges importantes ont toujours échappé au système de la patrimonialité car ces charges touchaient de trop près le roi, la puissance monarchique. Ces charges « **étaient des morceaux de l'État** », selon Charles Loyseau. Pour ces fonctions politiques, le roi se réservait toutes les libertés pour désigner les titulaires de ces morceaux de l'État, car « ces charges étaient service de prince, et service de prince ne tombe en héritage ». **Ces charges qui ne pouvaient pas tomber en héritage étaient soit des hautes charges, des hautes fonctions publiques qui étaient conférées « pour le durant de la vie, mais qui ne furent jamais héréditaires »**. Il pouvait aussi s'agir de charges confiées par le biais d'une commission selon les nécessités.

### **2-Une limite juridique**

**La limite concerne le droit**. Afin de **protéger la monarchie**, les prérogatives du roi, les juristes consultes vont imaginer une parade pour rendre le scandale moins scandaleux. Les juristes consultes vont distinguer le titre et la finance.

#### **- Le titre**

**C'est le droit d'exercer l'office**. Le titre s'obtenait en **chancellerie** par les **lettres de provision d'office** qui venaient du roi et qui faisaient de l'acquéreur un agent du roi. Sans l'obtention de ces lettres, l'acquéreur ne pouvait pas participer à la chose publique.

### **- La finance**

Elle constitue le **caractère privé, le caractère patrimonial de l'office**. C'était la charge versée au roi au départ, au bureau des **parties casuelles** au moment de l'achat de l'office. Cette finance sera analysée **non pas comme un achat, mais comme une créance contre le roi, mais pour servir les finances royales**. Elle donnait à celui qui en était propriétaire, le droit de présenter au roi son successeur. C'était ce droit de présentation qui était considéré comme **un droit patrimonial**, comme un **bien qui peut être aliéné** entre vifs ou pour cause de mort.

Cette finance, ce **droit de présentation** était considéré comme un **droit immobilier** en raison de son importance financière. Par conséquent, ce droit était susceptible d'une hypothèque, d'une action en revendication, d'une saisine, ... . Avec ce système, le roi qui était durant le Moyen-Age débiteur de justice va devenir débiteur de ses juges. Le roi va être mis entre les mains de ses juges.

### **- Effets de la vénalité**

Elle est issue des pratiques **canoniques**. Il est posé que le titulaire du **droit de présentation** ne pouvait en user **qu'en faveur d'un candidat réunissant des conditions de capacité**. Il s'agissait des conditions d'âge, des conditions de parenté, des conditions de savoir.

Ces conditions variaient selon la nature de l'office. Pour un office de justice, il fallait que le candidat ait **25 ans, qu'il soit licencié en droit ou gradué en droit** pour un office moins important. Mais il était pas facile d'être diplômé. Les **réputations des facultés de droit étaient mauvaises** car les diplômes n'étaient pas compliqué à obtenir. Par exemple, à **Orange aucun enseignement n'était donné, mais les diplômes étaient délivrés**. Pour les soutenances de thèse, **si le candidat ne savait pas lire, c'était le professeur qui était chargé de faire les lectures**.

Pour ces conditions de savoir, mais aussi pour les autres conditions, de **nombreuses dispenses pouvaient être accordées moyennant finance**. Ces conditions étaient **vérifiées** à deux reprises : d'abord par le **chancelier** au moment de la délivrance des lettres de provision d'office, puis par les **parlements** au moment de l'enregistrement des lettres de provision d'office. Avant de procéder à l'enregistrement, **les parlements devaient faire passer aux futurs officiers des examens**. Cependant, les candidats **connaissaient d'abord les sujets**, ces examens étaient décontractés, peu sérieux. L'officier n'avait aucune difficulté de répondre. Avec une telle procédure, on n'a aucun exemple d'échec pour accéder à un office. Cette absence d'échec était interprétée de manière fautive comme une marque d'excellence. Malgré ces limites, ce système des offices comportait de très gros inconvénients.

## **C) Les effets de la patrimonialité des offices**

Avec ce système, issu d'une évolution difficile, **le roi en est venu à tirer ouvertement de l'argent de la fonction publique**. Il **vend** des offices qu'il crée, il perçoit sur tous les autres offices des **taxes annuelles** et des **taxes casuelles importantes**, et enfin durant les temps difficiles, **le roi peut créer des charges publiques, des augmentations de taxes** qui jouent comme des **emprunts forcés imposés aux officiers**.

La patrimonialité des offices et **l'usage abusif** qu'en fait le roi aura des **conséquences juridiques, mais aussi politiques** sur la société française qui seront très importantes et qui provoqueront des évolutions dans les faits sociaux du royaume de France. Ces conséquences furent parfois excellentes, mais bien souvent la conséquence fut souvent déplorable. **Cardin le Bret dira : « La vénalité contenait une infinité de pernicieux et dommageables effets »**.

### **1-L'indépendance des officiers**

La patrimonialité va produire un effet excellent, une conséquence extraordinaire, dans ce sens qu'elle va rendre **l'administration très indépendante du jeu des forces politiques**. La patrimonialité devait assurer



**l'autonomie des grands corps de l'Etat**, l'indépendance des grands corps de l'Etat, elle devait **mettre à l'abri les juges de la force des princes, de la féodalité**, qui à la fin du XVIème, au XVIIème, et au XVIIIème siècle restent encore très fermes.

Cette autonomie va être très **heureuse pour la justice**. C'est une bonne conséquence, une garantie pour le justiciable. C'est un effet particulièrement heureux pour la magistrature. Elle va engendrer un **pouvoir judiciaire distinct du pouvoir royal**, il va donc se séparer du roi. Il y a une **séparation coutumière des pouvoirs** qui s'est faite à travers le temps, par les nécessités. Là il y a véritablement une séparation des pouvoirs, **désastreuse pour le pouvoir royal**. Actuellement, on peut se demander si le pouvoir judiciaire est véritablement indépendant. Cette séparation qui se fait mais par la coutume, pas dans la forme mais dans le fond, fait que les juges étaient libres de juger selon leur conscience, le devoir d'obéissance était doublé par la liberté de juger selon leur conscience. Le roi laisse faire, donc il est d'accord avec cette indépendance des juges, il aurait pu changer ce jeu qui se mélangeait. Et avec la vénalité, les juges sont devenus inamovibles, et ce n'est pas une nouveauté qui est apparue avec les réformes de l'an VIII, ce n'est pas Napoléon qui a tout inventé. Cette séparation donnait une excellente garantie, par cette inamovibilité, au justiciable, au plaideur, aussi pour les juges qui étaient alors libres face à leur conscience, pas soumis à un pouvoir despotique. Par le **jeu de l'hérédité, les offices se maintenaient dans les familles, on va avoir la création de véritables dynasties judiciaires**, parmi elles quelques-unes furent véritablement au service de la justice, du royaume, des plaideurs, certaines de ces familles ont été caractérisées par le **sens du service public**, du devoir à rendre au roi et au plaideur. Ces **familles vont donner au roi, à la monarchie, d'excellents magistrats** qui se formaient déjà dans leur enfance auprès de leur père en écoutant, puis ensuite dans les universités (formation parfois très faible), puis à l'ombre du palais de justice. Ces enfants allaient assister au jugement aux côtés de leur père.

Au moment des grandes réformes judiciaires, les rédacteurs de ces réformes vont le remarquer et vont regretter les enfants élevés dans l'ère judiciaire. **Ces familles vont donner quelques grands magistrats qui étaient illustres par leur science, par leur savoir, et par leur conscience, leur sens de l'équité, la conscience qui devait être soumise à la loi divine, dans l'obéissance aux commandements de Dieu**. Il y a la famille des **Lamoignon**, et l'un des descendants de cette famille c'est **Malesherbes**, qui a été le premier président de la Cour des aides de Paris, et un des conseillers de Louis XVI qui va le défendre au moment de son procès. Comme la famille Robespierre, qui était contre Louis XVI, n'avait pas de fils cela ne l'atteindra pas, mais par sa fille, et par ses petits-enfants, sa famille parviendra à faire guillotiner la famille Malesherbes. Malesherbes a défendu Louis XVI, c'est véritablement un homme du XVIème siècle, il a un savoir de l'Antiquité romaine. Il dira : « Un romain à ma place aurait rebroussé chemin ». Il est allé jusqu'au bout de la fidélité au roi, de l'indépendance et du sens du service. Il y a les familles Fleury et d'Aguesseau. La famille d'Aguesseau va donner un chancelier. La famille Talon va donner Omer Talon. Il appartenait au ministère public, il a été avocat général au parlement de Paris. Il a été les yeux du roi, les oreilles du roi, il a été très fidèle au service du roi mais également pour le palais de justice, et il a été indépendant. Ces différentes familles vont honorer le Parlement de Paris.

En **province** on a le même phénomène, **les grandes familles vont servir le roi**. On aura une bourgeoisie savante, intelligente, indépendante, zélée pour l'équité auprès des grandes cours souveraines de province. **L'indépendance contient des enjeux négatifs, l'office peut aller à un incapable, et le roi ne pourra pas, en raison de l'inamovibilité, s'en débarrasser**. Il y a des juges qui ne se rendent pas au palais de justice, à la Cour des aides de Guyenne par exemple, surtout à la saison des truffes, il y avait des **incapables qui ne faisaient rien, qui buvaient, jouaient**. Il y a de très mauvais exemples, mais aussi de très bons. En 1680, **Madame de Sévigné écrit à sa fille : « Il faut que je vous conte ce qu'est un premier président de la cour des comptes de Nantes, c'est un petit de La Brunelai** (excellente famille de magistrats), **fort joli, que j'ai vu élever sans jamais imaginer que ce fut être un magistrat**, il a 27 ans (pour être premier président il fallait avoir 40 ans), et moyennant 40000 livres, il a pu acheter toute l'expérience nécessaire pour être à la tête d'une cour souveraine, de sorte que moi, ce premier président est un jeune petit garçon que je ne puis

respecter».

Ensuite, il y a un autre inconvénient de cette **indépendance des officiers**. Les officiers vont pouvoir être **infidèles**, très vite ils vont glisser vers **une autonomie excessive**, une infidélité qui relève de la vieille mentalité féodale. Cette autonomie va les entraîner vers la **turbulence**, vers le chahut du roi. Elle relève des anciennes **traditions féodales, les grands contre le roi**. Lorsque le conflit va grossir, lorsque l'on parlera de cette autonomie des magistrats, on dira que c'est l'esprit nouveau. C'est faux, ce n'est pas moderne, c'est la **vieille mentalité** qui a agacé la monarchie qui essaie de se moderniser, lorsque l'on parle du conflit des anciens et des modernes. Ils ont repris cette habitude de blocage de modernisation. Le roi va **essayer un impôt** réparti pour tous, les juges ne bloquaient pas par l'effet de la modernité (ils avaient lu les philosophes), leur attitude relève d'une vieille habitude, celle de toujours désobéir, il n'y a pas de modernité dans la désobéissance. Et cette mentalité pousse les officiers à des **interventions dans tous les domaines, les officiers vont se mêler de tout, de l'économie, de la société, de la politique, qui ne concerne pas de leur fonction**, qui ne relève pas de ce domaine de la justice. Parfois, et très souvent même, leurs interventions dans le domaine de la **politique** furent **malheureuses** et **maladroites**, elles relevaient plutôt de la **défense d'intérêt particulier que de l'intérêt du roi**, que de la modernité de la monarchie (impôt finalement retombé sur le peuple). Lorsque l'on parle des interventions des magistrats dans le domaine de la politique, la loi, ils ne respectent plus la séparation des pouvoirs, cela ne les regardent pas.

Un autre inconvénient **concerne la fin de la carrière**. Comment se débarrasser du vieux juge ? Avec ce paiement régulier de la **paulette**, le juge pouvait rester **jusqu'à la fin, sa mort**, il n'y a pas cette idée de mise à la retraite pour ceux qui sont atteints de démence, les officiers devaient rester en fonction jusqu'à la fin de leur vie. On a des histoires de mauvaise fin au palais de justice, de juges qui restent en fonction malgré les faiblesses données par l'âge. On peut imaginer **l'impatience des héritiers** qui attendaient la mort du vieil officier. On attendait souvent dans les cours de justice la mort de ce vieil officier (paterfamilias). Exemple de Bordeaux en 1663, le président Sarran de La Lanne était « tombé dans une très grande faiblesse de corps et d'esprit, il était incapable en toute chose, et pourtant il se traînait tous les jours au palais de justice », ce que dit l'enquêteur, sous les yeux agacés de son gendre à qui la charge était promise, qui n'espérait que sa mort. Le président Bommier a été interdit d'entrée aux audiences : « Le roi interdit toujours au président Bommier de paraître aux audiences attendu le délire où le grand âge l'avait fait tomber ». La patrimonialité des offices a entraîné un autre effet important : celui des épices.

## **2-La perversion des épices**

Les offices vont beaucoup plaire aux élites, et **les prix vont monter très rapidement**. Par exemple, un office de conseiller au parlement de Paris valait **10 000 livres**, ce qui était énorme au milieu du XVIème siècle. A la fin du règne de Henri IV, ce même office valait **45 000 livres** (ce n'était pas le meilleur office), et à la fin du règne de Louis XIV il valait **150 000 livres**. Le prix des offices est devenu très **vite excessif**, il y avait une démesure dans l'argent. Cependant, les **officiers percevaient des gages**, ils percevaient une **rémunération**, ces gages qui représentaient les **intérêts du prêt**, et ces gages correspondaient aussi au **nombre de jours de travail effectif**.

Le prix des offices est **devenu excessif**, les gages étaient très **modestes**, la monarchie ne payait parfois pas ses officiers, elle avait toujours besoin d'argent. Ces gages qui étaient très dérisoires, n'étaient pas la seule ressource des officiers, ils vont trouver une **compensation dans le système des épices**. La justice, qui était raisonnable, va se pervertir, s'abîmer. Au XVIème et au XVIIème siècle, les épices vont avoir une très mauvaise réputation, méchante, malhonnête. Au départ ce n'était pas un abus, elle se justifiait fort bien en elle-même, **les gages étaient beaucoup trop modestes**, et la seconde justification qui venait éclairer cette pratique, qui est souvent critiquée, c'était que **les gages ne correspondaient qu'à l'obligation de juger**. A la base, les juges n'avaient que cette obligation de juger, c'est à dire **de siéger**, dans l'esprit de l'Ancien Régime, **juger c'était siéger, assister au débat et rendre la sentence**. Pour cette tâche, les officiers ne recevaient aucun salaire spécial, ils ne faisaient **qu'exercer leur métier**, c'est pourquoi ils recevaient les gages. En revanche, **si les juges accomplissaient d'autres tâches, un autre travail en dehors de l'audience, ils ne percevaient pas**



**de gage**, si les juges faisaient leurs études à leur domicile, s'ils faisaient des études, menaient une enquête, s'ils accomplissaient une autre besogne en dehors de leur mission de juger, par exemple s'ils ordonnaient des comparutions, s'ils menaient des interrogations, **ils n'étaient pas payés pour tout ce travail exercé en dehors de l'audience**. Par conséquent, les **juges vont réclamer un plus pour ce travail** qui était parfois très lourd, par exemple une étude dans les bibliothèques était parfois très lourde. Cette autre rémunération devait **correspondre aux épices** qui trouvaient ainsi une justification tout à fait honnête, elles correspondaient à tout ce travail supplémentaire des juges. Ce salaire aurait dû être versé par la monarchie. Or, elle n'avait pas les moyens, donc ce salaire fut **versé par les justiciables, et à l'origine ces épices représentaient un usage de courtoisie, de politesse, pour remercier le juge**, il s'agissait de petit cadeau : des épices, du poivre, de la confiture, des dragées, des choses venues d'orient, ... . C'était offert par le justiciable qui avait gagné le procès, les plaideurs pour qui l'issue du procès va être favorable. Elle va **devenir une obligation**, va se transformer en **coutume**, puis en obligation pour les plaideurs. Ces cadeaux qui étaient libres, spontanés, vont être tarifiés par des taxes. **La monarchie va les officialiser**, reconnaître ce système. Il va y avoir des abus (gros panier de truffe demandé par le magistrat). Ces cadeaux, la **monarchie va les contrôler par l'ordonnance de 1402, qui sera répétée plusieurs fois, l'épice sera taxée**, les appétits des magistrats vont devenir énormes, la justice du royaume devait devenir **très onéreuse**. Selon la littérature, les épices vont devenir énormes et les appétits des juges vont devenir célèbres, moqués, ce sont des rapaces, avides d'épices. **Les plaideurs devaient payer tout le personnel des palais des justices : juge, avocat, procureur**. Les juges vont être traités de grands épiciers, on dira en ricanant « La soif des épices mettait le feu au palais ». Le portrait d'un juge de Grenoble sera dressé dans ce sens : « Ce juge qui dévorait les procès et les épices s'il n'était retenu par ses confrères ».

### **3-Des conséquences sociales et politiques**

On prend comme illustration les palais de justice, mais il y a exactement la même chose pour les autres offices. Il va y avoir d'autres **conséquences sociales et politiques**, ces conséquences qui ont été très nombreuses. Pour accéder au palais de justice, au XVIème siècle, il fallait **être riche**, déjà avoir connu un élan social, et **la capacité intellectuelle n'était pas suffisante**. Au moment des réformes de l'an VIII, des réformes judiciaires menées par Bonaparte, on va montrer du doigt les effets de la **vénalité qui plaçaient les gens riches et pas intelligents**. Normalement, l'acquisition des charges était réservée à la **bourgeoisie**, qui devient de plus en plus riche, on va avoir un changement de mentalité dans la bourgeoisie, changement qui va se faire dans les années **1650-1660**.

Parcours classique durant l'Ancien **Régime : les gros laboureurs, marchands, achetaient pour leur fils une charge de finance pas très glorieuse, mais rentable**. A la génération suivante, la famille pouvait **acquérir un petit office** de judicature, puis à la génération d'après, un **office un peu plus important** qui pouvait conférer la noblesse. Les offices ne donnaient pas immédiatement la noblesse. L'office devenait « **une savonnette à vilain** », qui permettait « **la régénération des bourgeois** », elle « permettait le **décrassage du bourgeois** ». **Ces bourgeois recherchent la noblesse**. Il y aura un **effet pervers** par ce goût pour les offices. Les bourgeois vont consacrer leur richesse aux emplois administratifs, à la noblesse, alors qu'ils n'étaient pas faits pour cela, le tiers État n'était pas fait pour cela, pour travailler. Ils vont consacrer toute leur fortune aux offices.

Il y aura un mélange qui va se faire au lieu de se consacrer à des investissements plus normaux. Les officiers, plutôt que de servir le commerce, l'industrie, vont choisir les honneurs, le prestige du service royal. Ce phénomène va se compliquer à cause des préjugés sociaux. Une fois la noblesse acquise, les officiers vont vivre comme des nobles et vont tout faire pour ne pas déroger, vont adopter un mode de vie noble, ils vont devenir oisifs, ils vont devenir des bourgeois gentilshommes. Certains vont s'enfoncer dans la boisson et vont se ruiner, et ces attitudes ne seront pas sans conséquence sur l'avenir du royaume, comparé à l'avenir d'autres royaumes occidentaux, en particulier l'Angleterre, qui n'a pas connu cette pratique des offices, au XVIIIème siècle, les bourgeois ont continué à investir dans l'industrie, le commerce, il y a un démarrage économique beaucoup plus précoce en Angleterre.

En France, ce phénomène que la monarchie a laissé faire va rendre l'endettement français encore plus gros, cela gênera la prospérité du royaume.

Ce phénomène va être aggravé par les attitudes de la monarchie. La monarchie va utiliser les mauvaises tendances des sujets, monarchie qui avait besoin d'argent et pressée par des besoins d'argent, le roi va user et abuser de ce système des offices, et le roi va multiplier les offices, le roi donnera 2 ou 3 officiers là où il n'y en avait besoin que d'un. Cette attitude va s'amplifier avec le XVII<sup>ème</sup> siècle, et tous les gouvernements vont user de cette pratique, user des officiers, on dira que l'officier est une bête de compagnie, ne pouvait pas vivre seul. Le roi va imaginer toute une série d'offices, très compliqués, il va créer des offices semestres : on a deux officiers, un occupe la charge durant le premier semestre, un autre au deuxième, cela rapportait beaucoup au roi, parfois des offices trimestres, des offices alternatifs, chaque mois un officier accomplit une charge. Et beaucoup d'offices furent créées qui n'avaient aucune utilité.

De 1691 jusqu'en 1709 qui sont des années de misère, Louis XIV va créer plus de 40 000 offices, comme un office pour vérifier si les bois des forêts royales étaient bien empilés, coupés, un office de barbier-perruquier, pour vendre des perruques il fallait être fonctionnaire, il y avait des contrôleurs de beurre salé, il y avait des contrôleurs de beurre doux, des visiteurs et contrôleurs de langue de bœuf, porc, toutes les langues de la diversité animales, ... Il y avait tout de même, durant l'Ancien Régime, des créations abusives.

Au XVII<sup>ème</sup> siècle, il y aura une phrase splendide qui sera répétée : « La prérogative la plus belle des rois de France est que dès que le roi crée une charge, Dieu crée un sot pour l'acheter ». Et ces créations multiples ont eu quelques bons effets. Ces créations vont donner au royaume une administration des institutions, le roi manquait d'agents, elles vont donner un bon encadrement institutionnel. Le roi sera présent partout. Cette multitude de création de charges, qui rendait ces agents autonomes, devait faire perdre au roi son contrôle sur son encadrement administratif, et également, autre risque : si le roi voulait se débarrasser d'un de ses agents trop indisciplinés, il n'avait plus de contrôle sur l'administration qui va gagner en indépendance, et face à ces agents qui deviendront de plus en plus indépendants, le roi n'aura aucun moyen de pression sauf le remboursement, mais il n'avait pas les moyens. Il y a un esprit de collégialité, il n'y a pas un seul agent mais des collègues d'officiers, qui exercent la même autorité, la même charge, le même rang. Cette collégialité aura des conséquences techniques très importantes, car lorsqu'il y a plusieurs officiers pour une même charge, il y aura des habitudes de paresse qui s'installent, d'anonymat, on ne sait plus qui est responsable, on est au début de l'anonymat administratif, et ce personnel très nombreux, pléthorique, devait beaucoup coûter.

La justice va devenir très onéreuse, et cette hypertrophie devait aussi donner des habitudes de paresse, le travail était partagé, la besogne de chacun était abaissée, ces habitudes vont marquer. Ainsi, il y avait des officiers sans obligation de service, certains juges restaient dans leur campagne, étaient habitués à travailler peu, très lentement. Il y a l'idée que la justice était lente.

Tout ces excès devaient aboutir à des méfaits, les gages des officiers étaient très faibles, ils devaient donner un goût pour les profits accessoires, ils vont essayer de s'enrichir un peu, parfois une grosse malhonnêteté s'introduit dans le rang des officiers. Ces malheurs atteindront la valeur des offices, et au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les offices n'attireront plus, il y a une véritable dépréciation de la valeur des offices, les bourgeois avaient mis toute leur fortune dans la fonction publique, ils se sont trompés. Il y aura une habitude de paresse, d'incapacité, d'ignorance. Les offices devaient les assurer, c'était un système très sûr. Pour contrer ces paresse, la monarchie aura recours à d'autres agents : les commissaires.

## **SECTION II : Les commissaires**

Devant les difficultés posées par le jeu des offices, par les excès des offices, de la politique royale, une ancienne technique va être reprise. Pour **toutes les missions délicates et particulièrement sensibles, la monarchie ne va pas utiliser les offices, mais va utiliser un autre moyen, elle délivrera une lettre de commission à un agent connu pour sa fidélité, son honnêteté, son zèle au service du roi.**

Cette façon de gouverner le royaume a été utilisée dès le **XIII<sup>ème</sup>** siècle. Le roi utilise des commissions, qui servaient surtout pour les **actes de haute finance**, et un peu plus tard, le roi utilisera les commissions pour **mettre par écrit les coutumes du royaume**, cette rédaction qui était très importante pour le royaume. Le roi avait besoin **d'un fond de droit unifié**.

Le rêve de **Louis XI** était de mettre les **coutumes dans un beau livre pour éviter la pillerie** des avocats. Pour cette rédaction des coutumes, la monarchie va devoir s'y reprendre à deux fois. La première fois en **1454**, cette rédaction des coutumes est **confiée à des officiers par une ordonnance de Montils-les-Tours**. Après **30** ans de travail, il n'y eut qu'une **dizaine de coutumes rédigées** (le royaume de France en avait entre 300 et 400), les plus importantes. Le roi était très déçu, en **1498**, **l'ordonnance d'Ambroise reprend le projet, le roi se détourne des officiers et confie la rédaction à des commissaires**. Après 30 ans, toutes les grandes provinces possédaient leur coutumier, les villes possédaient leur coutumier, plus de la moitié des coutumes seront rédigées, le roi va retenir cette leçon.

À partir **XVI<sup>ème</sup>** siècle, **l'administration par commissaire va s'étendre, les officiers ne voulaient pas servir la monarchie**. Au moment des guerres, il y aura une **rébellion des officiers**, les palais vont se mettre en **grève**, les juges qui travaillaient très peu se mettront aussi en grève. A ce service **public de moins en moins fidèle, courageux, indépendant, la monarchie n'a pas supprimé les officiers, elle va juxtaposer une administration faite de commissaire**, peu nombreux, qu'elle va beaucoup mieux contrôler. Cette nouvelle façon de gérer les affaires du royaume, d'administrer, de s'occuper des affaires publiques, devait enlever aux officiers de leur **utilité**. Il y aura une **haine des officiers contre les commissaires**. Cette révolution administrative menée par le roi devait rompre peu à peu le lien qui existait entre les officiers et le roi, les officiers s'emporteront contre la monarchie, vont entrer en jalousie, en rivalité.

### **PARAGRAPHE I-Définition de la commission**

C'est le **mode le plus pur, le plus entier de délégation de la fonction publique, et le commissaire, c'est un agent désigné par une lettre de commission du roi pour remplir des fonctions extraordinaires et révocables**. Les officiers étaient des **agents désignés par une lettre de provision d'office** pour remplir des **fonctions ordinaires**.

Tout d'abord, tout commence par **l'envoi des lettres de commission**. Le commissaire doit être considéré comme une **sorte de procureur**, qui reçoit de son **commettant (du roi)** une procuration détaillée, de façon très minutieuse détaillant la **mission**. Ces lettres qui les désignaient venaient du roi, elles étaient **signées d'un secrétaire d'État**, et elles **définissaient la nature et l'objet de la mission**, tout était décrit de façon très détaillée, il y avait beaucoup de minutie, et ces lettres devaient être **enregistrées dans la cour souveraine du lieu où le commissaire devait exercer ses fonctions**.

Ces **grands commissaires, ces grands administrateurs locaux**, comme les **gouverneurs de grande intendance des provinces**, devaient se plier à ces exigences de publication, d'enregistrement de leur lettre de commission. Parfois, on aura des **cours souveraines très jalouses qui ne voudront pas enregistrer les missions d'un intendant**. Il y a une guerre **trouble entre commissaire et officier**, mais ils devaient également conserver l'original de la lettre sur eux, ils ne devaient jamais s'en séparer, comme aujourd'hui les diplomates par exemple.

Les **lettres de provision d'office** étaient toutes semblables, on atteignait l'idée d'un **statut légal de la fonction publique**, ces lettres étaient **stéréotypées** à la différence des lettres de commission, qui définissent une **mission précise**, exacte, toujours distincte les unes des autres, c'est la **diversité**, elles étaient adaptées aux nécessités de la monarchie, du lieu.

- Selon Charles Loyseau, la commission était définie comme « **Une dignité avec fonction publique extraordinaire de l'État** ».

- L'office selon Loyseau était « **Une dignité ordinaire avec fonction publique** ».

L'office c'est donc la **fonction courante**, la fonction tout à fait **ordinaire**, la **commission c'est la fonction extraordinaire**. Cette différence signifie que l'office était exercé de manière régulière, le roi avait besoin de cette régularité de la fonction publique, de façon permanente pour les affaires courantes, en dehors de toute intervention de la royauté, cet exercice était défini par un statut. La **commission n'a rien de permanent**, elle n'est pas définie, réglée par l'État, et **ces lettres de commission venaient déterminer les fonctions des commissaires, extraordinaires**. Par conséquent, jamais un commissaire ne pouvait se référer aux lettres de son prédécesseur. Jamais il ne pouvait se référer à une loi organique.

La **commission restait « à la volonté du roi », à l'entière discrétion du roi**. C'est le **roi qui choisissait** son commissaire, il pouvait décider de l'institution d'une commission en **fonction de l'opportunité, de l'urgence des temps**, il pouvait **modifier** ou **arrêter** la commission, elle était donnée sans précision de durée, et les commissaires étaient **révocables à tout temps**, à tout moment, ils étaient nommés et révoqués « **ad nutum** ».

Et les **lettres** de commission qui étaient donc des **textes d'exception**, devaient être **d'interprétation stricte**, à la différence des lettres de provision d'office qui étaient d'interprétation large, extensible. **En cas de silence d'une lettre de commission, en cas d'imprécision, le commissaire devait se faire expédier d'autres lettres de commission**.

**Jamais** les commissaires n'ont pu **prétendre à un statut légal** qui les aurait rapproché des officiers, la lettre de commission indiquait de façon très stricte les limites du commissaire, **jamais il ne devait excéder ces limites**. La **durée** était tout à fait **variable**, cela dépendait de la nécessité de la monarchie, du malheur des temps. En général, la **fonction s'arrêtait avec l'achèvement de la mission confiée**, ou encore la commission pouvait s'achever avec une **révocation** (s'il outrepassait ses fonctions, bêtise). Les commissaires n'ont jamais atteint l'inamovibilité qui était largement reconnue pour les officiers.

Le roi va véritablement ménager ses commissaires, il sera bon avec eux, le roi comptait beaucoup trop sur ces agents d'une **brillante intelligence**, il ne les bousculait pas. Les commissions qui étaient très précaires, devaient tendre à se perpétuer peu à peu, et alors une certaine stabilité devait s'établir au cœur de la commission. **On vit très souvent un fils de commissaire succéder à son père**, ayant les mêmes fonctions, missions que son père. Et vers la tendance de **stabilité** au cœur de cette pratique, cette stabilité se répandra de plus en plus, et il y eut même de la part du roi, **l'envoi de lettre de survivance (qui permettait une hérédité)**, qui promettait au titulaire que son fils pourrait lui succéder. Toutefois, ces lettres vont rester exceptionnelles et on ne va pas tomber dans les excès de la patrimonialité. Une question se pose : Quel est l'usage de ces commissions, autant prisées par le Roi de France et le gouvernement ?

## **PARAGRAPHE II-L'usage de la commission**

Le système des **commissions** a été pour la royauté un moyen très efficace de gouvernement, ce système va **aider la royauté dans son gouvernement**. Toute mission sensible, qui réclamait beaucoup de **confiance** du roi, délicate, était **donnée en commission**. Plus la royauté sera chahutée par les officiers, plus elle verra **l'indépendance des officiers, plus elle ira vers ces agents extraordinaires**.

Selon les temps, **les malheurs de la monarchie, il y a eu un nombre très variable de commissions confiées par le roi** (en temps de prospérité, le roi laissera faire les officiers). Les postes les plus importants donneront lieu à des **commissions**, il s'agit des **emplois au Conseil du roi**, le conseil le plus proche de la monarchie, ensuite tous les emplois dans la **haute administration centrale** et locale, ce sont les **secrétaires d'État**, le **contrôleur général des finances** (le roi n'a pas toujours eu de fidèle serviteur, le chancelier était en revanche

un grand officier, il était inamovible), les premiers présidents des compagnies judiciaires les plus importantes : le Parlement, ..., les ambassadeurs étaient des commissaires, les intendants des provinces seront des commissaires (préfet). Il s'agit des **commissions ordinaires** dont le roi ne pouvait jamais se passer, qui correspondaient aux **grandes charges gouvernementales**. A partir du XVIIIème siècle, un autre usage sera introduit, celui des **commissions extraordinaires**, il s'agissait d'un usage qui répondait à des missions **administratives et beaucoup plus souvent à des missions judiciaires exceptionnelles** lorsqu'il y avait par exemple une **affaire très grave, scandaleuse**, très difficile à résoudre, le roi envoyait des commissaires exceptionnels, extraordinaires, qui devaient rendre une justice exemplaire. Et parmi les exemples les plus célèbres, il y aura toutes les **commissions** qui seront envoyées pour éviter la **prolifération de contrebande**.

**Le roi se faisait représenter** au XVIIIème de façon temporaire par des **commissaires extraordinaires**. Ces commissaires étaient là pour rendre une justice expéditive, exemplaire pour défendre les intérêts du roi, pour rendre la présence du roi plus présente.

Des commissions sont restées célèbres. Exemple : **celle de Valence** qui jugera **Mandrin** qui était un contrebandier : A la tête d'une troupe de **contrebandier il va fournir en produits de contrebande**. Ces produits étaient revendus à bas prix au peuple. Mandrin sera **arrêté en mai 1755** et sera remis devant la **commission de Valence** qui était un **tribunal d'exception composé de commissaires**. Cette commission de Valence était là pour **juger des faits de contrebande**. Cette commission jugeait dans un très grand ressort. Elle jugeait à **huit clos** et les accusés ne pouvaient pas se faire assister d'un avocat. Face aux compétences de cette commission Valence, les **cours souveraines vont grogner, vont essayer de récupérer des affaires**. En mai 1755, Mandrin est condamné à mort. Il **subira le supplice des brodequin, une peine pour l'inciter à donner des noms de complices**, ce qu'il ne fera pas. Il va être roué vif. Le **cadavre fut exposé aux fourches patibulaires** de la ville.

Cette commission était là pour montrer **une justice sévère**, pour éviter **une contagion de la contrebande**. Ces commissions enquêteront sur les abus d'une administration locale, pour vérifier des situations fiscales qui semblaient corrompues.

Pour accomplir ces **commissions**, **le roi pouvait désigner qui il, voulait**. Il n'y avait pas un corps de commissaires comme le corps des officiers, qui aurait pu servir pour le recrutement. Il **fallait que l'agent soit une personnalité zélée, une personne de confiance, de compétence, d'expérience**. Parfois le roi recrutait ces commissaires parmi les **officiers les plus brillants**.

Les commissaires d'Ancien Régime vont se montrer comme **les meilleurs instruments de l'administration royale**. Ils vont se révéler très **dociles**, beaucoup plus **efficaces** et beaucoup plus **zélés** que les officiers. Ils vont servir cette **montée en puissance de l'État** royal qui va se traduire par une centralisation juridique, un élan de la législation royale.

## **TITRE 2 : LES SOURCES DU DROIT DURANT L'ANCIEN RÉGIME**

L'évolution des sources du droit a suivi l'évolution de la monarchie. Avec le triomphe monarchique, avec la montée des **sentiments nationaux**, les sources **supranationales** qui étaient presque **devenues mondiales**, c'est-à-dire les **droits savants (le droit romain et le droit canonique)**, vont subir une **régression**. Les sources nationales vont l'emporter. Le droit romain et le droit canonique (utrumque jus), ne vont plus servir de droit commun. Pendant le Moyen-Age ils avaient servi tout l'Occident.

### **Chapitre 1 : Le déclin des droits universels**

A parti du XVIème siècle en France, la **primauté des droits universels** va être de plus en plus bousculée. Le premier à être atteint sera **le droit canonique**. Le droit romain va connaître une régression plus tardive.

### **SECTION I : LA RÉGRESSION DU DROIT CANONIQUE**

L'autorité du droit canonique était très liée au **prestige de l'Église**. Elle va être atteinte par les bouleversements des guerres de religion. La réforme protestante a entraîné **la création d'églises nationales**. On a comme grand exemple l'Angleterre. Il y a l'Église d'Angleterre avec comme chef le roi d'Angleterre Henri VIII. La plus grande conséquence sera **d'abroger ce qui remplissait le droit de l'ère catholique**. Dans les pays catholiques, le déclin sera beaucoup moins marqué qu'ailleurs. Toutefois, le succès des sentiments nationaux et des institutions monarchiques entraînera le recul de l'Église

### **PARAGRAPHE I-La résection formelle du droit canonique**

Les justices royales vont mener un dur **combat contre les cours de chrétienté**. Elles vont entrer en **concurrence**.

La doctrine **gallicane** avec le XVIème siècle va donner un **nouveau principe**. Le droit canonique n'obligeait les sujets du royaume **que s'ils avaient été accepté par le roi**.

En France, la doctrine gallicane correspond à la doctrine de **l'Église gallicane**. Le gallicanisme dans le royaume est né dès la fin du Moyen-Age, il va devenir une **doctrine** avec le XVIème siècle **sous l'influence des parlements**. Cette **doctrine essaiera de diminuer l'influence du droit canonique**. C'était l'autorité royale qui donnait sa force de loi aux règles canoniques.

Cette règle élaborée par les gallicans sera largement **acceptée par le clergé de France**. Elle avait été formulée sous **l'influence des parlementaires et sous l'influence de juristes consultes comme Charles Dumoulin ou Guy Coquille** qui étaient de grands **défenseurs du pouvoir royal**. Ces auteurs vont bousculer le droit canonique pour défendre l'influence du roi.

Ces juristes étaient **partisans d'une Église gallicane** qui restait **fidèle à l'Église catholique mais qui soutenait l'indépendance de l'Église de France**. Cette Église gallicane suivait la voie des réformés. Il considérait le droit canonique comme un **système juridique étranger**, à l'exception des éléments les plus anciens qui étaient contenus dans le corpus **juris canonici**. Ces éléments faisaient partis depuis longtemps au droit français.

En revanche pour le droit canonique le plus récent, c'est-à-dire pour la **législation canonique pontificale**, il fallait que ces nouvelles **règles soient reçues par une décision royale**. A l'occasion de cette réception il y avait de gros chahuts qui se produisaient. Les **parlementaires défendaient les libertés gallicanes**, ils exerçaient un contrôle très rigoureux. On a l'exemple du **Concile de 30**. Les décrets du Concile de 30 seront reçus par la plupart des royaumes d'Occident. Ils ne feront pas l'objet d'une réception officielle dans le royaume de France. Seules quelques dispositions de ce concile seront reproduites après avoir été modifiées. Cette attitude va favoriser l'apparition d'un droit ecclésiastique national.



## **PARAGRAPHE II-L'apparition d'un droit ecclésiastique national**

Le gallicanisme va se répandre et surtout chez les **magistrats**, les **parlementaires**. Cette doctrine gallicane **favorable à une Église française indépendante avec à sa tête le roi**, va accélérer la formation d'un droit **ecclésiastique national différent du droit canonique**. Ce droit ecclésiastique français était construit à partir de la **législation royale**, de la **jurisprudence des parlements**, et de la doctrine surtout la doctrine gallicane.

La formation de ce droit fut justifié par la **mission de police générale qui incombait au roi**. Puisqu'il devait **s'occuper des affaires de police**, il va intervenir dans le **domaine du droit de l'Église**, qui ne lui appartenait pas. Ces droits du roi vont être soutenus par **Bossuet** qui en **1682** va rédiger la **Déclaration du clergé de France encore appelée La déclaration des quatre articles**. Elle reconnaissait **au roi le droit d'intervenir dans des affaires de discipline ecclésiastique**, ce que les rois faisaient déjà mais avec beaucoup de timidité. Dès lors, la création de nouveaux établissements religieux devait être soumise à **l'autorisation de la part du roi**. Les anciens ordres réguliers fondés au Moyen-Age furent réformés. Les vacances des bénéfices (des évêchés, des abbayes) furent réglées par le roi.

A la suite de cette déclaration, **l'édit d'avril 1695 va réglementer toutes les relations entre les évêques et le roi**, entre les évêques et les curés de paroisses. Il venait bouleverser toutes les relations organisées par le Concordat de Bologne. Il venait aussi réglementer la vie paroissiale et la vie religieuse.

En 1698, on aura une autre **intervention royale, dans le domaine religieux** qui n'est pas le sien. Cette déclaration organise la **catéchisation des nouveaux convertis**. Cette catéchisation des protestants qui avaient abjurés la réforme sera organisée par le roi de France.

On a aussi l'exemple de **l'évolution du droit du mariage**. Cette évolution avec le XVII<sup>ème</sup> siècle va aller dans le sens d'une **consolidation** des familles et de l'Etat, **consolidation** que l'Église ne voulait pas. Ainsi une première déclaration royale du **26 novembre 1639** vient résumer la politique royale : « **Les mariages sont les séminaires de l'État, la source de la société civile, le fondement des familles qui est fait de révérences des enfants envers leurs parents et qui est le lieu de l'obéissance des sujets envers leurs souverains** ». Cette déclaration vient bousculer les relations familiales. Ces ordonnances royales mêlent des affaires **d'ordre privé** à des interventions **d'ordre public**. **La sphère privée se mêle à la sphère publique**. Ces ordonnances royales vont imposer le **consentement des parents au mariage de leurs enfants, ce que l'Église avait toujours refusé**. **La majorité sera fixée à 25 ans pour les filles et à 30 ans pour les garçons**, ce qui était contraire au droit canonique. On a une intervention du pouvoir royal français que jamais l'Église ne se saurait autorisée.

Le Concile de 30 n'avait pas exigé le consentement des parents et ne prononçait pas la nullité des mariages sans le consentement des parents, ce que le roi fera. Pour l'Église de Rome, **pour le droit canonique, ce qui était important c'est le consentement des époux**. Pour les mineurs, le consentement qui n'avait pas été obtenu pouvait être couvert par une dispense. En revanche, **selon la législation civile** il y aura cette **exigence du consentement des parents, sans ce consentement, le mariage sera assimilé à un rapt** qui était un crime passible de mort, puni par la pendaison pour les mineurs. Antoine Loysel traduira cette peine de la **pendaison** par la maxime : « **Il n'est si bon mariage qu'une corde ne rompe** ». Ces mariages clandestins finissaient par la pendaison. Cette position juridique permit au Parlement de mener une politique familiale, une politique d'ordre public. On a une ingérence de ce qui relève de la sphère publique dans la sphère privée. Cela permet au Parlement de **lutter contre les mauvais mariages**, les **mésalliances** qui selon les parlementaires et la doctrine royale gênaient l'ordre social. Or, cette position devait **favoriser la sécularisation du mariage**. On commençait à préparer le **mariage civil**.

Par conséquent, la constitution d'un tel droit ecclésiastique de la part du roi devait servir le **renouement d'une religion d'État au sein d'une monarchie absolue** de droit divin. Cette doctrine correspondait aux conceptions gallicanes, et aux idées protestantes qui y voient un éloignement de Rome. Avec de telles attitudes, l'intérêt des universités pour le droit canonique devait faiblir. **L'enseignement** de ce droit sera **délaissé à partir du XVIème siècle**. On **s'intéressera plus au droit romain**. Au XVIIème siècle, les juristes se passionneront pour le **droit français**. Avec le XVIIIème siècle, le despotisme éclairé va favoriser de nouvelles entreprises de l'État sur le domaine de l'Église. De nombreux philosophes vont pousser le roi à se mêler au domaine religieux. **Jean Jacques Rousseau reconnaissait à l'État pleine puissance en matière religieuse et ecclésiastique**. Ainsi se préparait la Révolution française. A partir du moment où il y a confusion du domaine du religieux et du domaine du politique, on est toujours à la veille d'une crise.

## **SECTION II : LES ÉVOLUTIONS DU DROIT ROMAIN**

Ces évolutions vont être différentes de celles du droit canonique. Le **droit romain n'a pas connu la même rupture, la même régression linéaire**. On parle pour le XVIème siècle d'une **seconde renaissance** du droit romain. Cette seconde renaissance est due aux **travaux de l'école historique**.

L'école historique va donner durant le XVIème siècle, un nouveau succès au droit romain. Cette seconde renaissance est liée à **l'utilisation de nouvelles méthodes d'étude, au renouvellement de la littérature, des arts, au retour de l'Antiquité romaine au XVIème siècle**. Ces nouvelles méthodes d'études vont être proposées par une école qui viendra critiquer la méthode des bartolistes.

### **PARAGRAPHE I-Les critiques à l'encontre des méthodes des bartolistes**

Ces attaques contre les bartolistes vont être d'une très **grande violence**. Ce qui va être le plus critiqué c'est cette méthode **d'analyse précise des textes romains, appelée le « mos italicus »**, la méthode des italiens. On va reprocher à cette école d'utiliser un **latin vulgaire**, ce mauvais latin va choquer les érudits du XVIème siècle qui vont être fascinés par un retour aux sources. Ils vont parler de la **« barbarie fétide des bartolistes »**. François Hotman va dire des bartolistes « qu'ils sont si odieux, qu'à la fin on ne les a pas tenu seulement pour des gens de lourds et gros cerveaux mais pour des sophistes, des chicaneurs, des imposteurs de justice ». Les érudits du XVIème siècle attaquent les bartolistes pour leur style.

La méthode de **fond va aussi être critiquée**. On leur reprochera d'avoir **multiplié les difficultés** à l'infini et d'avoir imaginé des **spéculations artificielles**.

On leur reprochera presque le **contraire par la suite, d'être restés trop proches de la pratique**, d'avoir essayé de **servir le palais** de justice, « de faire plier leurs volontés aux nécessités des justiciables et de commettre des erreurs historiques ».

Or, avec le recul que donne l'histoire, une question se pose : Ce reproche d'un **contact très étroit avec la pratique** n'est-il pas injuste ? Ne représente-t-il pas le principal mérite de cette école des bartolistes ? Les bartolistes ont été de véritables juristes, ils ont proposé un raisonnement, une méthode de juriste, ils se sont mis au service des juges et des justiciables. Est-ce un mal de la part de juriste ?

Ce qu'on leur reprochera c'est **d'avoir voulu faire du droit romain un droit qui serve la pratique**, d'avoir fait du **droit romain un droit vivant**. En fait, leurs œuvres qui étaient remplies de cas d'espèce, de subtilités, aidaient les juges à dégager une solution, à dégager la solution la moins mauvaise. Les bartolistes ont essayé **d'adapter** et de faire coller la **loi romaine aux nécessités du siècle**. Ces lois romaines « sont devenues les humbles servantes de la pratique ». Les bartolistes ont fait du droit romain un droit qui **convenait à l'époque**. Or, l'école historique qui a beaucoup **critiqué cette méthode des bartolistes, va tout faire pour se**



**débarrasser des interprétations données par le Moyen-Age.** L'école historique va rechercher la pureté du droit romain classique. Ces méthodes vont entraîner la seconde renaissance du droit romain.

## **PARAGRAPHE II-La seconde renaissance du droit romain**

Elle se fait **au XVIème siècle**. La doctrine étudie le droit romain pour elle-même et pas pour les palais de justice. Cette méthode va être élaborée par **Alciat**. Il était milanais. Il va enseigner à Avignon, puis à l'école de droit de Bourges qui va devenir le principal foyer de **cette** nouvelle méthode. François Hotman dira : « Bourges c'est le **grand marché de cette nouvelle école** ».

Parmi les grands **professeurs** qui iront vers cette érudition, on aura **Jacques Cujas** qui est le grand représentant de cette école historique. Il est originaire de **Toulouse**. Il a suivi des cours à Toulouse. Puis il a quitté Toulouse pour enseigner de longues années à **Bourges**.

Les membres de cette école appartenaient au **courant humaniste**. Ils admiraient la **culture antique**. Ils vont essayer de retrouver la **pureté antique et vont mépriser le Moyen-Age**, toutes les doctrines médiévales. Ils vont essayer de **restituer le droit romain** dans sa teneur ancienne. Ils vont essayer de **débarrasser le droit romain de toutes les analyses médiévales pour rendre au droit romain son prestige premier**. Ces juristes de l'école historique vont beaucoup travailler et vont expliquer les évolutions du droit par les évolutions **historiques**. Leur travail a été **immense**. Ils vont écrire **l'histoire du droit romain**. Ce travail a permis le **perfectionnement moral et intellectuel du droit**. Le résultat de ce travail a été **ambigu** car les humanistes ont beaucoup trop admiré le droit **romain classique**. Ils ont méprisé tous les apports du Moyen-Age. Ils ont rendu les lois romaines beaucoup plus **difficiles à utiliser** pour la pratique moderne. Ils ont fait du droit romain un **droit mort**. Leurs œuvres s'adressaient aux hommes d'État. Cette nouvelle méthode va prendre le nom de « **mos gallicus** », de méthode gauloise, qui **s'opposait à la méthode des bartolistes**. Elle entraînera une **rupture très nette entre l'école et le palais de justice, entre la théorie à la pratique**. On va assister à un véritable **divorce entre les théoriciens des universités et les praticiens du droit**. Le droit romain va alors apparaître comme « **une science vaine et inutile** ». Or, cette doctrine fondée sur la grande **érudition** devait dévaloriser le droit romain, devait entraîner un déclin du droit romain, elle devait lui faire perdre son caractère universel. Cette école qui était fascinée par le droit romain va entraîner son déclin.

## **PARAGRAPHE III-Le déclin du droit romain**

A partir du **XVIème siècle**, le droit romain subit en France un fort **déclin**. Les juristes ne s'engouent plus pour le droit romain. D'autres **royaumes n'ont pas connu le même phénomène**. C'est une particularité **de la France**.

En France, jusqu'au **XVIème siècle**, **le droit romain sera assimilé à un droit commun**, mondial. Ce droit romain servait de **droit positif** lorsque les coutumes étaient **muettes**. Or, au XVIème siècle on va critiquer le droit romain. Il va affronter des **critiques très rudes** surtout lancées par des praticiens du droit qui considéraient le droit romain comme étranger à la France. On découvre qu'il y a une identité juridique pour chaque royaume. L'élite juridique du XVIème était éprise de ce goût pour les particularismes. Le droit devait apparaître comme le produit naturel de chaque pays. C'était un phénomène relatif, il n'y avait pas de droit universel possible, il était déterminé par le climat, le milieu, l'époque, la société dans lequel ce droit était élaboré. Ce relativisme, ce souci des particularismes devait conduire au refus des droits universels, d'une mondialisation juridique. Au XVIème siècle, avec ce souffle relativiste on s'éloigne de la tradition médiévale qui allait vers l'uniformité. Ainsi Jean Bodin était très hostile au droit romain et il définira le droit romain comme « Les règles établies par les victoires romaines pour imposer une domination ». Le droit romain ce n'est que le droit des romains. Ce droit contient quelques traditions juridiques, mais ces traditions ne peuvent pas être l'expression de la raison naturelle. Ainsi, pour de nombreux juristes, le droit romain ce n'est plus que le droit des romains, il ne peut pas être le droit des Français, c'est le droit des Italiens. C'est le droit d'un peuple étranger qui est ennemi de la France. Les juristes ajouteront aussi que le droit romain c'est un droit du passé qui ne peut pas être appliqué au XVIème siècle. Les Français étaient tellement différents des Italiens que

« Dieu avait voulu les séparer par un haut entre-jeu de montagnes ». Aux yeux des juristes français, le droit de Justinien contenait de nombreux défauts, il n'émanait pas d'un législateur souverain, du roi de France, d'un souverain qui aurait régné dans le royaume de France. C'était un droit importé. On voit ce rejet net de la mondialisation. Le droit romain ne devait pas être reçu en bloc par le roi de France, il fallait trier entre des mesures de ce droit pour savoir lesquelles pouvaient être reçues par tel ou tel pays. Il y a un emportement contre le droit romain. Mais au-delà de ce refus de reconnaître une autorité positive à ce droit, la France reste et fait toujours partie de la famille des droits romanistes. Cela s'explique par l'histoire. Durant des siècles le droit romain a eu une grande influence sur les coutumes, sur le droit du roi. On reste imprégné de droit romain. Au XVI<sup>ème</sup> siècle, le droit romain n'a pas perdu dans le royaume de son autorité. Il va continuer à être enseigné dans les universités mais il sera mal enseigné. Les juristes vont rester imprégnés de cette formation au droit romain, mais cet enseignement ne fera pas l'objet de grandes recherches doctrinales. La doctrine va continuer à reconnaître à ce droit la valeur de raison écrite, mais alors qu'auparavant ce terme impressionnait les juristes, au XVI<sup>ème</sup> siècle ce terme prend un sens affaibli. Les auteurs vont continuer à écrire sur le droit romain mais ils écriront très mal. Ils vont limiter leurs études aux seules questions qui étaient utiles à la pratique. C'était donc par cette attitude de la doctrine, une façon d'abandonner l'érudition de l'école historique. On en reviendra aux méthodes des bartolistes mais de façon plus médiocre. Au sujet de ces facilités doctrinales, Etienne Pasquier écrira « Nous avons naturalisé en notre France le droit civil des Romains ». Les modes de cette naturalisation sont divers. Il s'agira d'utiliser des traditions romaines pour la rédaction des coutumes, de combler les vides du droit coutumier, la jurisprudence comblera les lacunes du droit coutumier par l'utilisation du droit romain. Il sera utilisé pour combler la coutume soit au moment de la rédaction de la coutume soit au moment de son application. Ces emprunts seront très importants. Ces emprunts vont défigurer la coutume et l'originalité de la coutume. Le droit romain sera beaucoup utilisé par les légistes du roi qui, au moment de la rédaction des textes royaux, emprunteront dans le droit romain. On fera de larges emprunts au droit romain. L'influence de ce droit sera aussi essentielle dans la doctrine avec les écrits de Jean Domat et de Joseph Potier qui furent deux grands professeurs de droit. A la fin du XVII<sup>ème</sup> nous avons les œuvres de Jean Domat et notamment son ouvrage Les lois civiles qui contenait un exposé en français des lois romaines. Domat était à la fois universitaire et praticien. C'était un juriste consulte et un magistrat. Le travail qu'il accomplira consistera à débarrasser les lois romaines de tous leurs détails historiques. Le droit romain sera alors présenté comme la raison écrite applicable à tous les pays, tous les temps. On voit cette recherche d'un droit universel. Plus tard, on aura l'œuvre de Joseph Potier, il était désordonné, étourdi. Il sera théoricien et praticien. C'est un professeur de l'université d'Orléans. C'était aussi un magistrat. Il va publier une partie du Code de Justinien : Les Pandectes ou Digeste. C'était un recueil d'extraits des juristes consultes anciens. Pour ce travail énorme de traduction et de présentation, Potier va classer. On en est au début de l'encyclopédisme juridique. On commence à voir apparaître de gros répertoires juridiques. Ces auteurs ont fait ce que les bartolistes avaient fait. Ils vont simplifier le droit romain, ils vont faire une œuvre pour le palais de justice. On dira qu'ils ont vulgarisé le droit romain. Ils retiennent du droit romain ce qu'il avait de pratique, d'utilisable pour le XVII<sup>ème</sup> et le XVIII<sup>ème</sup> siècle. Ils proposent un droit romain qui sera qualifié de vulgaire par les restes de l'école historique. Ces auteurs proposent un droit applicable. Dans les présentations qu'ils vont faire, ils dégagent de grands principes qui seront considérés comme la loi applicable, universelle. Ces principes vont être repris par les droits nationaux. Ils vont être adaptés et adoptés par les droits nationaux.

## **Chapitre 2 : Le triomphe d'un droit national**

Même si la doctrine n'a pas pu se débarrasser du droit romain, la **doctrine va faire l'apologie d'un droit français**, de ce droit que les juristes entrevoyaient comme **indépendant et original**. Ils avaient tout de même étaient très **marqués par le droit romain**. Les juristes vont essayer de **distinguer** mais la part sera très **mince**. Ce **déclin des droits universels** a favorisé **l'affirmation de droits nationaux**. Dans cet élan vers **l'indépendance nationale**, le droit français va apparaître comme original. On percevra des éléments disparates dans ce droit français.

On trouvera des **coutumes**, des **ordonnances** royales qui étaient moins importantes que les coutumes (domaine de la police et des affaires publiques qui n'étaient pas considérés comme appartenant au droit). Ce domaine des ordonnances royales devait devenir plus important avec les réussites du roi de France.

Au moment de la Révolution, de la **rédaction du code Napoléon** on aura un cri de **triomphe** de la part des rédacteurs. Ce droit français était un droit curieux composé à la fois de **coutumes** et de **droit royal**. Il fallait **harmoniser toutes ces sources juridiques afin de fonder un grand droit national**. Ce sera le rêve du XVIème siècle. Cette recherche d'une **unité juridique** ne sera atteinte qu'à la veille de la Révolution française. C'est avec le **Code Napoléon** que ce droit sera unifié. Ces efforts d'unification du droit français ont été très importants pour **contrer le droit mondial**. Ces travaux vont préparer la codification napoléonienne. Les rédacteurs du Code Napoléon ne vont pas être prophètes en matière juridique. Ces codes seront la suite de ce travail d'unification. Ils vont atteindre le désir des rois de France d'unification du droit. Louis XI dira cette nécessité de mettre le droit français dans un beau livre pour **éviter la pillerie des avocats**. Selon les juristes, cette unification du droit devait passer par la rédaction des coutumes qui embarrassaient beaucoup les juristes

### **SECTION I : LA RÉDACTION DES COUTUMES ET SES CONSÉQUENCES**

La **coutume est un droit oral, en perpétuelle évolution**. On veut fixer le droit. Les rois cherchent à atteindre l'unification. On aura **l'ordonnance de Montils-les-Tours d'avril 1564**. Elle consiste en un texte très dense. Le roi décide de la **rédaction officielle des coutumes**. C'est dans **l'Art.125** de cette ordonnance que la rédaction est décidée. Dans l'Art.125, il est décidé que « Les coutumes bien diverses de tous les pays de notre royaume seront rédigées et mises par écrit ». Cet Art.125 décide de la mise par écrit des coutumes et explique pourquoi : « Pour que les usages puissent être prouvés plus facilement par les plaideurs et connus par les juges ». Les procès en seront abrégés. C'est pour avoir une meilleure justice. Cependant, cette ordonnance n'a pas été suivie. Elle était confiée aux officiers qui ne vont presque rien faire. Durant cette seconde moitié du XVIème, les résultats de cette rédaction étaient très médiocres. La loi du roi ne fut pas suivie. Très peu de coutumes furent rédigées. Les officiers se sont montrés comme serviteurs infidèles du roi. Le roi va devoir répéter cette rédaction. Charles VIII va proposer une autre procédure de rédaction qui plaira plus car la rédaction était organisée de manière plus claire. Des commissaires devaient intervenir. Ces commissaires seront des agents plus efficaces, cette procédure devait être plus efficace car elle laissait une place plus large aux représentants des populations locales. Ce travail commun entre commissaires et représentants des petits pays permettra de mieux avancer. Le travail devait avancer, les populations étaient rassurées. Les populations pouvaient ouvrir un débat avec les commissaires. La coutume n'était publiée que si elle obtenait la majorité des voix émises par les représentants des sujets locaux. Guy Coquille dira qu'avec cette procédure « **C'est le peuple qui fait la loi** ». Le mouvement de rédaction va s'amplifier. De nombreuses rédactions furent réalisées. La plupart des coutumes furent publiées au XVIème siècle. On aura l'exemple de la rédaction et de la publication de la **coutume de Paris en 1510**. A la suite de cette coutume de Paris, 60 autres coutumes générales seront rédigées, 300 coutumes locales seront préparées au XVIème siècle.

Par la suite, le gros du travail avait été fait. Les rédactions vont se ralentir, aussi à cause de la guerre. Ce travail va se poursuivre de façon très éparpillée au XVIIème siècle. A la veille de la Révolution, en 1788 il y

aura la rédaction de la dernière coutume du royaume, la coutume d'Hatton-Châtel en Lorraine.

Par la suite les coutumes seront rejetées. Les **révolutionnaires vont piétiner les coutumes**. Les rédacteurs du Code Civil vont critiquer les coutumes. Ces **rédactions du XVIème feront apparaître les défauts des coutumes**. Pour essayer de **gommer les défauts des coutumes**, les commissaires vont essayer d'effacer ces défauts. Ils vont imposer leur préférence juridique. On a l'exemple du premier président du Parlement de Paris, Pierre Lizet. Il fut désigné comme commissaire. Il était admirateur du droit romain. Au moment de la rédaction des coutumes, il va regarder avec beaucoup d'hostilité les coutumes. Pour corriger ces coutumes mauvaises, pour les rendre « doctes et savantes », il va remplir ces coutumes du droit romain. L'influence du droit romain continue. Il y a un déferlement de l'esprit parisien sur le droit la province. Lizet va mettre en abondance du droit romain dans toutes les coutumes qu'il rédige. Il va faire un mélange. On disait qu'il voulait tout réduire à la mesure du droit romain.

Durant la seconde moitié du XVIème siècle, l'état d'esprit change. Il y aura une autre attitude que les commissaires du XVIème, le travail précédant avait été fait. Bon nombre des premières rédactions se sont révélées médiocres. La doctrine mais également la pratique, vont se plaindre des défauts de cette rédaction. On est allé très vite, le travail a été mal fait, c'est surtout une copie du droit romain.

**Une réformation va apparaître nécessaire.** La coutume de Paris va être formée en 1580. Cette entreprise de réformation sera passée au président du Parlement de Paris **Christophe De thou** qui était un **juriste** extraordinaire. Ce juriste était imprégné de cet esprit du XVIème siècle. Il **acceptera la diversité**. Le droit romain selon lui est un **droit dont il faut se méfier, le droit français c'est la coutume**. Le droit coutumier sera alors regardé avec **beaucoup plus d'enthousiasme**, il ne sera **plus considéré comme un droit odieux**. L'opinion change et on regarde le droit coutumier comme **un bon droit** auquel il faut donner une **interprétation beaucoup plus ample**. Cette seconde vague de rédaction va entraîner de grands changements dans le royaume de France, dans les coutumes françaises. La **rédaction des coutumes entraînera la diminution de nombre des coutumes**. On ne regardera que les coutumes rédigées. **Les coutumes non rédigées vont disparaître, il y a une disparition des patrimoines juridiques**, vont disparaître les petits **usages locaux**, qui avaient une **identité juridique**, les coutumes au ressort très restreint seront oublié, Ce sont surtout les coutumes qui occupaient un grand ressort qui seront rédigées.

Il y eu un autre effet de cette rédaction. La notion de coutume va évoluer. La **coutume ne vient plus du peuple**, ce n'est plus une **règle qui vient de l'usage**. La coutume va plutôt apparaître comme **une règle écrite consentie après révision et adaptation**. Ainsi, la coutume qui était un droit très pauvre fut **enrichie par les travaux de la doctrine**, elle devint beaucoup plus rationnelle. Elle était pétrie de la raison juridique, de la raison romaine. La **coutume va se rapprocher par son contenu de la loi romaine, de la volonté royale**. Elle ressemblera aussi **à la loi du roi** dans ses aspects formels. Elle va apparaître comme **une source beaucoup plus sûre du droit**. Ce sera une source plus **modernisée** et plus **sécurisée**. La rédaction des coutumes a eu d'assez bons effets.

Il y eut aussi des effets moins positifs. Les **rédactions ont figé les coutumes et donc ont tué les coutumes**. Dès que le droit coutumier est fixé, il **perd sa nature première de perpétuel changement**. Cela a rendu toute évolution possible de ce droit qui répondait aux urgences et aux nécessités des populations. On commence au **XVIème** siècle à voir une **fascination pour l'écrit**. Seule la loi écrite sera la bonne loi. Les coutumes ont cessé d'être le fruit de l'évolution. Comme ces coutumes étaient **promulguées par le roi, elles ont perdu de leur caractère spontané**. Les sujets du roi sont en train de perdre de la fantaisie juridique. La coutume va perdre de son caractère populaire. C'est ce que va dire **Louis Le Caron** qui soutenait encore au **XVIème** que **« La coutume écrite tirait sa force obligatoire du roi et non du consentement populaire »**. Auparavant **c'était le peuple qui faisait la coutume, maintenant c'est le roi** qui donne la coutume.

Au XVIème siècle, toutes les coutumes vont être étudiées. La **doctrine va beaucoup étudier cette coutume**, des **commentaires** vont être donnés autour des coutumes. Ces commentaires rappelaient l'enthousiasme des

**bartolistes qui ont fait de la glose autour du droit romain.** Ces commentaires vont mettre en avant les convergences et les différences des coutumes. Ils vont dégager les grands principes du droit romain coutumier.

## **SECTION II : L'ÉLABORATION D'UN DROIT COMMUN COUTUMIER**

Les coutumes vont être rédigées pendant tout le XVIème siècle. **Les grandes coutumes ont donc été rédigées.** Elles vont être étudiées, elles vont être comparées. A l'occasion de ces comparaisons, les praticiens du droit, les universitaires vont faire des **commentaires**. Ces commentaires vont montrer qu'il y avait des **principes communs** dans ces coutumes qui vont permettre de **dégager un droit commun coutumier**, véritablement français. Les auteurs du XVIème sont des hommes de la renaissance. L'ère de la Renaissance est remplie de classification. C'est ce que vont faire les juristes du XVIème.

### **PARAGRAPHE I-Les commentaires des coutumes**

Ils vont être très abondants. Ils seront faits par des **universitaires**, des praticiens. Ces commentaires vont permettre de **dégager au milieu des divergences locales des principes généraux** qui vont être qualifiés de droit **commun coutumier**.

A travers les divergences, il y a des convergences. Ce droit commun coutumier va de plus en plus être appelé de la part des juristes **le droit français**. Ce droit français qui vient d'être dégagé **à travers de la rédaction des commentaires des coutumes**, va jouer le rôle que tenait auparavant le droit romain.

Le droit français va devenir un droit **commun à toutes les provinces françaises**. Ce droit français servira à **combler toutes les lacunes des coutumes muettes**. Ces grands principes serviront également pour la pratique de critères d'interprétation d'une coutume peu évidente. Avec ce droit français, les praticiens vont détourner du droit romain. **Comme l'écrivait Christophe De Thou « Les coutumes n'auraient plus à vivre de la charité d'autrui ».** C'était un signe avec ce droit commun coutumier qui commençait à se dégager de l'atteinte d'une **plus grande indépendance juridique**.

L'idée de **nation** distincte se renforce. Le **royaume devient indépendant**. L'idée d'un droit national se renforce, on n'a plus besoin du droit des Italiens. Par tout ce travail, le droit français devait atteindre une plus grande indépendance. En cas de lacune, les praticiens se tournaient vers le droit commun des français. Le gros effet de ce droit qui se dégageait au XVIème était de conduire le royaume vers l'unification juridique du droit coutumier qui était alors considéré comme le seul vrai droit. La loi du roi n'était pas considérée comme du vrai droit. Avec tout ce travail, tous ces commentaires, le droit coutumier allait acquérir une plus grande bonté, une plus grande beauté juridique. Le droit coutumier allait être débarrassé de tout ce qui n'était pas raisonnable, de toutes les mauvaises coutumes. Ces dispositions allaient faire place à un droit fondé sur une raison juridique, sur des principes raisonnables. On avait un droit raisonnable fondé sur la réflexion des juristes, des praticiens, de la doctrine. Ce droit commun coutumier allait devenir un droit raisonnable, la nouvelle raison juridique, *ratio scripta*, ce que le droit romain était auparavant. Cette raison juridique était française, elle était « naturelle » (le terme de naturel signifie « de nationalité française »). Toutefois, les choses vont un peu se gâcher en tout cas pour la province.

A la fin du XVIème, les regards vont surtout se tourner vers **Paris**. On va assister à **ce mouvement favorable à la prépondérance de la coutume de Paris**. Paris devient le lieu de la **monarchie**, le lieu des institutions françaises, le lieu de la pensée française. On voit apparaître une grande prépondérance de cette coutume parisienne mais qui est à déplorer. La doctrine va se mettre à considérer qu'il n'y avait qu'une **coutume « où était sublimé et magnifié le droit coutumier, c'était la coutume de Paris »**. Les auteurs vont mettre cette coutume au premier rang des autres coutumes qui seront appelées les coutumes princesses. Cette prédominance parisienne est due à la **primauté historique** de Paris. Clovis avait choisi Paris comme chaire du royaume et ensuite parce que Paris est la **capitale des institutions**. Paris devient la **capitale politique**,

**administrative**, elle va avoir la faveur des rois. Cela profite à la coutume parisienne. Les commentateurs vont se consacrer longuement à cette coutume parisienne, on aura les plus grands personnages du Parlement de Paris. Les juristes vont parler de « son climat doux et salubre de la coutume parisienne ». Cette coutume sera très **admiration**, elle sera considérée comme **l'abrégé du droit français**. Ce n'était plus une coutume d'application locale, c'était « **l'expression du droit commun de toute la France** ». La coutume parisienne représentait « Le droit coutumier **dans ces conceptions les plus belles, les plus polies**, les plus mesurées, les plus polies ». Les auteurs parisiens vont recommander aux provinces de la prendre pour modèle, pour base. Cette coutume rédigée **en 1510 devait être rédigée en 1580**. Dans **cette réformation la coutume de Paris va bénéficier des derniers travaux de la doctrine, de la jurisprudence des parlements**. Cette coutume va même être exportée **en dehors du royaume de France**. Elle va être imposée aux **colonies** par la monarchie (Canada, Antilles).

Toutefois, cette tendance **centralisatrice** qui enjouait les parisiens, ne sera pas accueillie avec la même faveur par les provinciaux. Ils regrettaient que leurs coutumes longuement réfléchies soient délaissées. En province on aura ce même mouvement de rédaction, de commentaire, de comparaison. En province, le droit coutumier était aussi admiré. Il y eut des **commentaires de plus en plus nombreux**, de plus en plus minutieux consacrés aux études coutumières. Chaque grande coutume provinciale eu ses commentateurs. Pour la coutume de Paris on a **Charles Dumoulin** considéré comme le plus grand commentateur, il sera appelé **mayores**. Il va beaucoup commenter la coutume parisienne, il était un excellent juriste. Il va favoriser la primauté de la coutume parisienne. Il y eut d'autres commentateurs de coutumes provinciales. Ils seront moins importants. Eux seront appelés **minores**. Parmi ces mineurs, il y avait de grands auteurs, de vrais humanistes, qui vont donner des commentaires plus synthétiques qui permettront aussi de dégager de grands principes. Parmi ces auteurs on a **Guy Coquille** qui, en 1590, va commenter avec beaucoup de minutie, d'érudition la coutume du Nivernais. On aura **Bertrand d'Argenterai** qui commentera la coutume de Bretagne. **René Choppin** commentera la coutume d'Anjou. Chaque coutume aura ses commentateurs. Ces travaux seront surtout réalisés par des praticiens du droit. Ces praticiens qui vont commenter les coutumes provinciales témoignent d'une réelle connaissance du droit.

Ils ont un **grand souci de rendre la coutume applicable à la pratique**, au palais de justice. Ces commentateurs auront des soucis de praticiens, souci de faire de la coutume un droit d'application fondé sur des principes raisonnables. Grâce à l'imprimerie, les ouvrages des commentateurs seront lus, ils entreront dans les bibliothèques des praticiens. Cela permettra un travail de comparaison. Ce travail va favoriser la promotion d'un droit français

## **PARAGRAPHE II-La synthèse et l'enseignement du droit français**

A la fin du XVIème siècle, l'idée qu'il existe un droit français est répandue, même s'il est imprégné de droit romain. Les **États généraux vont réclamer la codification de ce droit**, des coutumes, des ordonnances royales. Au XVIème siècle, l'idée d'un **code était prématurée, impossible**. Il y a tout un **travail doctrinal, d'analyse scientifique et de comparaison à faire**. C'était le rêve de Louis XI. En utilisant la méthode **comparative**, les auteurs coutumiers vont alors **réduire les particularismes locaux**. Ils vont parvenir par ce jeu de comparaison à un peu éviter la primauté parisienne et à débarrasser les grands principes de tous les particularismes locaux.

Les auteurs vont utiliser cette méthode de comparaison. Pour cela ils vont établir des **conférences de coutumes**. Ce sont des recueils **systématiques qui venaient juxtaposer les dispositions relatives à un même sujet pour mieux faire apparaître les divergences ou les similitudes**. Ce sont des répertoires très larges. Actuellement, on peut parler de table de concordance. On peut citer des exemples de répertoires, il y a notamment en **1596** la présentation de l'œuvre de **Pierre Guesnoys** *La conférence des coutumes des royaume de France*. L'exemple donné par **Pierre Guesnoys** va être suivi. Il va initier ce travail de comparaison. Son travail va être suivi par **d'autres recueils** et par une nouvelle étape qui va encore plus vers l'unification : l'étape de la **synthèse des coutumes**. Cette nouvelle étape qui était préparée par des juristes consulte, devait



former une école de juristes appelée « **L'école du droit français** » qui aura pour ambition de définir le **droit français, de donner le droit français**. Cette école du droit français était très attentive à la pratique, à la nécessité du palais de justice. Les ouvrages de synthèse vont devenir de plus en plus nombreux. Ces ouvrages vont essayer de donner une **vision globale du droit coutumier**. A travers ces ouvrages, les **principes généraux** des coutumes étaient synthétisés. De tous les ouvrages qui ont été donné, celui qui aura le plus grand succès sera l'ouvrage d'Antoine Loysel qui va donner un petit recueil, *Les institutes coutumières*. Cet ouvrage énonçait des règles générales sous forme d'adages, de **brocards** qui étaient faciles à retenir. Ces adages très courts annonçaient déjà les articles d'un code.

Parmi ces adages on a « **une fois n'est pas coutume** », « **qui épouse la femme épouse les dettes** », « **ami au prêté ennemi au rendre** ».

Antoine Loysel était un élève de Cujas, un praticien, un avocat. Il voulait réduire la coutume « **à la conformité d'une seule loi sous l'autorité d'un seul roi** ». Ainsi, en disant cela, la finalité recherchée par Loysel mais aussi tous les auteurs coutumiers du XVIème siècle, c'était de **placer le droit au service du royaume, de l'unité politique**. Durant le XVIIème l'ouvrage de Loysel va être imité. A la suite de ces répertoires, de ces imitations, il y aura aussi des travaux de commentaires, des traités généraux, des traités de droit qui expliqueront ces adages. Ils trouveront un prolongement dans l'enseignement de ce droit français. Cet enseignement sera mis au point au XVIIème par Louis XIV qui était à la recherche d'une unité juridique. En 1679, Louis XIV institua dans toutes les facultés de droit des cours de droit français. C'est un bouleversement. Cet enseignement devait être dispensé par des professeurs royaux qui allaient enseigner à côté des professeurs de droit romain et des professeurs de droit canonique. Ce nouvel enseignement allait être délivré par des professeurs recrutés parmi les meilleurs praticiens du droit. Toutefois, ce bouleversement ne devait pas plaire aux autres professeurs de l'université. Ces nouveaux enseignants étaient très mal reçus par les autres professeurs. Ils vont mépriser cet enseignement délivré en français et pas en latin. Ils vont mépriser ces professeurs qui n'étaient pas des docteurs mais des praticiens, qui étaient mal rétribués par le roi. Ces professeurs devaient consacrer leur enseignement « aux ordonnances royales, aux coutumes et à la jurisprudence ». Ces matières trouvaient maintenant leur place à l'université. Malgré les réticences, le mépris, la place limitée faite à cet enseignement (il n'était enseigné qu'à partir de la 3ème année et que 5h par semaine), ces professeurs vont dispenser pour la première fois un enseignement universitaire tourné vers le droit positif national, vers le droit français. Ils vont enseigner non plus de la théorie, du droit non-applicable, mais un droit moderne, un droit applicable, un droit français. Ce droit français va être enseigné par de grands juristes qui vont publier des recueils très clairs, très méthodiques. Ces professeurs vont enseigner un droit avec une méthode très claire, très simple. Parmi ces grands professeurs on avait Claude Pocquet de Livonnières qui va enseigner à Angers, et qui va rédiger en 1730 un petit manuel intitulé Les règles du droit français. A Toulouse, il y eut un enseignement remarquable, rempli de méthode, de clarté donnée par François Boutaric qui va être le premier à enseigner le droit français à Toulouse. On aura aussi Joseph Pothier qui après avoir été magistrat va se consacrer à l'enseignement du droit. Le grand mérite de Pothier c'était d'être très exercé à la synthèse et à la classification. Son travail va préparer la codification de 1804 rêvée par Napoléon. Tous ces professeurs désignés par le roi de France vont fonder leur enseignement sur les sources les plus sûres du droit national. Ils vont s'éloigner de l'école du droit naturel, très présente en Europe, qui selon les juristes allemands était un droit issu de la nature de l'homme. Il s'est développé à partir du XVIIème siècle avec Grossius, Buffendorf. Cette école du droit naturel va triompher dans l'est de l'Europe en particulier en Allemagne et en Suisse. Le droit français grâce au travail de tous ces professeurs recrutés par le roi, s'est constitué à l'abri de ces tendances jus naturalis. Les rédacteurs du Code Civil vont puiser dans l'œuvre de ces professeurs de droit français, et en particulier dans celle de Pothier. Ils vont donc puiser dans ce qu'ils critiquaient, dans ce que les parlementaires critiquaient : la coutume, les vieilleseries de la coutume. Ainsi, les rédacteurs, en se servant du travail accompli depuis le XVIème siècle par les praticiens français, vont dégager un droit unifié fondé sur la complexité du droit national. L'apport des codificateurs doit donc être regardé comme très modeste. Il y a beaucoup d'orgueil chez Bonaparte quand il parle de son Code Civil. Les codificateurs ont été des continuateurs, des disciples. La codification réalisée en 1804 n'est que le simple résultat d'un travail

d'analyse, de synthèse préparé bien avant. Alors, pourquoi l'Ancien Régime n'est pas parvenu à la codification ? Deux réponses peuvent être avancées : - Le travail à accomplir était considérable et devait se faire sur plusieurs générations, on avait besoin de temps. - Les sujets du royaume ne souhaitaient pas la codification, l'unité juridique. Si on regarde les cahiers de doléance préparés dans le printemps 1789, les États généraux ne réclamaient pas de codification. Les sujets étaient très attachés aux identités juridiques, à la *privata lex*. Ils voyaient dans la diversité des coutumes la véritable protection des libertés. Ils voyaient la plus grande garantie contre la centralisation monarchique et contre la centralisation parisienne. Face à cette volonté d'unification, de nombreuses oppositions vont s'élever durant le XVIII<sup>ème</sup> siècle. Le travail d'unification sera beaucoup critiqué car ce travail venait nier le vrai droit civil des Français. Selon Coquille « Les coutumes représentaient le vrai droit civil des Français ». La diversité juridique représentait le vrai droit civil. La diversité juridique représentait la liberté. Les Français d'Ancien Régime se méfiaient beaucoup du succès de plus en plus important du droit étatique venu d'en haut

### **Section 3 : Les progrès de la législation royale**

L'unification du droit rêvée par les rois de France, ne pouvait s'accomplir que par l'autorité des rois, par l'autorité législative. Louis XI rêvait de cette idée de codification. Cette idée était prématurée, elle ne pouvait pas être atteinte au XVI<sup>ème</sup>. Les coutumes vont rester les gardiennes du droit privé. Elles vont devenir le plus sérieux obstacle à la codification. Avec les temps modernes, les progrès du pouvoir législatif royal vont s'accélérer. Le roi va se permettre des intrusions sur la coutume. Ces progrès de la législation royale vont reposer sur des fondements stables, fondements qui vont donner une grande solidité à la législation royale.

#### **PARAGRAPHE I-Le fondement et l'exercice des lois du roi**

Le roi va devoir justifier ces interventions dans le domaine législatif, dans le domaine de la coutume. Pour justifier ces interventions, les juristes médiévaux vont emprunter au droit romain la notion d'utilité publique, d'*utilitas publicas*. Cette notion va être reprise par les théologiens, comme Saint Thomas d'Aquin, qui vont plutôt parler de bien commun, ces termes vont être mêlés pour justifier les interventions du roi.

##### **A)Le fondement théorique de la loi du roi**

Selon la notion d'*utilitas publicas*, le roi va apparaître comme la source de la loi, de la loi animée, de la loi vivante. Il va intervenir dans l'intérêt de l'État. Si l'ordre public est bousculé, s'il y a nécessité publique. Au Moyen-Age, la monarchie était beaucoup trop faible pour que ces interventions soient faites. La monarchie ne va pas faire beaucoup d'interventions dans la loi. La loi du roi interviendra seulement dans le domaine public. Il va falloir attendre le XVI<sup>ème</sup> siècle, siècle de fracture entre la tradition et toutes les aspirations au changement dont l'Europe rêvait. Au XVI<sup>ème</sup> siècle, ces notions du roi qui est fontaine de loi, de justice, qui représente la loi animée, vont s'appliquer. Face aux coutumes sur lesquelles le roi a posé sa main par le biais de la rédaction, face aux privilèges des sujets qui régissent le droit civil, le roi va oser quelques intrusions. Il va oser'introduire dans le domaine du droit privé. Il va s'appuyer sur la doctrine. En 1576, Jean Bodin reconnaît au roi « Le droit de légiférer par ordonnances en matière de droit privé ». Il va y avoir de la résistance. Jean Bodin ajoute « même contre les coutumes ». Les coutumes étaient regardées par les Français comme le vrai droit civil de la France. Jean Bodin ose donner ce droit de légiférer par ordonnances royales même contre les coutumes. Il ajoute : « Le roi peut casser les coutumes, en revanche, les coutumes ne peuvent pas déroger à la loi du roi ». Bodin n'est pas isolé. Guy Coquille va également parler de cette progression du pouvoir législatif du roi. « L'un des principaux droits de sa majesté est de faire les lois ». On est au début du XVII<sup>ème</sup>. Guy Coquille est plus raisonnable que Bodin, mais il est dans cet élan que le roi a le pouvoir de faire les lois. Au temps de Henri IV, Etienne Pasquier va écrire : « La loi générale du prince efface par un seul trait de plume toutes les coutumes particulières ». Ensuite, nous avons la consécration par Antoine Loysel dans les *Institutes coutumières* en 1607, qui donne cet adage « Si veut le roi, si veut la loi ». La loi fera ce que le roi



décidera. Par ce brocard, c'était faire du roi la source de toutes normes. Selon cette doctrine, selon ces discours, normalement le roi peut intervenir dans tous les domaines même dans le domaine coutumier. Toutefois, il y a toujours un écart entre les discours et la réalité. La réalité pour le roi sera beaucoup plus modeste. La monarchie va se placer très en retrait de ces théories qui contenaient plutôt un espoir politique qu'une réalité pratique. Henri IV, qui avait une très grande habileté politique, va rappeler avec beaucoup de sagesse que « La première loi du roi est d'obéir aux lois », c'est-à-dire aux coutumes. Avec cette déclaration il se conformait à un adage médiéval, digna vox, parole divine, qui vient dire les limites de ce pouvoir législatif : « C'est une parole digne de la volonté du prince de se reconnaître soumis aux lois ». C'est un adage du Moyen-Age, que les conseillers du roi vont rappeler à tous les rois du Moyen-Age. Il y a chez Henri IV beaucoup de prudence, cela sera suivi par ses successeurs qui vont agir avec beaucoup de patience, avec pragmatisme. On voit dans l'attitude des rois beaucoup d'humilité. Les rois ne vont pas oser intervenir dans le domaine de la coutume car ils ne voulaient pas de révolte. Le peuple était hostile à la loi venue d'en haut. La coutume va peu à peu se substituer à la loi du roi. Les sujets vont défendre la coutume. Le roi continuera au XVIIème siècle à tenter quelques intrusions, mais il restera très timide. Il n'interviendra que très peu dans ce domaine du droit privé qui appartenait à la coutume. Au XVIIème siècle, on aura les grandes ordonnances de Louis XIV mais celles-ci concernaient le droit pénal, la procédure de justice. Avec le XVIIème siècle, ces interventions seront un peu plus nombreuses. Louis XV, avec le chancelier d'Aguesseau, interviendra dans le domaine du droit privé. On aura des ordonnances qui seront presque des ordonnances de codification données par Louis XV. Ces interventions susciteront les oppositions des sujets du roi de France et certaines provinces n'appliqueront pas certaines ordonnances royales. Par ces oppositions on voit toute la retenue du roi qui ne veut pas bousculer la vraie loi civile des Français. La volonté du roi était très bousculée. Les lois les plus nombreuses, les intrusions les plus nombreuses de la part du roi de France se font dans les matières qui étaient à la limite du droit public et du droit privé. On a toutes les matières de procédure. Procédure qui relevait du droit privé, mais qui selon les juristes relevait du roi car elle venait assurer le bon fonctionnement de la justice. On aura aussi la matière du droit criminel car elle se fondait sur l'intervention du ministère public, il pouvait ouvrir une affaire, il représentait le roi. Au XVIIIème siècle, le chancelier d'Aguesseau fera quelques réformes qui concernaient le droit privé, notamment sur le testament. Il ne dira pas que c'était une intervention royale mais une tentative d'unification des solutions jurisprudentielles et coutumières. Il sera très habile. D'Aguesseau refusait d'empiéter sur le droit coutumier dans la présentation et le préambule de ces ordonnances. C'est dans ces domaines que la loi du roi pourra accomplir de véritables progrès. Ailleurs, le roi ne pourra pas intervenir. La législation durant l'Ancien Régime a un peu progressé. Ces progrès sont timides, tardifs. Il faudra attendre le règne de Louis XVI. Face à tous ces progrès on peut se demander comment le roi a exercé cette puissance législative.

## **B) L'exercice de la puissance législative**

La procédure législative comporte quelque grandes étapes. Ces grandes étapes montrent que le roi ne faisait pas la loi tout seul. Le pouvoir de faire la loi était largement partagé. Ce partage montre que le roi d'Ancien Régime continuait à gouverner selon le principe du gouvernement à grand conseil.

**Première étape :** L'initiative de la loi Théoriquement cette initiative appartient au roi et au roi tout seul. La réalité est complètement différente. Cette réalité laisse entrevoir un véritable conseil autour du roi. Le roi n'agissait jamais seul, il s'entourait des meilleurs juristes, des conseils les plus surs, cela dans le respect de la tradition du gouvernement à grand conseil. Ce gouvernement nécessitait les interventions de la sanior pax, la part la plus saine du royaume. En fait, l'initiative des textes revenait souvent au ministre, au chancelier, au secrétaire. On peut rappeler les grandes interventions de Sully, de Colbert, de d'Aguesseau, de Michel de l'Hospital. Les sujets du royaume pouvaient également avoir l'initiative. Parmi les corps il y avait les villes, tous les corps de métier, qui pouvaient avoir l'initiative législative. Les sujets, les corps, les villes pouvaient présenter des doléances qui pouvaient stimuler l'initiative des ordonnances. Ces interventions des sujets se

faisaient de plus en plus rares avec l'Ancien Régime. Ces doléances vont devenir de plus en plus rares. On aura aussi l'intervention dans le domaine législatif des États généraux. Ils vont jouer un rôle plus important dans ce domaine de l'initiative législative. Les États généraux rassemblaient les représentants des trois ordres de la nation : le clergé (oratores), la noblesse (bellatores), le tiers État (laboratores). Les États généraux contenaient ces trois ordres. Ils devaient présenter des cahiers de doléances qui venaient présenter les abus, les excès. Les États vont proposer des réformes. Ces cahiers de doléances seront très utiles pour le roi de France car ils vont livrer un tableau très précis de l'État du royaume, des bonheurs et des malheurs de la France. Ils vont dire l'état d'esprit public. Face à ces doléances le roi était libre. Ces cahiers de doléances contenaient des contradictions. Le roi ne répondait pas toujours aux doléances. Cependant, pendant les temps de crises (comme au XVIème), les États généraux vont intensifier leur pression. Plusieurs ordonnances seront prises à la suite de leurs plaintes. On peut apercevoir la pratique populaire des États généraux. Le peuple de France était écouté, représenté. Les rois vont souvent être malmenés par les États généraux, à partir de 1614, le roi va comprendre sa faiblesse et les exagérations des États généraux. Les États généraux ne seront plus convoqués. Il faudra attendre le 8 août 1788 pour avoir la dernière convocation des états généraux qui sera de la part du roi un cri de désespoir qui va emporter la monarchie.

**Deuxième étape :** La rédaction des coutumes Cette attitude d'ouverture du roi législateur aux initiatives et aux doléances sera observée au moment des rédactions. On n'assiste pas à une œuvre personnelle du roi, c'est plutôt l'œuvre de son Conseil. Les textes les plus importants font toujours l'objet d'une très grande concertation. La rédaction incombait au chancelier qui était chef de la justice. A partir du XVIème, se sera le contrôleur général qui rédigera les grandes ordonnances. Parfois pour cette étape de la rédaction une commission était réunie. Elle rassemblait des magistrats qui étaient de bons juristes, des conseillers du roi, des conseillers d'État. Il y avait aussi des notables, des grands, des princes qui étaient connus pour leurs grandes compétences. Ces commissions procédaient à une réflexion, et à une première rédaction. Ces commissions prenaient en compte le contexte local, les difficultés locales, le contexte du royaume. Il y eut des commissions réunies pendant le règne de Louis XIV. On a aussi eu des ordonnances préparées par d'Aguesseau. Ces commissions préparaient le travail de rédaction, elles livraient des avis qui étaient lus attentivement avant la rédaction finale des réformes. Avec de telles réunions de commissions, les lois du roi étaient enregistrées beaucoup plus facilement par les cours souveraines.

**Dernière étape :** La vérification C'est souvent la plus douloureuse pour le roi de France. Dans l'ancienne France, même si tous les pouvoirs étaient confondus, on pouvait distinguer parmi les actes du roi ceux qui relevaient du domaine réglementaire et ceux qui relevaient du domaine législatif. Les premiers étaient simplement signés. Ils s'agissait de règlements, d'arrêts du Conseil du roi. Ces actes ne subissaient pas un contrôle, ils étaient expédiés directement par le secrétaire d'État qui devait en surveiller l'exécution. Les seconds, à portée législative étaient plus importants, plus regardés. Ils étaient expédiés sous la forme de lettre patente. Ils étaient désignés sous le nom d'ordonnance, d'édit, de déclaration. On les appelait lettre patente parce qu'il s'agissait de lettre publique, ce lettre ouverte, à la différence des lettres de cachets. Elles étaient envoyées à la chancellerie pour la position du sceau, le chancelier devait vérifier ces actes, les enregistrer, les relire avant de poser le sceau. Ces actes étaient ensuite expédiés au cours souveraines qui devaient les vérifier et les enregistrer. On a une double vérification exercée sur ses actes législatifs. Le chancelier devait vérifier la conformité du texte avec la législation du royaume. Si le texte était conforme, il était scellé du sceau royal et on devait l'expédier aux cours souveraines. Si le texte n'était pas conforme, le chancelier pouvait refuser d'apposer le sceau. L'acte envoyé par le Conseil du roi était considéré comme inexistant. L'acte était une nouvelle fois examiné, il pouvait être au moment de cette deuxième vérification imposé par le roi. Si le chancelier persistait, un véritable conflit pouvait s'ouvrir entre le roi et son chancelier. Il pouvait être très grave et conduire à l'exil du chancelier.

Après cette vérification par le chancelier, venait la **dernière étape de la publication** qui était très difficile. Cette étape était très importante car dans l'Ancien Régime il n'y avait pas de moyen de communication, mais les actes devaient être connus. Cette publication était assurée par les cours souveraines qui transmettaient ces actes royaux aux justices inférieures et aux autres institutions. Au départ cette publication n'était qu'une simple formalité. C'était une simple opération matérielle qui visait à la conservation des actes royaux et à les faire connaître par les populations. Or, cette procédure d'enregistrement va devenir un prétexte pour faire une vérification. Cette vérification va devenir une vérification politique. Les cours vont vérifier si l'acte était bien conforme au droit. De cette vérification, les justices vont en tirer beaucoup de pouvoir. Etienne Pasquier dira au début du XVII<sup>ème</sup> siècle que « Les justices étaient devenues le principal retenail du roi », c'est-à-dire le principal frein. Au départ, le roi va laisser faire car pour lui c'était très utile de recueillir l'avis de ces juristes, des palais de justice, des praticiens du droit. Les praticiens du droit délivraient leurs avis, leurs conseils sous la forme « De très respectueuses remontrances ». Ces remontrances devaient rester secrètes. Il s'agissait d'une correspondance entre les cours souveraines, les juges et le roi. Au départ il ne s'agissait que de simples avis techniques qui relevaient de cette aide judiciaire que les praticiens du droit exerçaient. Le roi était libre face à ces conseils, la volonté du roi restait souveraine face à ces cours. Lors des grandes agitations du XVI<sup>ème</sup>, les cours souveraines vont user et abuser de leur droit de remontrance (ces cours étaient appelées souveraines car elles jugeaient en dernier ressort et non pas parce qu'elles participaient à la procédure législative). Ces cours vont prétendre être les conseillers privilégiés du roi et même les représentants de la nation. Ces cours de justices vont s'ériger en véritable contre-pouvoir, davantage pour protéger leurs intérêts, leurs particularismes, que par fidélité au roi. Ce contrôle qui au départ ne liait pas le roi, devait devenir une condition indispensable pour donner force exécutoire aux ordonnances royales. C'était une façon pour les juges de participer au gouvernement, de bloquer la législation royale et d'organiser une lutte politique. Cette prérogative d'enregistrement et de remontrance freinera la modernisation de l'État, l'unification du droit. Les cours souveraines vont défendre les particularismes locaux, leur jurisprudence. Ces cours, souvent refuseront l'enregistrement d'une ordonnance. Alors elles adresseront au roi des remontrances dans lesquelles toutes les critiques pouvaient être soulevées.

→ Le roi pouvait suivre les observations et le texte était amendé. Lorsque le texte repartait devant les cours souveraines, le texte passait sans aucune difficulté. Cette solution était une solution très fréquente. Souvent, le roi redoutait les affrontements avec les cours souveraines, il préférait la voie de la négociation, de la modération. Cela montre la faiblesse du roi qui évitait les chocs avec les cours souveraines, et qui préférait abandonner la partie. Le roi n'avait pas véritablement les moyens d'une politique de puissance absolue. Avec cette modération, on s'éloigne de cette vision despotique de la monarchie qui sera donnée par les révolutionnaires.

→ En revanche, si le monarque choisissait la voie de l'affrontement, si le roi estimait que les remontrances n'étaient pas fondées, il pouvait passer outre et ordonner l'enregistrement. Le roi adressait au cour des lettres de jussions (jubere : ordonner), pour obtenir obéissance. Les parlementaires pouvaient s'obstiner dans leur opposition et ils pouvaient refuser une seconde fois l'enregistrement. Ils envoyaient au roi des lettres appelées les itératives remontrances. Ces remontrances provoquaient souvent de la part du roi l'envoi de nouvelles lettres de jussion. Ce jeu de navette pouvait en apparence durer. Mais, en parallèle, se tenaient des négociations. Le roi n'avait pas intérêt de rompre avec ses magistrats et inversement. Ces négociations, la plupart du temps, aboutissaient à une solution de compromis. Or, la négociation pouvait échouer au compromis. Le royaume pouvait alors faire un coup de force, venir à bout de ces résistances.

Il y avait deux solutions qui se présentaient :

- Les parlements s'inclinaient, ce qui avec le temps deviendra de plus en plus rare, les justices disaient qu'elles enregistraient « de l'exprès commandement du roi ».
- L'autre solution était la plus dure, les justices ne se soumettaient pas et préparaient un affrontement avec le roi. Ce procédé d'affrontement devait forcer le roi à aller lui-même enregistrer le texte. C'était le procédé de l'enregistrement forcé. C'est l'ultime solution. C'est la procédure du lit de justice. Ce procédé n'était employé qu'à l'égard des parlements, et surtout le Parlement de Paris.
- Le roi en personne se déplaçait et il venait au

Parlement. Il prenait place sur un trône situé dans un angle de la grande chambre, il s'asseyait sur un large coussin, ce trône était placé sous un dais recouvert d'un tissu brodé de fleurs de lys en or. La seule présence du roi en son Parlement suspendait la délégation de la justice accordée aux juges. Les juges redevenaient de simples auxiliaires du roi et devaient alors se soumettre. Ils perdaient leur souveraineté judiciaire. Le roi venait au Parlement et il ordonnait lui-même au greffier de procéder à l'enregistrement. Le procédé était très simple, le greffier enregistrait, s'exécutait.

- En mars 1766, il y eut un très grand conflit entre le roi et le Parlement de Paris. Louis XV va se rendre au Parlement de Paris, il va y avoir la séance de la flagellation il va faire une leçon aux parlementaires de Paris qui menaçaient le roi, il dit : « C'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif, sans dépendance et sans partage ». Au terme du lit de justice, de l'enregistrement, l'ordonnance devenait exécutoire.

- Très tôt, dès les commencements de l'époque moderne, les parlementaires vont prendre l'habitude de chahuter le roi. Dans leurs ambitions qui étaient démesurées, les magistrats ne vont pas se contenter du pouvoir judiciaire. Ils vont dévier d'un contrôle de légalité à un contrôle d'opportunité qui va leur donner un pouvoir très important. Ce conflit devait durer plus de 300 ans. Ce conflit devait entraver la modernisation de la monarchie, il devait entraîner la monarchie dans les voies de la Révolution.

### TITRE 3 : LA JUSTICE DURANT L'ANCIEN RÉGIME

Sous l'Ancien Régime comme au Moyen Age, la justice n'était pas un corps simple, elle était donnée par différentes autorités. Le roi apparaissait toujours comme la source de la justice, la fontaine de justice : fons justitiae. Lors de la cérémonie du sacre, le roi recevait la main de justice, qui était le signe éclatant de la dette de justice. Le roi était débiteur de justice. Ce principe d'un roi fontaine de justice, d'un roi source de justice, se voulait incontesté et incontestable. On aura alors l'allégorie d'un arbre de justice, très ramifié, avec de très nombreuses branches, qui signifiait toutes les complexités de la justice royale. La souveraineté royale, le roi, était la racine de cet arbre. On aura ici l'image d'une justice du roi comme un fleuve majestueux. Cette image sera donnée par Charles Loyseau. Dans ces écrits il va donner des allégories qui diront l'ampleur de la justice et se moqueront de cette ampleur. Par rapport à ce fleuve de justice, il y aura de sa part une critique, il parlera d'une série de cascades de justice, qui, « De chutes en chutes traîne les plaideurs dans une gouffre dont très peu ont le bonheur de ne pas être engloutis ». Or, à la fin de l'Ancien Régime et en dépit des principes affirmés, l'État n'arrivait plus à contrôler ce fleuve de justice, le déploiement de cet arbre de justice. L'État n'avait plus le monopole de la justice. Les justices étaient toujours concédées aux seigneurs. Il y a également les justices d'églises. Ces justices concurrentes durant l'Ancien Régime paraissaient en perte de vitesse par rapport à la justice royale rendue par des agents du roi. Mais au XVIIIème il y aura une résurgence d'une justice féodale. A la moitié du XVIIIème siècle, les registres de justice seigneuriales sont très fins. En revanche vers 1750, ces registres seront très épais, ce qui montre la réaction seigneuriale. Et la plupart du temps au XVIIIème siècle, on va voir ces juges qui s'occupent d'affaires d'injure. Les justices seigneuriales vont défendre cette masse de procès. La justice royale va avoir de nombreux agents qui vont recevoir une justice déléguée de la part du roi. Cette justice déléguée complétait la justice retenue du roi qui s'exprimait par une maxime « L'ombre de la justice du roi qui planait ».

#### Chapitre 1 : La justice déléguée

Pour les affaires courantes, pour l'exercice quotidien de la justice, **le roi déléguait son pouvoir judiciaire**. Il n'y a **pas de séparation des pouvoirs** durant l'Ancien Régime. Les pouvoirs sont placés entre les mains du roi. Le roi déléguait son pouvoir judiciaire à ses juges qui le représentaient en permanence. La justice comprenait deux ordres de juridictions :

- Les **juridictions de droit commun** qui vont être appelées par le juriste Guyot qui a écrit un répertoire, « les sièges royaux ordinaires » ;
- Les **juridictions d'exception** qui étaient appelées par Guyot « les sièges royaux d'attribution ».

Là on a l'impression que tout est simple. C'est faux. Ces justices déléguées vont avoir des **compétences très compliquées**, très enchevêtrées. On peut donner l'exemple ici **d'Aras**. Il y avait **15 juridictions** dans cette ville. Dans ces justices siégeaient **60 juges**. La justice déléguée était très compliquée à cause de son histoire, elle s'était construite au fil des années par vagues successives. Le roi avait entassé les institutions judiciaires les unes sur les autres **sans aucun plan d'ensemble**, sans supprimer les plus anciennes. Il va procéder par sédimentation institutionnelle. Cela va donner une impression de grand bazar judiciaire. Il était impossible de dresser une carte exhaustive des justices du royaume car la confusion était immense. On va simplifier. Ces justices déléguées de droit commun formaient une hiérarchie de trois degrés : les prévôtés, les bailliages et les parlements. Ces justices de droit commun rendaient une justice civile, pénale et de police. Ces juges recevaient une délégation générale

## **SECTION I : LES JUSTICES INFÉRIEURES**

### **PARAGRAPHE I-Les prévôtés**

A la base, il y avait les prévôtés qui étaient de **petits tribunaux** auxquels s'adressaient le plus souvent les plaideurs. Elles étaient très nombreuses (+ de 2000). Elles jouaient un petit rôle mais irremplaçable. Elles étaient **susceptibles d'appel**.

Leurs compétences concernaient les **causes simples, civiles et criminelles** qui concernaient les **roturiers**. C'est prévôtés étaient juges d'appel des justices seigneuriales. Elles se plaçaient au-dessus des justices seigneuriales.

Afin de simplifier cette hiérarchie judiciaire compliquée, la royauté va essayer en **1561 de supprimer ces prévôtés** dans les villes où il y avait déjà une sénéchaussée ou un bailliage. Or, cette volonté de simplification de la part de la royauté **fut mal appliquée**. Les prévôtés ne seront pas supprimés.

Il faudra attendre un **édit de 1749** donné par le chancelier d'Aguesseau pour voir la suppression de ces prévôtés dans les sièges déjà occupés par des sénéchaussées et des bailliages. Ces petites justices préfiguraient les petites justices de paix qui vont être instaurées au XIXème.

### **PARAGRAPHE II-Les tribunaux de bailliage ou de sénéchaussées**

Au-dessus des prévôtés se trouvaient les **tribunaux de bailliages ou de sénéchaussées**. A la veille de la Révolution il y avait plus de **400 bailliages** ou sénéchaussées. Ils tiennent un rôle très important. Leur place sera d'autant plus importante que les prévôtés avaient connu un déclin.

**Depuis le XIVème siècle, les tribunaux ne sont plus tenus par des baillis ou des sénéchaux.** Il y a tout un personnel judiciaire qui a été mis en place. Les baillis et les sénéchaux ont été **remplacés par des lieutenants**. Toutefois, **jusqu'à la Révolution on aura toujours la même formule qui ouvre le jugement : « Mr. le baillis ordonne ».**

Au XVIème siècle, une ordonnance de **1523** institue un **lieutenant criminel** qui doit connaître des crimes, délits et offenses. Par conséquent ce lieutenant aura un rôle très proche de celui du lieutenant civil. Puis, avec le jeu de la vénalité des offices, avec le nombre de charges fut augmenté.

Il existera alors 2 degrés parmi ces juridictions.

- Au chef-lieu du ressort se trouve le bailliage principal où siégeait le lieutenant général.
- Dans le ressort il y aura trois ou quatre bailliages secondaires présidés par des lieutenants particuliers.

La compétence de ces juridictions sera fixée par l'édit de Crémieux de **1536** qui ne fait que répéter ce qui se passait auparavant. Ces sièges connaissaient en première instance des cas royaux, des causes privilégiées (causes des nobles) et des causes bénéficiaire (cause ecclésiastique). On s'aperçoit de l'ampleur du gallicanisme.

Par un édit de **1552**, Henri II va bousculer cette organisation, il va essayer de simplifier. Il va qualifier de sièges présidiaux une 60 de bailliages et de sénéchaussées parmi les plus importants. Il va créer une autre hiérarchie. On va avoir un autre degré dans cet arbre judiciaire. Ces présidiaux devaient juger en dernier ressort des affaires de faibles valeurs qui encombraient les parlements. C'était une façon pour le roi de mettre un terme aux abus des gens de loi qui poussaient les plaideurs à être encore plus procédurier. Pour ces petites affaires on pouvait arriver jusqu'au Parlement. Les plaideurs vont être limités par cet édit de 1552. Ce n'est pas cet édit qui va calmer cet esprit procédurier. Cette réforme de 1552 fut un véritable échec pour le roi. Cet édit suscitera des jalousies des autres juridictions qui se verront privées des épices, privées d'affaires.

Enfin, en 1788, une ultime réforme fut tentée par le chancelier Lamoignon. Elle venait élever tous les

bailliages au rang de présidiaux. Cette réforme instituait sous le nom de grand bailliage une quarantaine de tribunaux d'appel. Cette réforme qui sera appelée la réforme de la dernière chance, fut très mal comprise et se heurta à l'opposition des juges.

Cette réforme s'opposa à la grogne des parlementaires car ces cours d'appel devenaient des rivales très dangereuses. Cette réforme fut mise en place en juin 1788. Très vite les États généraux furent convoqués le 8 août 1788, ce qui stoppera cette réforme.

## **SECTION II : LA JUSTICE SOUVERAINE**

### **PARAGRAPHE I-Les parlements**

Il y a un dernier degré de juridiction, les justices souveraines : **les parlements**. Le Parlement de Paris qui s'appelait au départ la **curia in parlamento**, qui s'était détachée de la cour du roi, de la curia regis, avec le XIIIème était devenue la grande institution chargée de rendre la justice en dernier ressort.

Avec le temps l'organisation interne du Parlement devait se perfectionner. Son travail sera distribué en plusieurs chambres. La plus belle chambre sera la grand chambre, chambre où le roi tenait son lit de justice. Il y aura la **chambre des appels**, la **chambre des premiers et derniers ressorts**, la chambre des **enquêtes** et la chambre des **requêtes**.

Enfin, par une ordonnance de **1515** fut ajoutée une **chambre pénale** : la **tournelle criminelle** qui s'occupera des grandes affaires criminelles. Cette chambre pouvait prononcer des condamnations très graves, des condamnations à mort. La **tournelle n'avait pas de personnel particulier**, les magistrats y siégeaient à tour de rôle, par roulement, pour éviter que les juges ne s'endurcissent par la pratique continue du droit criminel. L'ordonnance de **1515** le dit de façon très nette : « Parce que l'accoutumance altère la douceur naturelle du juge et le rend cruel et inhumain ».

A partir du **XVème siècle**, avec l'élargissement du royaume de France, le roi va devoir **créer de nouveaux parlements**. On aura au XVIème siècle un total de **13 parlements**, auxquels il va falloir ajouter **4 conseils supérieurs**. Ces conseils étaient installés en marge du royaume, en **Artois**, en **Alsace**, en **Roussillon**, en **Corse**. Les parlements et ces conseils seront des **cours souveraines**. Ils représentaient le **dernier ressort** de la justice déléguée. Ces parlements avaient des territoires tout à fait inégaux.

L'organisation de ces justices **reproduisait l'organisation du Parlement de Paris**. On retrouvait la **même division en chambre**, la **même composition**. Les personnels seront des officiers. Il y avait un **Premier président** qui était le chef de la Cour. Puis il y aura **les présidents à mortier**, et **les conseillers**. Ces magistrats portaient la **longue robe rouge** qui signifiait la **souveraineté** de la justice. Ces magistrats portaient la longue robe rouge parce qu'ils étaient « le vrai portrait de sa majesté ».

A côté de cette magistrature assise, il y avait les **gens du roi qui représentaient le ministère public** constitué d'un **procureur général** qui représentait des **réquisitions écrites** dans un sens prescrit par le chancelier. Ce procureur général était le **chef du parquet**. Ce procureur était entouré de **deux avocats généraux** qui étaient libres dans leurs conclusions, d'où l'adage : « La plume est servie mais la parole est libre ». Il y aura des disputes avec les avocats généraux qui souvent disaient que c'était eux qui dominaient le parquet.

Les parlements ont des **compétences judiciaires**. Ils sont des **juges d'appel** des juridictions **royales inférieures** et de **quelques tribunaux d'exception**. Certaines affaires, en raison de leur importance, leurs étaient déférées en première et dernière instance. Il s'agissait des affaires qui concernaient le **domaine de la**

**couronne**, certaines personnes comme les **membres de la famille royale**, les ducs, les pères, les grands officiers. Les **arrêts** rendus par les parlements **étaient définitifs**. Ils ne pouvaient être cassés que par le Conseil du roi en cas d'erreur de droit.

Les parlements exerçaient aussi des **compétences extrajudiciaires**. On classe sous cette rubrique deux activités inconcevables en régime de séparation des pouvoirs : la possibilité de rendre des arrêts de règlement et l'enregistrement des lois.

Par les **arrêts de règlement**, les parlements exerçaient un **pouvoir normatif**. Par l'enregistrement des lettres royaux, patentes, les parlements participaient à la puissance législative du roi, puissance qui devait déborder en intrusion politique dans la fonction royale.

Le **Parlement de Paris** devait **animer toutes les oppositions politiques de l'Ancien Régime**. Le parlement en province venait chahuter le roi, c'était le **parlement de Toulouse**, qui entrera souvent en **concurrence avec les juges parisiens**, en leur reprochant de toujours **imposer leur conduite** aux autres parlementaires, les considérant comme une **épidémie**. Au moment de la Révolution, les parlementaires vont être durement frappés par les tribunaux révolutionnaires. Le **Parlement de Paris va perdre sur l'échafaud la moitié de ses membres**. Les populations qui souvent les applaudissaient, ne les regretteront pas.

### **SECTION III : LES JUSTICES DÉLÉGUÉES D'ATTRIBUTION**

#### **PARAGRAPHE I : Justices dites d'attribution.**

Les **justices extraordinaires, dites justices d'attribution** (d'après Charles Loyseau), étaient spécialisées dans les différends professionnels et administratifs et n'avaient qu'une **compétence d'attribution**. La raison d'être de ces justices d'attribution c'est le **respect de la vieille tradition coutumière de la justice rendue par ses pairs**. C'est **l'Église** qui a été la première à utiliser cette règle et qui a institué le **privilege de clergie**, du for. Les clercs n'étaient jugés que par des cours ecclésiastiques sauf dans le cas de crime par le sang car « l'Église ne peut pas faire couler le sang ».

Dans la société laïque, cette règle de jugement par les paires sera **appliquée au gens de métier**, aux professionnels lorsque les **litiges étaient liés à la profession**, à l'exercice du métier. On aura toute une série de différends qui seront jugés : la **concurrence déloyale**, la **contrefaçon**, les **fraudes** sur le travail, sur la marchandise, sur le travail de nuit. Ces cas relevaient en premier ressort des jurandes, des justices professionnelles.

En matière de **commerce**, on aura une organisation identique, ce même modèle qui sera suivi et donnera **naissance aux juges et consuls**. On aura les chambres des consuls qui sont les ancêtres des tribunaux de commerce.

En matière **administrative**, on aura également une **règle coutumière** qui se formera et qui se rapproche, « Toute justice sera juge du contentieux qui peut résulter de leurs activités ». Cette règle s'explique par l'accroissement des affaires, par leur technicité, par la spécialisation du droit.

Cette tradition du jugement par les pairs répondait aux **mentalités d'une société qui était habituée à classer les sujets par catégorie**. On a un goût pour l'ordre dans l'Ancien Régime.

A cause de la **vénalité**, les juges vont être de **plus en plus nombreux pour essayer de traiter ce contentieux administratif** et pour répondre à toutes les difficultés administratives et financières de la monarchie. Les juridictions administratives vont se multiplier et vont **rendre très compliquée l'arbre judiciaire** de l'Ancien Régime. Il y aura une **multiplication des conflits de juges**.



## **PARAGRAPHE II : La justice des prévôts des maréchaux**

### Gendarmerie

A l'origine, qu'un prévôt pour maintenir la justice dans les armées. C'était un officier militaire qui exerçait une justice temporaire au nom des maréchaux de France.

Il exerçait des fonctions de police qui constituaient à l'éloignement de tous les marginaux qui les suivaient.

Pendant la Guerre de 100 ans(14/15e), justice importante. Elle va être déléguée en province. Fut établi à ce moment-là à côté du bailli et des sénéchaussées des prévôts particuliers et étend la compétence aux vagabonds et aux voleurs de grands chemins. Ils vont être appelés les gens d'armes. Charles 9 va définir une liste de compétences et des cas prévôtaux. Délits commis par les militaires, par les vagabonds, ceux sans aveux, par les récidivistes "qui étaient bannis et qui étaient essorillés" (oreille coupée).

Faisait parti de ces cas les crimes de fausse monnaie, comme les sacrilèges avec effraction et agressions avec port d'arme.

La compétence de ces juges était double. Il fallait punir les criminels "gibiers des prévôts". C'était une justice rapide et expéditive. Ils jugeaient sans appel et sommairement.

L'ordonnance va essayer de régulariser les pratiques féodales en les soumettant au contrôle des présidiaux.

Cela va apparaître comme une justice et police des campagnes puisque les prévôts des maréchaux n'étaient pas compétents dans les villes.

La justice était de terreur et terrorisait les populations.

Les sentences étaient exécutoires sur le champ et cela était pour impressionner. Ces abus vont créer une mauvaise réputation et le roi va essayer d'améliorer cette justice.

1731 réforme : qui va diminuer les conflits avec la justice ordinaire. La juridiction va devenir une police et de moins en moins une justice et deviendront une police.

Au 18e siècle, recours de la justice prévôtale quand il fallait rendre énergique les autres juridictions. Gros progrès de faits avec succès de la réforme. Cahiers de doléances rédigeaient en 1789 qui ne demanderont pas l'arrêt de ces prévôts

## **Chapitre 2 : La justice retenue**

La souveraineté du roi en matière de justice exigeait que le roi resta **maître de la justice** pour juger qui il voulait, quand il voulait, comme il le voulait. Cette volonté de maîtrise de la justice, de retenir la justice est définie par **Louis XIII** qui va donner une réplique claire « **C'est une erreur grossière que de s'imaginer que je n'ai pas le droit de juger qui bon me semble, où il me plaît** ». En disant cela, Louis XIII expliquait son **rôle de roi débiteur de justice**. Le roi était fontaine de justice, **source de justice**, fons justiciae. Il pouvait retenir le **droit de juger**. Il pouvait arrêter toute justice déléguée.

Ainsi tous les rois ont rendu pendant leur règne personnellement la justice de **manière occasionnelle**. Parfois le roi pouvait juger de façon expéditive, sans aucune forme. C'était un **exercice de la justice retenue**. Ce fut le cas **d'Henri III qui condamna à mort et exécuta le Duc de Guise** qui rêvait d'être roi à sa place. Ainsi, Henri III le condamnera. Par cette condamnation, Henri III exerçait son droit de justice retenue. Il sera exécuté pour crime de haute trahison.

Le roi pouvait exécuter de façon expéditive. Il pouvait aussi rentrer dans un tribunal, juger dans un tribunal en personne à la place de son juge délégué, à la place des parlementaires. Louis XIV explique cela : « **Entre Dieu, moi et la justice, il n'y a point de loi** ». Le roi peut tout à fait juger à la place de ses magistrats. Par exemple, souvent Louis XIV se rendait à l'auditoire du prévôt de son autel et il remplaçait le prévôt, le lieutenant et prononçait lui-même la sentence. Cette justice personnelle étonne tellement on est habitué à une séparation des pouvoirs.

Ainsi il y aura cet adage qui viendra exprimer cette justice retenue : « **La venue du roi arrête le juge** ». Le roi de manière exceptionnelle rend la justice de façon **personnelle**. On l'a vu avec Henri III, et l'exécution de Concini sur les ordres de Louis XIII. Ces voies de la justice personnelles sont tout de même très rares. On a peu d'exécutions sur les ordres du roi. La justice personnelle du roi a comme grande voie la justice par lettre du roi. Ce sera des lettres de cachets. Il y a aura aussi la justice par le Conseil du roi, et encore les jugements par les commissaires

### **SECTION I : LA JUSTICE PAR LETTRES ROYALES**

Il s'agissait **d'ordres ponctuels** adressés par le roi sous la **forme de lettres** et ces ordres s'adressaient aux **autorités publiques** qui étaient tenues par ces lettres. Le roi exerçait sa justice retenue, il intervenait dans la **Cour de justice déléguée**. Ces lettres englobaient les actes les plus divers. Il pouvait s'agir de **lettres de grâce** ou de **lettres d'enfermement (lettres de cachet)**.

Les lettres de grâce permettaient au roi d'exercer une **justice gracieuse**. Le roi pouvait intervenir dans la Cour de justice pour **supprimer** ou **réduire** une **peine**. Ces lettres venaient dire la clémence du roi. Cette clémence du roi existait déjà dans le droit romain. Ces lettres tenaient aussi de la **justice chrétienne**, de la clémence, de la **clémence du roi**. Ces lettres étaient très **fréquentes**.

Selon l'ordonnance criminelle de **1670**, il s'agissait « de lettres d'abolition, de rémission, de pardon, de rappel de bans, de rappel de galère, de lettres de commutation de peine ou de lettres de réhabilitation contre un justiciable mal jugé qui devait être réhabilité ». Toutes ces mesures qui sont énumérées dans **l'ordonnance de 1670** avaient la même finalité, elles étaient là pour **réduire la rigueur de la justice déléguée**. Ces rigueurs ne pouvaient pas être atténuées par les juges. En **cas d'homicide, seul le roi pouvait excuser**. Cette part des juges avait aussi été distinguée par le droit romain. Les juges devaient appliquer la loi, le droit, ils ne pouvaient pas excuser. L'ordonnance royale disait : « Tout homme qui tue est digne de mort s'il n'a lettre du prince ». La distinction des rôles est ici très nette. Une véritable répartition des parts se faisait. **Au juge revient l'application stricte de la loi, la sévérité, la rigueur. Au roi revient la miséricorde, la clémence, le droit de faire grâce qui dit toute la puissance du roi, la fine pointe de la puissance royale.**

Ce droit de faire grâce devient donc l'expression ultime de la souveraineté royale. Pour le roi très chrétien, ce droit de faire grâce est le reflet de la toute-puissance de Dieu qui est miséricordieux.

Si le roi n'utilise pas le droit de faire grâce, **il n'utilise pas de la plénitude de la souveraineté**. Par ce droit de grâce, les rois de France disaient que leur souveraineté venait directement de Dieu sans passer par Rome. C'était le chef de l'église gallicane. Durant tout l'Ancien Régime, l'Europe va regarder ce que fait la France par rapport à Rome. La France a dit son indépendance par rapport à Rome tout en restant catholique.

Le roi de France est un roi qui fait grâce, qui use de sa souveraineté. Les rois de France vont largement utiliser ce droit de grâce, **toute occasion était bonne de montrer sa souveraineté, son indépendance de Rome**. Par exemple, le **sacre** était une bonne occasion. C'était un moment du **pardon**. C'était l'occasion de montrer que le roi de France était **l'élu direct de Dieu**. Pour le **sacre de Louis XIV, plus de 4000 prisonniers ont été amenés à Reims pour être graciés**. Également, le moment de la naissance du dauphin est un temps de grâce, le mariage des enfants de France est un temps de grâce, les entrées du roi dans les bonnes villes (catholiques) étaient un moment de grâce.

Pour l'exercice de cette grâce royale, il n'y avait pas nécessité à suivre des formalités. Il pouvait y avoir des lettres, mais le roi peut aussi le faire **sans le biais des lettres**. Par exemple Louis XIV rencontre une chaîne de galériens qui supplient la grâce royale. Le roi les a graciés.

Il existait aussi les **lettres de cachet** qui avaient une **mauvaise réputation**. Elles se distinguaient des lettres patentes, ouvertes, revêtues du sceau de l'État, elles contenaient des **dispositions générales**. Les lettres de cachet étaient des **lettres closes**, fermées d'un cachet de cire. Ces lettres ont été abondamment utilisées mais pour des usages très variés. Elles étaient données par exemple pour **convoquer un sujet à une séance du conseil du roi, pour** demander à un évêque de célébrer un Te Deum (à toi la gloire Dieu), pour prendre des mesures restrictives de liberté dans l'intérêt de l'État, et surtout des familles. Les familles vont beaucoup demander les lettres de cachet. On sollicitait une mesure administrative.

Durant ce règne de Louis XIV les lettres de cachet les plus nombreuses sont celles qui venaient ordonner **l'incarcération d'un individu**. Ce sera à partir du règne de Louis XIV que ces lettres vont devenir abondantes. Ces lettres étaient **adressées au responsable du centre de détention**, la formule était la suivante : « De par le roi, cher et bien aimé, nous vous mandons de recevoir en notre château de ..., le nommé ... et de l'y garder jusqu'à nouvel ordre de notre pape, car tel est notre plaisir ». C'est la volonté royale. À la fin des ordonnances on a écrit : « On a donné à ... le .... Louis roi de France ». Puis ensuite on aura la signature du secrétaire d'État qui signait pour le roi.

Ces lettres seront imprimées ce qui montre l'usage important qui s'en faisait. Cela montre la justice retenue du roi, la souveraineté du roi qui pouvait exercer la justice et qui précédait les juges ordinaires.

Par la suite ces lettres seront considérées comme **des actes de l'arbitraire royal** à la fin de l'Ancien Régime. Ceux qui critiquent ces lettres seront ceux qui les utiliseront le plus souvent, **la République des lettres**.

La royauté délivrait beaucoup moins de lettres de cachet qu'il n'en était demandé. Ces demandes n'étaient pas toutes exaucées par le roi. Ces lettres venaient des particuliers, de l'opinion qui par la suite critiquera cet usage, alors qu'elle le suscitait elle-même.

Il s'agissait surtout de **lettres sollicitées**. Ces lettres sollicitées se distinguaient des lettres **dues au propre mouvement du roi, des lettres dont le roi avait l'initiative qui étaient très rares**. Ces lettres dues au propre mouvement du roi étaient **des actes politiques, pour la sûreté du roi**. Ces actes étaient pris **contre des personnages politiques, de hautes personnalités** qui représentaient une **menace** pour le roi. L'un des grands exemples sera l'exemple **du masque de fer qui meurt à la Bastille en 1687**. Il a été enfermé sur lettre de cachet.

Ces lettres de cachet pouvaient également être envoyées par le roi contre des parlementaires. Au XVIIIème les parlementaires ne vont pas cesser de chahuter le roi. Ces parlementaires rebelles devaient être **éloignés**. Parfois, le roi décidait leur **enfermement**. Durant l'opposition parlementaire sous le règne de Louis XIII, les parlementaires vont s'emporter, faire grève, et vont même afficher un placard sur les portes du palais de justice : « **Palais à vendre, on avertit le public que le portail ne vaut rien, la grande chambre est sans lumière, le parquet est pourri** ». Le roi va alors faire arrêter par lettres de cachet les magistrats les plus virulents. Les autres seront envoyés en exil.

Les parlementaires seront souvent atteints par le roi avec cet usage des lettres des cachets. La République des lettres fut souvent touchée par les lettres de cachet. Mais très souvent, ces mesures d'emprisonnement prises contre les magistrats, les écrivains étaient là pour éviter les sentences très sévères des justices ordinaires. Il s'agissait d'actes de protection contre le scandale d'un procès public.

Il s'agissait d'actes de protection et de sanction pris à **l'encontre des littérateurs du XVIIIème siècle**. Cela montre toute l'ambiguïté qui s'était glissée entre la monarchie et les philosophes. La monarchie va protéger les philosophes.

Très souvent, ces lettres de cachet étaient là **pour protéger ou pour punir les littérateurs qui parfois allaient trop loin dans leur critique de la monarchie**. Ces lettres étaient souvent sollicitées par des écrivains jaloux. On a l'exemple de **Voltaire** qui a beaucoup écrit contre ces lettres mais il va souvent les solliciter contre des littérateurs parfois plus brillants que lui. On a l'affaire La **Beaumelle** qui avait eu du succès durant les années 1750-1755, auteur protestant qui avait ce mauvais goût d'avoir du succès. Il fera de l'ombre à Voltaire qui va s'acharner. La Beaumelle critiquera Voltaire qui se vengera. Il n'hésitera pas à solliciter une lettre de cachet. Il va faire **emprisonner** La Beaumelle à la Bastille. Voltaire va se justifier en disant que la critique est permise, mais que la critique injuste mérite un châtiment. Voltaire va continuer à embastiller. Il va multiplier ces demandes de lettres de cachet et serra lui-même **embastillé** pour des **pamphlets satiriques** lancés contre le régent en 1717 et 1726.

En **1746, ce sera au tour de Diderot** d'être enfermé au château de Vincennes. Diderot avait écrit une lettre pour les aveugles à l'usage de ceux qui voient. Il s'était moqué des yeux de la maîtresse du médecin du roi qui avait des yeux splendides, ce qui le fera embastiller.

Les prisonniers pouvaient embastiller largement, recevoir largement, ils étaient emprisonnés dans des lieux très plaisants. Les lettres sollicitées du roi pouvaient aussi être utilisées pour des questions de police et pour rétablir le bon ordre. Les lieutenants généraux de police sollicitaient fréquemment du roi des ordres d'incarcération pour aider des affaires qui méritaient un règlement urgent, sans tapage, c'était des affaires choquantes. Les lettres de cachets se faisaient un privilège pénal qui permettait d'échapper à l'infamie des prisons ordinaires. Ces lettres de cachet étaient utilisées pour régler des affaires de malversation, la folie, ... .

Voltaire, qui lui-même avait été embastillé, n'hésitera pas à signer une pétition des bourgeois de la rue de Vaugirard qui fut adressée au lieutenant de police pour faire enfermer une femme qui était appelée « la femme travers », qui avait très peu de style, tripière, qui scandalisait tout le quartier. A la fin de ses lettres, Voltaire écrivait « Écrasons l'infâme ». Cette pétition rapportait que « Cette marchande de tripes étaient ivrogne et paillard et qu'il fallait en débarrasser tout le quartier ». Cette femme ne comprenait pas les leçons données par les bourgeois qui n'arrivaient pas à la faire taire. Voltaire signera la pétition en insistant sur ce scandale des blasphèmes alors que lui aussi blasphémera en disant à la fin de ces lettres « Écrasons l'infâme ».

Ces lettres étaient sollicitées par le roi, les lieutenants de police, des groupes, mais aussi des particuliers pour régler des affaires familiales. Cela était justifié par l'honneur de la famille qu'il fallait sauver, par la puissance du père de famille sur son épouse. Ces lettres étaient le reflet d'une société où la famille restait maîtresse de la liberté de ses membres, et où le père était un véritable maître, l'image de la famille. Ces familles devaient surveiller les membres de la famille, les enfants, les femmes, les épouses et si besoin était, les enfermer.

Lorsque cette demande émanait des familles, il fallait une requête qui était présentée au lieutenant de police. Cette requête devait exposer les faits en détails. Cette lettre était ensuite transmise à Versailles par l'intendant qui faisait effectuer une enquête. L'enquête était selon les cas plus ou moins soignée. On pouvait interroger les voisins, le curé, les membres de la famille, pour s'assurer qu'on ne se débarrassait pas d'un membre de la famille pour un intérêt inavoué. Bien que cette pratique fût une mesure tout à fait arbitraire, on avait tout de même le souci de mener des enquêtes, du bien fondé des plaintes. Le seuil décisif au-delà duquel la lettre de cachet était accordée, le prétexte pour ouvrir l'accord de la lettre de cachet, c'était la sauvegarde l'honneur de la famille. Diverses raisons pouvaient être invoquées. Il pouvait s'agir de cas de libertinage, de délinquance, dépenses excessives, dilapidation de la fortune familiale, cas de mésalliance, ivrognerie, cas de folie, ... . On demandait ainsi au roi d'intervenir pour interner un aliéné afin suspendre le scandale familial. Face à ces demandes, la durée de détention par lettre de cachet pouvait être très variable, allant d'une semaine (simple leçon de quelques jours), à la perpétuité. Rarement, ces lettres étaient délivrées avec une précision de temps, « A temps ». La mention la plus fréquente était « Jusqu'à nouvel ordre », ce qui était conforme à l'esprit de la lettre de cachet qui impliquait le remord de l'enfermé, la fin du scandale, du danger, l'amendement. Cette fin était le préalable à la libération. Cependant, dans les faits, la libération des détenus par lettre de cachet reposait sur une demande formulée par ceux qui avait provoqué l'internement. Si la lettre était délivrée à la demande de familles, les frais de l'internement étaient assumés par les familles. Habituellement ces lettres qui entraînaient des dépenses étaient sollicitées par de belles familles, prestigieuses, qui pouvaient dépenser pour l'internement. Ces familles prestigieuses demandaient ces lettres de cachet pour éviter le scandale, pour éviter la publicité des procès et la folie laissée au plein jour. Toutefois, au XVIIIème siècle, ces lettres vont devenir de plus en plus nombreuses, elles descendront dans la hiérarchie sociale. Elles émaneront de familles de rangs de plus en plus modestes. A côté de cette banalisation des lettres de cachet, il y aura aussi des critiques de plus en plus fortes. Par la suite, il va y avoir une évolution. Les mères de famille vont essayer de se débarrasser par lettre de cachet des maris ivrognes et brutaux. Il y a une banalisation de la lettre de cachet. C'est beaucoup plus facile de faire interner une personne gênante. Ces lettres représentaient une institution qui était utile pour la société et pour la paix des familles. Souvent, il y aura cet usage des pères et des mères qui utiliseront ces lettres de cachet contre les conjoints et les enfants. Il y aura des exemples célèbres comme la mère du Marquis de Sale, qui mettra son fils à la Bastille. Il y aura aussi le fils de Mirabeau qui a beaucoup écrit et qui agaçaient farouchement son père. Il aura une vie de dépense de séduction, son père le surnommait le comte de la bourrasque, il lui interdira d'utiliser le nom de Mirabeau pour ne pas l'abîmer. A la veille de la Révolution les lettres de cachet vont être critiquées, les critiques vont être surtout nourries par les parlementaires car les parlementaires ne supportaient ces actes de la justice retenue des rois. Le roi leur prenait des affaires qui leur rapportaient des épices. Les parlementaires vont exagérer les critiques. Or, l'usage des lettres de cachets va être critiqué dans les cahiers de doléances. Très vite, dès les premiers temps de la Révolution, ces lettres seront abolies le 23 juin 1789. Cette abolition des lettres de cachet n'a pas suffi pour bousculer cette utilisation qui était exagérée. Ainsi, pour que les Français comprennent bien que ces lettres étaient mauvaises, les révolutionnaires vont insister, et entre toutes les dates possibles pour dire l'événement qui est la Révolution, on a choisi le 14 juillet. Ce jour-là est appelé la prise de la Bastille, qui était une prison où on retenait les internés par lettre de cachet. Les émeutiers qui ont pris la Bastille vont tout faire pour libérer ces internés. Ils ont délivré 5 criminels et 2 fous. Et discrètement dans les jours qui suivent ils ont été enfermés à nouveau. Après ces lettres de cachet, il faut évoquer un autre aspect de cette justice retenue.

## **SECTION II : LA JUSTICE RETENUE EXERCÉE PAR LE CONSEIL DU ROI**

Pour cette justice rendue par le Conseil du roi s'organisait une procédure toute à fait curieuse qui était appelée la **séance des placets**. Cette séance se tenait au **Conseil du roi**. Pendant cette séance, le roi recevait un par un les plaideurs qui avaient été **mal jugés**. Ces plaideurs lui remettaient un placet c'est-à-dire une **requête écrite par un avocat qui résumait l'affaire pour qu'elle puisse être présentée au roi**. Le roi n'examinait pas seul ces placets en raison du principe du gouvernement à grand Conseil. Le **roi était entouré par des maîtres des**

**requêtes de son Conseil** qui recevaient les placets. Ces maîtres des requêtes examinaient les placets et les instruisaient.

Ainsi par cette séance des placets, les **plaideurs avaient conservé l'habitude de s'en remettre à la source de la justice**. Ils allaient voir la **fons justitiae**, le **roi** et son **conseil**. Le Conseil du roi devient ainsi le cadre normal de l'exercice de cette justice retenue. Par conséquent les **compétences du Conseil vont devenir plus larges**, d'autant plus larges que les juges délégués vont entrer en lutte contre la monarchie. Le Conseil va intervenir de plusieurs façons.

Il va pouvoir d'abord évoquer des procès. Cette évocation des procès est apparue très tôt, au XIV<sup>ème</sup>. Par la suite, ces **évocations vont se pratiquer très couramment**, ce qui devait provoquer les **jalousies** des cours souveraines qui se voyaient retirer les affaires les plus graves.

Le **Conseil pouvait casser les arrêts des cours souveraines**. Cette voie de la cassation s'est installée au **XVII<sup>ème</sup>**. Selon l'ordonnance de **1667** de procédure civile, les décisions rendues contre les dispositions des ordonnances royales devaient être **annulées**. On voit naître dans cette ordonnance de **1667 le pourvoi en cassation**. L'affaire cassée était soit jugée par le Conseil, soit renvoyée devant une autre cour souveraine.

Il existe une dernière voie, la voie du **règlement des juges**. Le Conseil du roi devait décider des conflits de compétences qui ont encombré le Conseil. Les cours souveraines vont être **soucieuses du respect de leurs compétences**. Ces conflits de compétences ont souvent opposé les cours souveraines.

### **SECTION III : LE JUGEMENT PAR COMMISSAIRE**

L'usage de ces **jugements par commissaire** était très ancien. Il remontait au **Moyen-Age** parce que la **raison d'État se fait de plus en plus forte quand le roi commence à triompher**. Le roi ne va pas hésiter à confier les affaires **graves à des commissions extraordinaires** qui pouvaient prendre une forme variée.

Il n'y avait pas de forme, le roi était **libre dans la convocation de ces commissions**. Très souvent le roi choisissait parmi les **magistrats** les plus **zélés**, les plus **fidèles**, les meilleurs. Ces commissaires étaient très **surveillés par le roi**, ils composaient **des chambres de justice**. Une fois leur **affaire jugée, leur pouvoir cessait** de plein droit. Ils **redevaient des juges normaux**. Ces chambres de justice vont servir à guider les procès les plus **graves**. Ils vont juger dans le sens du roi alors que les cours souveraines auraient parfois été **clémentes**. Parfois, ces cours de justice restaient **indépendantes**. Il arrivait ces chambres rendaient une justice **très modérée qui n'allait pas forcément dans le sens du roi**. Cela déplaisait au roi car ces chambres étaient conçues pour montrer l'exemple.

En **1661**, une chambre est établie par **Colbert**. Il avait rassemblé **une cour de justice pour juger le surintendant Fouquet**. **Fouquet avait été arrêté par D'Artagnan en septembre 1661**. Fouquet par cette chambre ne fut condamné qu'au **bannissement perpétuel**. Il devait quitter le royaume mais Louis XIV voudra plus. La condamnation intervient en 1665 car Fouquet va faire durer la procédure, il avait des avocats extraordinaires. Louis XIV voulait plus, c'était un **financier corrompu**. Il avait eu le mauvais goût, selon le roi, de construire pour le vicomte alors que le roi vivait dans la pauvreté. Il y a aussi la **grande corruption que Louis XIV voulait punir**. Il sera très fâché de cette sentence et il va donner l'exemple de l'aggravation de la peine par décision personnelle. Habituellement le roi interviendra pour la grâce. Là il va aggraver. Dès le lendemain, la peine fut commuée par le roi en emprisonnement à vie.

En dehors de ces affaires qui touchaient de très près le roi, il y aura d'autres utilisations de ces chambres de justice pour juger des **affaires criminelles**. Il y a la commission en **1634** qui a jugé les procédés de Loudun.

Le curé de **Loudun** s'appelait en 1634 **Urbain Grandier**, il était un prêtre irréprochable. Il avait été très courageux pendant l'épidémie de peste de **1632**. Il était très **beau**. Il fut accusé par beaucoup de femmes de les avoir **ensorcelés et livrés au diable**. Il fut reconnu **coupable de sorcellerie**. Il s'agissait d'un **crime de lèse-majesté divine et humaine**. Cette commission le condamnera à la **torture puis au bûcher**. Après l'annonce de ces condamnations, les religieuses vont se rétracter, mais la condamnation sera maintenue. Le commissaire royal appliquera la question. Durant la question, **Grandier a nié le crime de sorcellerie dont il était accusé mais ne fut pas écouté et fut brûlé vif**. Le feu était là pour **purifier**. Dans cette affaire on a remarqué que ce curé n'était pas un véritable sorcier, c'était un **séducteur**, un **libertin**. Les chroniqueurs vont raconter que Grandier ressemblait surtout à un **mousquetaire plutôt qu'à un prêtre**. Ce prêtre avait plu aux religieuses qui s'étaient laissées courtiser. Il sera brûlé pour ce péché. Un graffiti sera écrit à Loudun « Vous qui voyez la misère de ce corps que l'on brûle aujourd'hui, apprenez que son commissaire mérite mieux la mort que lui ».

Avec la mort de Grandier et comme les commissaires ne connaissaient pas les choses de l'âme, les commissaires s'étaient trompés d'ennemi, les religieuses ne cessèrent pas.

On aura une autre affaire, l'affaire des poisons en 1670. Elle sera terrible pour Louis XIV. Il y aura la terrible figure de La Voisin. C'était une sorcière, elle faisait des préparations pour tuer les gens. Dans cette affaire, La Voisin avait beaucoup de complices. Cette affaire touchait les maîtresses du roi. Une chambre de justice fut réunie. Il y avait des morts suspectes. Cette affaire devait être réglée de manière discrète. On parlait de la chambre ardente. Cette commission a été alors amenée à démêler de curieuses affaires de sorcellerie, d'envoûtement, de blasphème. Ces affaires éclaboussaient des personnages très en vue, de la haute société, qui se disaient très chrétiens et qui usaient de choses interdites. Cette commission aura à s'occuper de ce monde parisien. Il y aura Mme de Montespan qui aurait acheté les services de La Voisin pour des filtres d'amour pour envouter le roi. Voltaire va critiquer cela, il dira de cette affaire des poisons « Qu'il y avait ces habitudes dangereuses, fréquentes chez les premiers du royaume de consulter des devins, de faire tirer son horoscope et d'user de sortilèges ». Ces pratiques seront souvent dénoncées durant le XVIIème, par Vincent de Paul par exemple, car elles étaient contraires à la dignité de l'Homme, à la foi chrétienne. L'église les condamnera. Cette affaire était tellement grave que le roi la suivra en personne et la chambre ardente dû tenir au moins 900 séances. Il y aura 400 personnes accusées. Les révélations en cours d'audience furent d'une telle gravité que le roi décidât d'arrêter et de suspendre les travaux de cette chambre. Le roi devra dissoudre la chambre ardente avant la fin des procès, avant qu'elle ait pu juger les principaux accusés. Certains restèrent enfermés dans des forteresses royales jusqu'à la fin de leurs jours. Le roi a dissout la chambre pour éviter un trop grand scandale. Cette forme de justice extraordinaire, la commission, devra durer jusqu'au XVIIIème. Les parlementaires, les philosophes vont la critiquer. Les critiques vont en s'amplifiant à travers le XVIIIème.



## **PARTIE 2 : LA CRISE DE L'ANCIEN RÉGIME**

On a l'impression, à regarder la France du XVII<sup>ème</sup> siècle, que tout va bien. **Sous cette apparence, des signes de crises surgissent d'un peu partout dès la fin du règne de Louis XIV.** On assiste à une **crise de conscience**. Il y aura toute une série **d'ouvrages** très dangereux écrits au **XVI<sup>ème</sup>** siècle et lus au **XVII<sup>ème</sup>** siècle. Cette crise de conscience se développa **avant la mort de Louis XIV** qui resurgit au milieu du XVIII<sup>ème</sup>. La **monarchie qui semblait stable s'essouffle**. Les crises vont se **radicaliser**. Ces crises de l'Ancien Régime se tiennent durant ces années **1740-1750**. Elles constituent un tournant du siècle et pour le règne de Louis XV on a l'impression de passer du **règne de Louis XV le bien aimé au règne de Louis XV le mal aimé** qui se vautrait dans le scandale de l'adultère.

Dans le domaine des **idées politiques**, les difficultés apparaissent. Les écrits vont se multiplier. On assiste à un **bouillonnement des idées**. On **écrit beaucoup mais ce n'est pas de la grande philosophie**. Les Français qui écrivent, qui se disent philosophes vont essayer de trouver les **nouvelles idées** et vont regarder les idées qui surgissent à l'étranger, comme si en France il y avait un **tarissement de la pensée**. Descartes en avait fait un bon nombre. Cette inspiration de ce qui se passe à l'étranger est **très mauvais signe**. **L'esprit d'obéissance qui auparavant était très installé en France va faire place aux contestations**. On regarde ailleurs et on apprend à contester. Beaucoup vont **dénoncer les abus de l'Ancien Régime**. Or, c'est exagéré et c'est faux. Rendre compte des crises qui surgissent à ce moment-là par les abus de l'Ancien Régime, c'est **malhonnête**. Il y a fausseté car dans toutes les institutions il y a toujours des abus, et auparavant ces défauts existaient déjà. Ils existaient depuis le Moyen Age. Depuis la fin du règne de Louis XIV, on avait essayé de moderniser les institutions. Le jeu des institutions s'était amélioré. Et la nation du XVIII<sup>ème</sup> connaissait des temps heureux (à part dans les premières années). La nation est prospère et la monarchie a multiplié les réformes, certaines réussirent fort bien comme l'égalité fiscale.

*Quel est alors la cause de tous les maux ?*

La **monarchie n'est plus adaptée au XVIII<sup>ème</sup>**, à la France des Lumières qui **espère une nouveauté**. Les Français ne veulent plus de la tradition, le régime monarchique ne semble plus adapté. Un écart va se creuser entre la tradition et les aspirations nouvelles. Cet écart n'est pas nouveau. On va assister au XVIII<sup>ème</sup> à la **querelle des anciens et des modernes** qui a toujours existé. Cette querelle va **conduire le royaume dans la révolution**. La querelle va d'abord se tenir sur le plan de la politique et de l'idéologie. Une véritable idéologie surgit au XVII<sup>ème</sup>. Cette dispute va se tenir **entre la faiblesse des rois et la force des philosophes**, des magistrats. Elle se tiendra aussi sur le terrain judiciaire avec les attaques des parlementaires. A un moment, les rois seront à bout de souffle et cela gênera la mise en place de réformes nécessaire.

## **Chapitre 1 : La crise politique et idéologique**

Durant le grand siècle (le règne de Louis XIV de 1661 à 1715), les Français sont sous **l'autorité éclatante de Louis XIV**. Le grand règne de Louis XIV va finir dans la tristesse de la maladie du roi. **Le roi meurt le 1er septembre 1715**. Le roi soleil s'éteint, **son âme paraissait alors forte** selon les confesseurs, c'est-à-dire à la **recherche du salut**. Son corps était abîmé par la maladie. Malgré ces souffrances extrêmes, la **fin du roi reste exemplaire**. Louis XIV **meurt en roi chrétien**. Les gens de la cour le disent : « Le roi est mort en **chrétien**, en **roi**, en **héros** ». La période qui s'ouvre jusqu'à la **convocation des États généraux en 1788** est l'une des plus calmes de l'histoire. Pas d'émeute, pas de famine, pas d'épidémie. Il n'y **a pas de grand malheur**, les **guerres sont victorieuses**. Pourtant les règnes qui suivent le règne de Louis XIV **s'enlisent dans la crise**. Il y a des règnes de malheur nourris par les nouveautés philosophiques de la pensée.

### **SECTION I : LE GOUVERNEMENT ROYAL**

La France du XVIIIème ne vit pas sous un régime despotique. La France est **absolue**. Les Français ne sont **pas soumis à un autoritarisme officiel, terrible**. La France apparaît comme un **pays de l'occident où le gouvernement est modéré**, même affaibli. Le **pouvoir monarchique souffre** dans le royaume de France des erreurs du passé. Face à cette vieille monarchie qui vit sur une sédimentation institutionnelle qui date du Moyen-Age, il y a des **contre-pouvoirs qui sont remplis de jeunesse**, qui représentent les **aspirations nouvelles de la nation**. Ils vont agiter la classe politique. Ils vont inspirer une **crise institutionnelle**. L'inconvénient de la monarchie absolue, c'est **qu'il faut une volonté de puissance**. La monarchie qui avait été glorieuse pendant le règne de Louis XIV, va s'affaïsser dans les règnes suivants. **Il ne suffit pas que le roi ait la pouvoir, il faut qu'il ait l'intention de s'en servir**.

**De 1715 à 1789 deux règnes vont de succéder : le règne de Louis XV (1715-1774) et le règne de Louis XVI (1774-1792).**

#### **PARAGRAPHE I-La paralysie de l'ancienne monarchie**

L'ancienne monarchie est issue du Moyen-Age. Elle est donc vieille, elle a **plus de 1000ans**. Au XVIIIème, la monarchie souffre de ce poids des siècles qu'elle a traversé avec parfois beaucoup de difficultés. Elle souffre des conceptions médiévales de son ancien temps. Les rois du Moyen-Age avaient été des rassembleurs de terres, ils avaient réunis les provinces, les anciennes seigneuries du domaine royal, ils avaient fait la France. En ayant fait la France, ils n'avaient pas tout nié. Ils ont respecté les particularismes locaux issus de la diversité provinciale et féodale. Ils n'avaient pas les moyens d'une autre politique et avaient un sens de la différence. Ainsi, les provinces ont pu conserver leur langue. On pouvait parler différentes langues. Les provinces ont également conservé leur système institutionnel, leurs administrations, leur fiscalité, leur poids, leurs mesures. Ce respect des diversités anciennes donnait aux provinciaux le sentiment d'une continuité. Ils avaient le sentiment d'une grande liberté, d'une farouche indépendance. C'est une diversité dans le respect du bien commun, du profit général. Tout cela empêchait l'uniformité. Or, à ces diversités à l'intérieur du royaume s'ajoutait cette volonté du roi d'unifier son royaume, la centralisation royale. On va avoir une double attitude contradictoire : une attitude de respect pour les choses différentes et une attitude de contrôle. Les institutions françaises vont donner un spectacle curieux, très complexe. Il y avait une sédimentation institutionnelle. Cet entassement va devenir un véritable casse-tête. Jusqu'aux années 1750 on comprenait l'entassement français. L'Ancien Régime va se perdre à cause de cet enchevêtrement. C'est la même chose pour la fiscalité. Il y avait une multitude d'impôts. La monarchie, à côté des impôts qui existaient déjà, des impôts d'Église, des seigneurs, a ajouté sa propre fiscalité. Cela va donner ce même sentiment d'entassement. Les impôts étaient assez difficiles à calculer, à percevoir. On va détester ceux qui prélevaient l'impôt, les fermiers généraux. Les impôts vont très mal rentrer dans les caisses de l'État. Cela va mener à une crise multiple : politique et

économique. Cet enchevêtrement venait gêner la fiscalité, la justice, les administrations. On aura face à cet enchevêtrement une autorité royale qui va se diluer. Il va être très difficile pour le roi d'être présent partout. Ces institutions feront un écran entre le roi et ses sujets. Le contact avec la nation était rompu. Le contact entre le roi et ses sujets était rompu. Cette complexité institutionnelle va gêner la rencontre du roi et ses sujets. La personne royale va devenir inaccessible, va s'éloigner des sujets. Les rois auparavant voyageaient beaucoup, là ils ne vont plus trop le faire. Cette mauvaise évolution va être flagrante dans les deux grands règnes du XVIIIème

## **PARAGRAPHE II-Les deux grands règnes du XVIIIème**

Avec la fin du XVIIème, le roi ne voyage plus, s'en est finit de ces courses itinérantes, des rentrées dans les bonnes villes. Le roi depuis le règne de Louis XIV s'est installé, enfermé à Versailles. Les successeurs de Louis XIV ne vont pas voyager. Par exemple Louis XV ne s'est déplacé que deux fois dans sa vie. Louis XVI n'a voyagé qu'une fois dans la Normandie. C'est très peu pour un roi, mais il est présent dans ses provinces par les intendants. Ces voyages étaient importants car ils créaient des liens, des attachements. Les deux derniers rois, à cause de l'éloignement de Versailles, de sa beauté, vont s'enfermer à Versailles, ce sont les sujets qui allaient à Versailles. On va voir se développer une idée de vie privé royale. Les rois vont commencer à s'enfermer dans leur vie privée. C'est une vie faite de réserves. Ils vont peu se rendre à Paris, tout cela va les éloigner de leurs sujets. Ils vont apparaître de moins en moins en publics, il y aura des chahuts, les rois seront sujets à attentats. Au moment du dernier règne, la reine Marie Antoinette qui a séduit les Français va commettre l'erreur de s'enfermer encore plus à Versailles. Elle va même s'éloigner de la cour versaillaise avec le château du petit Trianon. Cet éloignement viendra couper ce lien entre le roi et les sujets du royaume. Cet éloignement était conseillé par les pédagogues du roi qui étaient de mauvais pédagogues. Cette rupture va donner naissance à toutes sortes de médisances qui vont ruiner l'image du roi. On va accuser Louis XV d'être rongé par le plaisir, les distractions et de ne jamais gouverner.

### **A) Le règne de Louis 15**

Il ne ressemble en rien à un règne de calme. C'est un règne **houleux**, secoué dès son commencement par une longue et **mauvaise régence**. Des mauvaises habitudes sont prises **de 1715 à 1723**. On aura presque **dix ans de chahut politique**. Cette régence fut confiée à **Philippe d'Orléans**. C'était un **mondain**. Louis XIV se **méfiait de Philippe d'Orléans qui était un homme de loisir, de plaisir**. Louis XIV va tout faire pour **anéantir le futur régent** parce qu'il **craignait les ambitions, les prétentions de ce régent**. Toutefois, Louis XV était un **enfant fragile**, il avait 5 ans à la mort de son arrière-grand-père. Louis XIV a ainsi trop exagéré sa méfiance. On va assister avec Philippe d'Orléans tout de même à une protection de Louis XV.

On assiste avec **Philippe d'Orléans à un retour en force de la noblesse**. Philippe d'Orléans va arriver avec la noblesse qui va être **associée au pouvoir par le système de la polysynodie** (plusieurs conseils). Cette polysynodie rappelait l'air du Moyen-Age. Elle ne va pas fonctionner. Elle ne va pas avoir beaucoup de succès.

Au moment de sa régence, à la mort de Louis XIV il va y avoir un **soulagement, un goût pour le plaisir, pour le divertissement, pour la facilité**. Cela va beaucoup **choquer le peuple** qui va rester sur ses malheurs et qui veut une modernisation.

Cette période a été bousculée également par une **crise financière**, c'est la crise du système monétaire de **John Law**. C'était un **financier, un économiste écossais** qui était aussi un **aventurier**. Il va arriver en France au moment de la mort de Louis XIV et va **offrir ces services au régent** qui se trouve face à une situation difficile : les **caisses de l'État sont vides**. La dette de l'État est énorme à cause de la guerre qui n'a pas été provoquée par Louis XIV mais dont il a dû défendre le royaume. Ce financier découvre cette dette énorme. Face à cette

situation il propose une aventure très audacieuse au régent, qui aurait dû lui permettre de remplir les caisses de l'État. Le régent ne s'est pas méfié.

Ce principe financier proposé était très simple. Il s'agissait de **remplacer les habitudes monétaires, les pièces d'or et d'argent par un papier monnaie qui circulait plus facilement, plus rapidement**. Ce papier permettait de **multiplier les billets et d'étendre cette circulation des billets à tous les échanges économiques**. John Law pensait que pour résoudre la crise il ne fallait pas de l'hostilité mais il fallait inciter la reprise. En 1716, ce financier crée une banque privée, **la Banque Générale** installée rue Quincampoix à Paris. Cette banque devient **Banque royale en 1718**. Elle sera garantie par le roi, le régent. Cette création va être au départ un très grand succès qui va plaire aux parisiens.

John Law va **créer des entreprises**, il va tout mélanger. Il va créer des entreprises au **moyen d'actions**. Il crée la **Compagnie d'Occident** qui va connaître un succès énorme, qui était chargée des échanges entre la France et les Amériques. Cette compagnie va **absorber les autres petites compagnies**. Elle va devenir la grande compagnie, la **Compagnie Perpétuelle des Indes**.

En 1720, autre fusion, la banque royale va fusionner avec la Compagnie Perpétuelle des Indes. Le système était épatant. Ce système très **ingénieux**, d'une grande **habileté**. Toutefois, il va s'effondrer à cause du **trop de spéculation qui pousse à émettre trop de billets de banques**. Les mines d'or du Mississippi ne vont pas donner autant d'or que de billets de banque. Le **doute va s'installer sur la réalité des mines d'or** et donc sur la solidité de cette Compagnie Perpétuelle des Indes. Il va y avoir une **énorme panique boursière**. Les parisiens vont **assiéger la banque générale, le palais du régent, la demeure de John Law**. Ces émeutes vont se multiplier. Face aux émeutes il va y avoir une **panique de ceux qui ont investi**, à une ruine de nombreuses familles. En deux ans, les billets de banque avaient perdu 99% de leur valeur.

En **1720**, au moment de ces **émeutes**, de cette **crainte on assiste à la naissance de la société de classe**. **Bourgeois et nobles** qui auparavant ne se mélangeaient pas vont se mélanger. Désormais la **société ne sera pas fondée sur l'ordre**, sur le rôle de chacun dans la société. Là, la société se **fonde sur la fortune**. Dans la spéculation, tout comme dans la ruine, **les riches vont se côtoyer**. Là, on a la naissance de la société de classe fondée sur la fortune.

Certains vont faire de **bonnes affaires**. Les **profiteurs de cette faillite** vont être les débiteurs et l'État. L'État chargé de **l'énorme poids de la guerre**, de la **dette** va voir ces finances assainies. Au-delà de ces débiteurs et du gros débiteur qui était l'État, l'économie devait repartir sur de bonnes bases. Le règne de Louis XV va s'ouvrir sur cette belle prospérité. John Law ne va pas pouvoir rester en France et va **s'enfuir à Venise**. Il va mourir ruiné.

Après les émotions de cette crise devait **commencer le règne de Louis XV en 1723**. Son pouvoir est bien **abîmé par les crises précédentes**, par les **chahuts** du **régent**, par la **présence des nobles** qui viennent taquiner le pouvoir. Louis XV n'est pas particulièrement attaché à la fonction royale. **Le métier de roi l'ennuie profondément**. On peut citer dans cette idée-là une courtisane, Mme de **Tencin** tenait salon au XVIIIème. Elle était une langue de vipère qui prétendait avec beaucoup de mauvaise foi « **Qu'au regard du roi les affaires du royaume étaient des affaires étrangères** ».

Pour sa formation au métier de roi, Louis XV avait reçu les leçons du **Duc de Villeroy** et qui était selon les observateurs un **crétin majestueux**. Il va enseigner deux choses au roi : l'air de majesté (la prestance) et l'horreur de la foule (se tenir à l'écart). Par cet enseignement la **personnalité du roi va devenir ambiguë**. **Louis XV va faire son métier de roi avec beaucoup de sérieux**. Les affaires du royaume le tracassent beaucoup. Il va **travailler en solitaire dans son bureau**. Son règne personnel va connaître deux grandes périodes : l'époque des débuts et l'époque de la fin.

Ainsi, en début de **règne et aux yeux de l'opinion**, Louis XV va apparaître comme **le prince charmant des Français**. Il est **regardé comme un bon et beau roi**. L'opinion parlera d'un roi **cultivé, intelligent, clairvoyant** politique, très **populaire, aimé**. Les chroniqueurs vont dire qu'il a de la **piété dans le cœur**. Il était très **religieux, très dévot**. Ils vont dresser des portraits de Louis XV. C'est un roi très **sérieux**, lié à la **tradition monarchique**, et lui-même se disait très lié à cette tradition « Je veux suivre l'exemple du feu roi mon vis aïeul ». C'est celui qui **avait la plus belle tête du royaume**. Il y a un élan collectif vers le roi de France.

Or, par caractère Louis XV ne pourra tenir son souhait de suivre la conduite de Louis XIV. Il ne pourra pas tenir le devant de la scène car il était différent. Il était plus discret. Les **critiques commencent à monter**. Il était perçu comme **faible, dépourvu d'autorité**, on se demandait ce qu'il pouvait **cacher**. A ses difficultés liées au caractère s'ajoute à partir du millésime 1740 des tensions extérieures, la guerre reprend contre l'Angleterre, contre la Prusse. A nouveaux, les finances vont mal. En 1749 avant l'éclatement de la guerre, le contrôleur général des finances avait décidé de créer un nouvel impôt pour tous en temps de paix. La grogne va monter au sein de ceux qui avaient auparavant entouré le régent (aristocrates, grands, clergé). Le malaise devient de plus en plus fort, les parlements s'acharnent contre le roi, entrent en guerre contre le roi.

Il va y avoir le **scandale des maîtresses**. Va s'ajouter l'influence de la marquise de Pompadour. Elle était **détestée de tous**. On la critique mais cette dernière va aller au-delà de ces critiques. Elle va être une maîtresse qui va avoir de l'influence sur la politique royale. Elle va faire et défaire les ministères, elle va être la protectrice de la République des lettres. Elle va devenir en quelque sorte le ministre de la culture. Durant ces millésimes, elle va tenir le haut du pavé à la cour. Elle décidera de la politique française. Tout le monde va être choqué de l'importance accordé à la Pompadour. Le roi ne va plus être un prince charmant des Français. Il va alors apparaître comme le nouvel Hérode, celui qui a fait massacrer des innocents. Il y aura une rumeur qui parlera de ces massacres des innocents. Durant les années 1755-1756 parce qu'il y aura des émeutes à Paris, des enfants parisiens vont être enlevés, ce n'était pas de mauvais enfants. Ils vont être arrêtés et saignés pour permettre au roi de se baigner dans leur sang pour se laver de l'adultère. Ce scandale apparaît. Le point culminant de la crise sera l'attentat de Damien, domestique, qui essaiera de tuer le roi. Louis XV fut seulement un peu égratigné. Ce domestique servait chez les magistrats du Parlement de Paris. Il entendait toutes leurs critiques. Il va décider de venger la France, de donner une leçon au roi. Ce coup porté par ce domestique va ouvrir les portes aux années les plus mauvaises du royaume. L'acte de Damien n'était qu'un acte d'un solitaire. Selon la pensée française, un régicide commis par un seul ne vaut rien. On dira au Parlement de Paris que peut être Damien avait des complicités, on essaiera de lui faire avouer ces complicités. La seule chose qu'il avouera est qu'il s'est proposé de venger l'honneur du Parlement et de rendre service à l'État. S'ouvre les mauvaises années de règne et Louis XV comprend qu'il a perdu l'amour de son peuple et réalise l'opposition des parlementaires, ces privilégiés qui se sont enflammés contre la politique de modernisation de l'État, contre la politique fiscale de l'État. Damien sera condamné. Louis XV voulait le gracier car il n'avait fait que l'égratigner. Les parlementaires qui recherchaient la beauté d'un procès à scandale vont s'emparer de l'affaire, vont déconseiller au roi la clémence et poussent le roi au procès. Louis XV va accepter ce procès. Le Parlement de Paris va faire de ce procès La grande affaire. Les parlementaires vont prononcer les sentences pour un crime de lèse-majesté. Il va être condamné à l'écartèlement. Le spectacle va être horrible, regardé et surtout suivi par les femmes de la cour qui avait loué des appartements autour de la place de l'exécution et qui vont se faire une fête par fidélité au roi, diront elles, d'assister au supplice de Damien. Cela venait rappeler que le roi était sacré. Cette figure du roi sacré dans la seconde moitié du règne va être très abîmée par les rumeurs, les récits mensongers, les scandales. Louis XV va paraître découragé par cet attentat. Il va être abattu par toutes les mauvaises années qui vont suivre. Louis XV essaiera à travers toutes les difficultés que son règne va connaître ensuite de tenir ce rôle de roi mais dans l'éloignement, la séparation, les rumeurs. Toutes les rumeurs, tous les récits mensongers atteindront l'image du roi, la beauté du roi. Cette exécution de Damien qui était là selon les parlementaires pour dire la force du roi, ne fera qu'aggraver les choses. En mai 1774, Louis XV devait mourir de cette mort lente et difficile que donne la petite vérole que

l'on ne savait pas soigner. Le roi va alors mourir dans l'indifférence mais en chrétien. Le royaume laissera passer ce règne, cette fin difficile de Louis XV. Au moment de la mort de Louis XV une nouvelle crise s'annonce, le règne qui arrive ne s'ouvre pas sous une bonne note car l'opposition s'était renforcée dans les années 1750. Toute modernisation de la monarchie était devenue impossible. Ainsi en 1774, en France la situation est loin d'être facile, claire pour ce nouveau règne qui s'ouvre, mais dès qu'il y a un nouveau règne on pense que tout ira pour le mieux. A Paris en 1774 on chantait « Écoutez petits et grands l'histoire d'un roi de vingt ans qui va nous ramener en France l'abondance et les bonnes mœurs ».

## **B) Le règne de Louis 16**

Pouvoir royal très faible. Le nouveau roi est doux et religieux, d'une moralité irréprochable. C'est un honnête homme qui souffre d'une image médiocre. De base c'était son frère aîné qui devait régner (mort). Il n'a pas la beauté de Louis 15.

Louis 16 est rempli d'hésitations après avoir pris une place qui n'était pas vraiment la sienne. Il était très mal préparé à la royauté.

Il disait à ses proches, "quel fardeau, on ne m'a rien appris", "et nous sommes si jeunes". Comme la critique était dans l'air du temps.

Les précepteurs de ces rois avaient été formé intellectuellement mais pas politiquement. La Vau Guyon était un pédant très orgueilleux. On dira de L16 qu'il n'avait pas de vertu, que ses passions étaient la serrurerie et la chasse.

A côté de lui Marie Antoinette elle va être critiquée. Elle sera regardée comme frivole. Voltaire se moquait dans ses ouvrages. Il y a une rupture dans l'unité française entre les élites et le petit peuple.

Il va vivre dans un milieu coupé de son peuple. Sa politique va être marquée par des compromis, des hésitations. Il y aura des grands ministres pendant ce règne Terray, Turgot qui vont tenter une politique de réformes. Elles allaient dans le sens de la modernité mais comme les Parlements liquéfiaient alors le roi abandonnait.

Nommé "l'hôtel du général" car en 25 ans, 19 contrôleurs généraux.

L16 va perdre son trône en raison de sa faiblesse. Charles PEGUY dira "L16 avait cessé d'être roi". Et durant ce règne on est véritablement au cœur de la crise. Ce ne sera pas la dernière. Crise au cœur de laquelle vont s'opposer le vieux monde de la tradition monarchique et la jeune société d'opinion qui sera remplie de violence littéraire. Toute cette reculade de la monarchie sera utilisée par ces facteurs. L'effervescence va donner une abondance de littérature mais chargée de haine. Voltaire va défendre les protestants, la famille Callas. Quand il parle de la famille de Callas il dira que c'est une "petite sotte".

## **SECTION II : Les idées nouvelles**

L'esprit de ces doctrines qui vont agiter la République des lettres, il y a un esprit de réforme, de révolution. Cet esprit est désigné par le nom de "philosophie des Lumières". Il s'agit d'un mouvement essentiellement français. Il y a eu des lumières anglaises, allemandes, hollandaises, grecques, espagnoles en 1819.

Il va poser le culte de la raison humaine en France au moment de la Révolution française.

## **PARAGRAPHE I L'esprit des Lumières**

Cet esprit triomphe au moment du basculement du règne de L15 au milieu du 18e siècle. De nombreux ouvrages avec des théories nouvelles paraissent. Ce sont les ouvrages aux interprétations multiples. Encyclopédisme : veut une connaissance élargie pour que chacun ait accès à tout.

Les ouvrages publiés ont une ampleur politique, historique, littéraire, économique. Ils vont être accueillis avec beaucoup de faveur et vont passionner l'opinion cultivée. Ce public ce sont les rois, les magistrats. Si on regarde les inventaires des bibliothèques de magistrats, ces livres y sont.

Ces nouveaux ouvrages contiennent un effort pour rendre l'Homme raisonnable. Le culte de la raison. 'cogito ergo sum' avant c'était 'credo ergo sum' (je crois donc je suis). Ces ouvrages contiennent l'Homme heureux et raisonnable. Par exemple : ROUSSEAU 'au bonheur du vent sauvage'.

Ils vont vers le bonheur, la raison, le succès. Succès dans le milieu de la Robe, les rois. Au tournant du siècle, le règne de L15 devient celui du mal aimé, plusieurs nombreux ouvrages sont publiés.

## **PARAGRAPHE II : Les nouveaux ouvrages**

Les ouvrages publiés sur ce terrain politique très rude pour le roi.

- En 1746, les Pensées politiques de Diderot.
- 1749, fait publier l'ouvrage sur les yeux aveugles de la femme du roi.
- En 1756, publication du premier livre d'encyclopédie qui se fera dans un enthousiasme.
- 1748, l'Esprit des lois qui donne une idée de la séparation des pouvoirs. Montesquieu a lu Hobbes, Locke et a vu en Angleterre la séparation des pouvoirs. Montesquieu venait de Bordeaux. Il va fréquenter des clubs mondains.
- En 1749, par les premiers tomes de l'Histoire naturelle.
- Puis Rousseau célèbre en 1750, discours sur les sciences et les arts. Aussi sur fondement et l'origine de l'inégalité. Le Grand sauvage heureux et libre avant de vivre en société.
- Le Contrat social en 1762.
- Voltaire, le Siècle de Louis XIV, laissé sur les mœurs et l'esprit des nations. (Chercher dates).

Hébert en 1753 publie sur la police des princes, sur les prix et les effets de l'agriculture qu'il fallait moderniser.

Mirabeau célèbre grâce à la Nuit de Hommes.

La physiocratie, courant économique. Quesnay, ouvrage en 1758 va faire paraître le tableau économique et les maximes. Recueil de Gournay de 1758, considération du commerce.

Ces ouvrages vont nourrir les discussions dans les salons. Grand bouleversement politique.

A la veille de la Révolution, on disait lorsqu'on voulait présenter un personnage qui fréquentait des salons, académies, on disait voici un philosophe. L'ère du temps est à la philosophie et plus à la dévotion. Ouvrage antiphilosophie pour contrer mais qui s'oublie mais à grand succès. Ils ont été vaincus par la Révolution.

A la fin du 18e, la Révolution est sortie tout à coup des livres des philosophes comme une doctrine armée. La Révolution a été préparée dans les discours, elle vient de l'élite. Et avec le 18e siècle, ce qui emporte révolution se sont les discours de l'élite et non du peuple.

Les nouvelles lois autour de la laïcisation sont faites par les discours et ne surgissent pas du peuple. Par



conséquent, la Révolution ne s'est pas préparée dans les faits, dans la souffrance populaire. C'était pour que ça serve aux élites. La Révolution se prépare dans les esprits. Il y a ici à bien remarquer, l'implication entre la pensée politique des élites et la vie politique. La loi deviendra la pensée politique des élites. Les bouleversements économiques et sociaux vont être préparés et réfléchis par ce bouleversement de ces élites.

Le pouvoir royal va hésiter entre les très nombreuses réformes proposaient par les philosophes. La politique royale s'éparpillera. Sous les pressions des effervescences philosophiques, le régime souffrira d'avoir suivi les pensées philosophiques et il en sera discrédité.

La justice qui était habituée à la rébellion, les magistrats vont alors retrouver cet esprit de résistance et vont essayer d'intervenir dans les réformes de la monarchie.

## **Chapitre 2: L'avis politique de la robe**

Sous Louis 15, les cours souveraines deviennent la principale source d'opposition à la monarchie. À chaque réformes et décisions du gouvernement, le parlement de Paris suscite des conflits, une lutte s'installe entre la monarchie et ses juges.

### **SECTION I: le malaise de la robe: la clé des offices avec le 18 ème siècle**

Cette crise des offices vient ternir l'image de la robe et crée des rancœurs qui vont expliquer les réactions des parlementaires. Cette crise commence dès le début du 18 ème siècle car depuis le grand règne de Louis 14, les officiers de justices sont anoblis, ils ont honte de leur passé bourgeois (mauvais commerce), ils adoptent un mode de vie noble. Ces magistrats qui ont été anoblis vont se dégoûter du travail de justice au palais de justice. Donc travail très peu, et vont fréquenter les salons pour parler des nouveautés économiques, de la politique, de la nouvelle littérature. Par conséquent, puisque ces magistrats sont désœuvrés, leur niveau professionnel et judiciaire de ces compagnies de justice, vont s'effondrer. Toute une stratégie de mariage se met en place. Les + riches magistrats marient leur fils avec de grosse dote et leur fille à des nobles de tradition. Ou ils marieront leur enfant à l'aristocratie de Versailles pour pouvoir se rapprocher des nobles contre le roi. Ils vont se dire défenseur des sujets, protecteur de l'ordre public et vont imiter les attitudes politiques du second ordre (les privilégiés) et en oubliant leur service fidèle, qui avait été formé par le 17 ème siècle. Ils oublient que leur pairs avaient défendus la monarchie contre l'indiscipline des princes, car veulent effacer leur passé bourgeois et s'engagent contre le roi (révolte privilégié). Les idées paternelles de service, de devoir, d'obéissance sont oubliées car penser ressembler aux nobles. Mais les vrais privilégiés les regardent de haut et pour se sortir de ce mépris, les Robins vont décrire leur charge comme une véritable sacerdoce. Certains pensaient que le clergé et les nobles (2 ordres privilégiés) se mêlaient parfaitement aux Robins, ils étaient prêtres et juges anoblis. Pour exprimer leur noblesse encore fragile, ils vont aider les gens sans défense, les gens du peuple.

Avec le 18 ème siècle les magistrats portent des habits de couleurs, de sois, comme les nobles de la cour. Les parlementaires vont devenir arrogants. Dans cette quête de prestige, le prix des offices diminue sans cesse durant le 18 ème siècle et ce mouvement va se généraliser et s'accroître. Tout les enrichis du royaume de France place dans les offices donc avec cette chute les cours de justice ce sont fermées aux bourgeois. Le parlement de Rennes ne veut plus recevoir de roturier parmi ses membres et des preuves de noblesse doivent être exhibées. Les parlements ne vont plus assurer leur fonction de promotion sociale et les bourgeois ne vont plus s'y présenter. Le chancelier va promulguer des édits pour supprimer les offices ou les diviser/fusionner.

### **PARAGRAPHE I L'opposition parlementaire face à la déclaration de 1730**

Bulle 1713, déclaration de loi d'Etat. Elle était déjà une loi d'Eglise.

Après la mort de Bossuet, 1704, agitation dans le royaume qui oppose les jansénistes et les ultra montains (pour Rome). Cela va s'amplifier au moment de la bull 'uni genitus'. C'est une bulle de Clément 11. Succès nouveau testament français avec des réflexions morales à chaque versé. Cet ouvrage avait été publié en 1692 par le père Quesnen.

Le livre succès avec plusieurs éditions qui montrent le succès. Cet ouvrage venait remplacer l'Augustinus qui était l'ouvrage post-hum de Jean Seigne. L'ouvrage qui va être appelé Réflexion morale, avait repris toutes les thèses de Jansen et les avait amplifié.

But d'établir une liste de propositions qui étaient fausses dans ce livre. Il avait séduit des évêques. Mais cette bulle qui va être proclamé dans la déclaration de 1730, elle devait proclamer des disputes. Les magistrats vont se mêler à ces débordements.

Les disputes vont opposer les constitutionnaires et les antis constitutionnaires. Les querelles des magistrats auront des conséquences considérables au 18e siècle. Ils ne vont pas discuter sur la nouveauté de la philosophie donc elle aura le champ libre devant elle. Les débats entre jansénistes et ultra montains vont beaucoup durer. Ils vont laisser un esprit d'anxiété et d'amertume dans le royaume. Cela va imprégner le 18e siècle bourgeois.

Il va y avoir une évolution au jansénisme. Il sera inférieur et perdra en qualité comparé à celui qui se tenait au 17e siècle.

Police du jansénisme populaire. On assiste à des formes d'hystéries collectives "miracles rongeurs" dans les milieux populaires. Il y aura l'hystérie des convulsionnaires. Ce sont des convulsions qui se produisent au cours de possession sur les tombes des jansénistes aux cimetières parisiens, St Médard. Il y avait la tombe d'un diacre Pâris où les miracles vont fleurir et ils obtiendront des guérisons de façon curieuse en entrant dans des états de trans. On assiste aux convulsions comme on pouvait le faire avec un opéra.

Le maronier qui abritait cette tombe va être débité en petits morceaux que les personnes portaient sur eux, la terre était mise dans des sachets en tant que remèdes.

Cette propagande va se propager et sera soutenue par les magistrats. Les rois vont s'agacer donc L15 va fermer le cimetière. Il y avait une petite affiche qui était remplie d'insolence "De par le Roi, défense à Dieu de faire des miracles dans ce lieu".

Cette œuvre des convulsions puisqu'elle ne pouvait plus s'y tenir, elle va s'enfermer dans des réunions privées en souterrain dans des caves. Les excès vont exploser et les convulsions redoubleront. Cette explosion de piété populaire va avoir un effet indirect sur l'opinion. Les magistrats prendront part.

De l'autre côté philosophique, un esprit nouveau va naître chez les élites qui vont rejeter tout mystère.

Cette déclaration de 1730, va préciser entre autres que tous les écrits jansénistes vont être prohibés. La déclaration continuait et prévoyait de destituer tous les prêtres qui refuseraient de signer l'adhésion à cette bulle pontificale. Cette déclaration va être présentée au Parlement de Paris et l'opposition éclata.

Le Cardinal de Fleury décida de faire enregistrer la déclaration au cours d'un lit de justice en avril (1 mois après). L'abbé Pusselle était un orateur splendide et on racontait qu'il était le meilleur orateur du Parlement. Il va prononcer un discours qui va emporter les esprits. Il eut l'audace de façon habile de dire que le Roi avec cette déclaration se comportait comme un "vassal du pape". On voit resurgir les souvenirs du MA, la réforme grégorienne, Boniface. Le discours montre la menace d'un retour du St siècle. Il le fait pour essayer d'effrayer sur le Roi.

Bien évidemment, cet argument qu'était annoncé était tout à fait curieux. C'était un argument absurde car les Papes du 18e siècle ne prétendaient plus à la supériorité de la puissance spirituelle, théocratie.

Mais de la part de ce conseiller, on voit cette altitude de ces parlementaires de toujours puiser dans l'histoire pour justifier leur position.

Les magistrats vont vivre dans une histoire mythique qu'ils vont utiliser pour trouver des arguments. La gloire que donne l'histoire va être utilisée pour qu'ils se couvrent de grandeur. Malgré les discours fougueux, le lit de justice de 1730 va se terminer par un enregistrement. L15 va faire défense au Parlement parisien de se repositionner et de revenir sur cette déclaration enregistrée. Or, cela va provoquer des embarras pendant 3 ans. Malgré les ordres du Roi, les appels au calme et l'obéissance, les magistrats du Parlement reprennent les querelles. Avec cette reprise, on peut se demander si les magistrats étaient-ils jansénistes. Face à une grande vague d'opposition, on doit rappeler que les magistrats étaient très peu nombreux à être jansénistes, 1/4 des officiers. L'avocat barbier. Il dit qu'il y a peut-être dans le Parlement une soixantaine de personnes entêtées sur le jansénisme. Une vingtaine de magistrats paraissaient militants. Cette minorité aura son importance mais on peut dire ici que c'était les jansénistes au sein du Parlement qui prenaient la défense des jansénistes

poursuivis.

Gallicanisme = attitude favorable à ce qu'il y ait une dépendance (chercher) Barbier explique que les parlementaires étaient entrés en opposition. Il dit : "Les magistrats ne s'embarrassent pas pour le fond de la Constitution, cela ne les regarde pas. C'est de la théologie. Mais ce qui les lanterne (inquiète) dans la Constitution, c'est la 91e Constitution qui est condamnée, la Cour de Rome prétend que lorsqu'elle excommunie (exclusion de l'Eglise), on doit suivre ses volontés à la lettre et que par-là, elle peut excommunier les rois et dégager les peuples du serment de fidélité". C'est le sceptre pontifical.

Cela signifie que les magistrats parisiens refusaient au pape le droit d'excommunier les jansénistes. Mais au-delà de ce premier refus de la part des parlementaires, refus de l'infailibilité pontificale, Rome ne se trompe jamais. Là encore, cela provient de l'histoire. On trouve la volonté de protéger le roi contre Rome. C'est brandir des menaces qui sont devenus anachroniques.

Les parlementaires vont rappeler des souvenirs anciens et montrer les excommunications du roi du 16e siècle, d'H3 et d'H4. On voyait dans les discours des parlementaires, les Ligues catholiques et la violence littéraire. Il est rappelé les libertés de l'Eglise gallicane. Les magistrats vont alors en profiter. Toute affaire est bonne pour la dispute et ils vont pouvoir élargir leur rôle politique. Ils vont se déclarer "les gardiens naturels des prérogatives de l'Etat".

Il y a une proximité qui se fait entre le jansénisme et les attitudes des parlementaires. On voit toutes les disputes déjà étudiées. Contre le Pape et la théocratie, on appelait au Concile national au 17e siècle. Cad à une Eglise assemblée et indépendante (de Rome), qui rappelait l'Eglise primitive.

Les parlementaires contre le roi et la monarchie absolue, défendaient la Nation. Cette Nation qui était représentée par les Etats généraux et en l'absence des EG, nous savons que les derniers EG réunis en 1614 derniers moments de L13.

La Nation a été donc ensuite représentée par les magistrats. Rôle qu'ils n'ont jamais reçu.

Il y a entre l'agitation janséniste et l'agitation parlementaire, beaucoup de points communs. Jansénistes et parlementaires vont s'allier même s'il y en a peu. Elles vont s'entendre contre l'autorité royale, le Roi. Pour les jansénistes contre l'autorité religieuse.

1732, le Roi va recevoir une délégation de parlementaires. Il va leur répondre en repoussant les parlementaires de leur délégation judiciaire. L15 dit aux magistrats "je vous ai fait connaître ma volonté, et je veux qu'elle soit pleinement exécutée". "Je ne veux ni remontrance ni répliques", "soyez plus soumis et retournez à vos fonctions". Lors de cette réception, Portail (1er Président du Parlement de Paris) a voulu répliquer mais L15 va le faire taire en disant "Taisez-vous". Le lendemain, il y aura des arrestations dont l'abbé Pusselle au Concile des clercs. Il avait voulu la veille présenter un texte d'opposition rédigé par les parlementaires. Le roi le fait lacérer. D'autres conseillers rebelles furent arrêtés dans les jours qui ont suivi. Face à ces arrestations, on peut comprendre que les magistrats vont répondre. Ils vont alors se mettre en grève sauf ceux de la Grand chambre qui refuseront de se mettre en grève et du Parquet. Par conséquent étaient en grève les magistrats des chambres des enquêtes et des requêtes.

C'est à ce moment-là, qu'il y aura placardé sur les portes du Palais de justice "Palais à vendre".

Après cette grève des magistrats, sauf du parquet et de la Grand chambre, les conseillers des enquêtes et de la requête, vont rédiger une lettre de démission collective qu'ils vont porter au Président du Parlement. L'avocat Barbier dit que le peuple disait "Voilà les vrais romains et les pères de la patrie".

Ces démissionnaires croyaient impressionner le Roi et en étaient totalement déçus. Car les autres magistrats qui avaient été fidèles les Grands chambriers et les parquetiers seront félicités par le Roi. Ils vont alors intervenir en faveur des démissionnaires. Ces sanctions qui se préparaient étaient de prendre la démission aux mots. Ex : La reprise des fonctions, la déchéance de la noblesse, l'exile.

Toutes ces menaces de la part du Roi va venir à bout de la grogne des Parlements. Les magistrats vont retirer leur démission. Le 6 juillet 1732, les magistrats reprennent leur fonction.

Dernière querelle durant l'été 1732 sûrement pour ne pas perdre la face. Les parlementaires parisiens vont adresser au Roi des remontrances. Il va promulguer un règlement de discipline pour arrêter le tapage des jeunes parlementaires qui avaient oublié le sens du service civique. Avec ces agitations, une nouvelle génération de magistrats et conseillers arrive. Cette nouvelle génération avait connu la prospérité, des débuts de règne de Louis XV. Elle était beaucoup moins encline à accepter la soumission à l'autorité. Le 18 août 1732, une déclaration royale décidait que les actes royaux enregistrés en lit de justice étaient immédiatement exécutoires, que les réponses faites par le roi aux remontrances emportaient devoir d'obéissance et toute grève, démission était prohibée.

Elle était vigoureuse mais moins que celle de 1673.

## **PARAGRAPHE II La littérature des robes**

Les Robins vont défendre des intérêts égoïstes. Louis XIV va interdire au Parlement les remontrances. Depuis la déclaration de Vincennes de 1715, les Cours souveraines retrouvent leur droit de remontrances pour annuler le testament de Louis XV qui légitimait les bâtards à venir sur le trône. C'est la Cassation du testament de Louis XIV. Les membres du Parlement de Paris vont être de riches propriétaires fonciers de souches couturières. Ils s'étaient inventés des étymologies prestigieuses. D'autant que les membres des juridictions ont reçu une belle éducation dans les meilleurs collèges jésuites de France. Des 1701 paraissent **les prérogatives de la robe** Freauville, et va revendiquer la supériorité dans cette ouvrage, de la robe sur les armes car la justice est supérieure à la guerre. Toutefois il va falloir un temps pour voir surgir une véritable littérature. Il faudra attendre la mort de Louis XIV pour voir surgir des académies. Et les débuts de cette littérature remontent au rétablissement du droit de remontrance qui a une atteinte à la monarchie. C'est une atteinte qui n'avait pas été recherchée par le régent, qui n'avait pas de perversité et d'intelligence politique. Et le régent va être très embarrassé puisque dès 1718, le régent va s'opposer aux Cours souveraines qui multiplient leur remontrances et va interdire leur réunion. Les magistrats continuent à écrire et les Robins vont utiliser l'histoire pour défendre leur cause. Ils vont combattre « les tendances despotiques de la monarchie ». En juillet 1718, les parlementaires vont se dire « gardiens et défenseurs des lois fondamentales du royaume ». Les lois sont aussi anciennes que la monarchie. Ils vont dire que celles-ci sont fixes et invariables dont le dépôt nous a été transmis (ça c'est faux). Les lois fondamentales qui sont au-dessus des princes. Les parlementaires ajoutent que les ordonnances leur imposent d'examiner dans les édits et autres lois s'il n'y a rien de contraire aux intérêts de votre majesté et de l'État.

Dans cette littérature de la robe, les mots n'avaient pas les mêmes significations. Pour un grand juriste, un mot à un sens : Jean Rivereau. On s'aperçoit que les mots ont plusieurs sens, différents dans la bouche du roi et dans celle des parlementaires. Les Cours souveraines aimaient se dire « dépôts de loi dont les dépôts nous ont été transmis » et le roi jamais ne leur refusa cette qualité. Mais par le terme dépôt, le roi entendait seulement un dépôt d'archives. Les parlements gardaient les textes comme on gardait des archives. Aux yeux des magistrats, de cette expression en découlaient des perspectives politiques immenses : Le parlement était un rempart, un gardien, une assurance contre les erreurs du prince et de ses conseillers ; Et les propos des remontrances de 1718 sont très hardies : « les rois sont hommes et comme tels ils peuvent être sujets à toutes les faiblesses attachées à l'humanité ». Ils peuvent être séduits par la flatterie car « ils sont plus exposés par le surplus des hommes à la flatterie des courtisans avides et souvent ignorants de favoris et de mauvais conseillers qui ne connaissent d'autres règles que leurs intérêts et leurs passions ».

Face aux mauvais conseillers, les parlementaires prétendent être ces bons conseillers qui manquent à la monarchie et ils vont se revêtir de plusieurs qualités : conseillers du roi, représentants de la Nation, héritiers légitimes de l'antique cour des pères et des États généraux (faux ça).

« Par quelle voix les plaintes et les besoins de vos peuples peuvent – elle venir jusqu'à nos pieds ? Aucun corps ne s'assemblent sans votre permission. En revanche votre parlement est toujours assemblé pour rendre la justice. C'est la le seul canal par lequel la voix de vos peuples peut parvenir jusqu'à nous depuis qu'il n'y a plus d'assemblée des États généraux (1614). » Le parlement tient donc sa place des états généraux et ses prétentions des juges et robins, sont aussi exposées dans un manuscrit intitulé « *Essai historique* ». Ce manuscrit circule et présente des thèses audacieuses et qui sont tout à fait fausses, menteuses, sur l'ancienneté du parlement. Le parlement qui « était antérieur au Monarque », ce qui est faux. Et par conséquent, cela signifie selon eux que cette idée venait situer sur un pied d'égalité le parlement et le roi. Il y a presque une idée de supériorité du Parlement qui annonce le rêve des parlementaires : un gouvernement des juges.

L'auteur anonyme de l'essai dira que le Parlement est le premier corps de l'État et qu'il peut et doit juger de la justice et de l'injustice des lois. Par cette phrase, il outre passe la délégation du roi puisque ce n'est pas la rôle de base du parlement. Il peut examiner les actes législatifs qui amenant du conseil du roi. Il peut proposer au roi de modifier ses actes et à le pouvoir de les rejeter et soumettre le roi

« Le parlement a une très grande utilité et est supérieur aux États généraux » Et cette supériorité était liée à l'indépendance et aux libertés des parlementaires. L'auteur dit que les États généraux ne peuvent invoquer qu'avec la volonté du roi tandis que le parlement est un corps permanent.

En 1732, se produit un autre événement littéraire. Il va être rééditer un autre pamphlet anonyme qui avait été écrire au moment de la fronde en 1652. « Le *judicium francorum* » signifiant le procès des francs. Les véritables maximes du gouvernement de la France justifiées par l'ordre des temps depuis l'établissement de la monarchie jusqu'au temps présent » c'est le titre du procès du jugement des francs.

Ce livre fut remis en circulation au règne de Louis XV et ce pamphlet affirmait une thèses fausse : le parlement de paris (autres parlements regardés comme des substitues) représentait à lui tout seul la nation, que son consentement était nécessaire pour conclure la paix, lever les impôts et instituer de nouveaux officiers. Il entendait monopoliser la souveraineté nationale et introduisait le parlement de paris comme monarque collectif. Mais à Rouen, le parlement condamna ce livre à être brûlé. Malgré ces condamnations, les prétentions des magistrats vont s'amplifier notamment avec les écrits de DUGUET. Cet Abbé, doté d'un talent médiocre, avait donné un livre très répandu L'institution d'un prince. Et dans cette institution on retrouvait des thèses favorables aux Robins, qui rejetait la politique royale à cause de la politique religieuse de 1730. Le parlement devait faire obstacle au despotisme.

Durant cette période, une compagnie remplie de magistrat va s'organiser à l'initiative de Pierre Joseph ALARY, un académicien instituteurs des enfants de France cad les princes. Il fonde le club de l'entre sol qui aura beaucoup d'influence sur le monde de la robe. C'était un club privé, première société politique, qui se réunissait au 7 place Vendome dans l'entre sol de l'Hotel du président HENAULT (président de la première chambre des enquêtes). Tous les samedis, une vingtaines de participants s'intéressaient aux q° politiques, de la robes. Il y avait parmi ses membres le Marquis D'argeanson qui avait des tendances démocratiques, il y avait l'Abbé St-pierre, qui va présenter un projet de paix perpétuelle ; Il y avait aussi Michel RAMSAY, un chevalier ; Adien ELVECIUS auteur de l'esprit ; puis quelques femmes mondaines en particulier Mme Du DEFFAND, qui était l'amante du président HENAULT ; Jeanne Marie POISSON, qui deviendra marquise de Pompadour ; Le Baron de la Braide MONTESQUIEU

Ce club voyait en LXIV un sultan tyrannique. Et le Gouvernement de Louis XV sera bousculer par ce club qui soutenait les prétentions parlementaires. Et les Parlementaires vont être influencés par ce club. Or ce club aimait beaucoup raisonner avec beaucoup d'ironie va arrêter le pouvoir ; Et l'endroit sera interdit car il y avait opposition chachée de la par de l'élite. Avec ce mouvement politique animée par la noblesse de Robe, la résistance s'élargit avec Montesquieu, Voltaire etc

## **SECTION II : LE RÈGNE DE LA ROBE DURANT LES ANNÉES 1750**

après les événements de 32, les Cours souveraines vont renforcer leurs oppositions, et seront traversées par un malaise de plus en plus violents.

### **PARAGRAPHE I: La reprise des querelles durant les années 1750**

Correspond à la publication de l'ouvrage en 1753 de Le PAIGE « lettre historique sur les fonctions essentielles du parlement sur le droit des paires et sur les lois fondamentales du royaume » qui a été accueilli avec un grand enthousiasme dans le milieu de la robe. Le Paige était un avocat qui a connu tous les changements du XVIIIe. Il est issu d'une famille de Robin et fera de belles études de droit et prête son serment d'avocat à 21 ans. C'était un janséniste convaincu qui va soutenir les convulsionnaires et il va prendre part dans la querelle de la bulle contre la déclaration de 1730. Sa carrière fut assurée lorsqu'il a rencontré le prince de Conti, prince du sang rempli d'amertume car il avait perdu l'espoir d'être roi de Pologne. Ce prince aigri va chercher à se venger en soulevant la révolte et en préparant l'opposition parlementaire. Le Paige deviendra son conseiller, et le prince va le nommer « bailli du temple ». A cette époque, l'enclos du temple était une commanderie en dehors de la juridiction du parlement de Paris. C'était un refuge pour les brigands qui pouvaient éviter tant qu'ils restaient dans cet enclos du temps, pouvaient éviter la poursuite de la police. Le quartier du temple échappait à l'autorité royale puisque c'était un lieu indépendant du roi possédant des privilèges de justice. Et cette justice fut confiée à Le Paige. Et à partir de sa fonction, cet avocat va faire circuler des conseils auprès de tous les parlements du royaume. Il va entretenir avec les grands parlements français du siècle des liens très forts et organisera une très grande opposition. Il va écrire très jeune. Il avait la conscience de vivre l'histoire et il va rassembler des documents, archives pour donner aux magistrats leur histoire, histoire qui va servir contre la monarchie. Il écrit à l'intention de ses magistrats et vers 1752 il écrit les Lettres pacifiques, puis les Lettres historiques. Et pour donner ces lettres, il avait lu les registres du parlement de Paris appelés OLIM, il avait consulté les anciennes ordonnances qu'il a interprété. Il va lire aussi les nouveautés comme Montesquieu, va entendre les discussions dans les salons, et dans ces pages rigoureuses, il va entasser un fourre-tout de contre-vérités qui servent les intérêts des parlements mais aussi les intérêts des seigneurs et de l'ancienne féodalité. Il va affirmer pour défendre le parlement l'antériorité de la création des parlements sur celle de la monarchie et on a la même théorie dyarchique. « Le parlement remonte jusqu'à la naissance de la monarchie française, jusqu'à nos siècles germains. Le parlement que nous voyons aujourd'hui est le même parlement qui subsistait au temps du Roi Robert et de ses successeurs, de Charlemagne, et de toute la deuxième race, de Clovis et de toute la première. Enfin, c'est le même dont nous parlait tacite il y a 1600 ans du temps de nos rois germains. »

Les parlementaires vont s'auto accorder une supériorité

Paige dira que le Parlement était la vraie Cour de France et continuera en disant que le parlement conserve leurs fonctions parmi lesquelles « l'examen sérieux des ordonnances ». Par Le Paige, les parlements recouvrent la garde politique de la loi et la loi n'est pas au-dessus de la législation. On commence à bousculer le principe de droit romain car le roi n'est plus au-dessus. La seule volonté du roi n'est pas une loi complète. « Ainsi veut le roi, ainsi veut la loi » n'est plus l'adage.

Le Paige « il faut ne jamais rien faire ni enregistrer qui soit contraire aux lois du royaume, à l'intérêt du véritable monarque et de la monarchie » « Au cri de sa conscience et savoir dire avec courage « Sire, cela n'est pas juste, vous ne le pouvez, vous ne le devez » ». C'est ici la véritable défense du roi de remontrance qui dérivait vers un contrôle d'opportunité.

On retrouve toujours les aspirations et les rêves à un gouvernement des juges. Le Paige va formuler la thèse de l'union des classes. Et au mépris de la chronologie de la justice de France, l'auteur va regarder les parlements provinciaux comme des classes ou des membres d'une seule Cour souveraine « ils n'étaient que les démembrements que l'on a fait tous les 3 ou 4 siècles de ce seul parlement unique et universel. » « Les



parlements ne forment qu'un seul parlement » A travers cette rhétorique, il s'agit d'une falsification de l'histoire, une déformation de l'histoire. Les parlements de provinces, dans leurs édits de création avaient été ériger comme des justices distinctes et nouvelles avec des compétences différentes de celles de paris.

Depuis le mi temps du siècle la monarchie était gênante et le son d'adrien le paige sera retenu. On retrouve l'ère de la fronde parlementaire des siècles précédent. Cette thèse va se déployer et se mettre en pratique dans les attitudes des parlementaires ; "Les parlements de provinces vont alors suivre le parlement de Paris et pendant une quinzaine d'année, on aura tous le vocabulaire utilisé par Le Paige qui sera repris par les Magistrats. Il vont donc reprendre leur remontrances, et le Parlement de Paris déclare « la Cour métropolitaine et toutes ses colonies sont les diverses classes d'un seul et unique parlement »

A rennes en 1757, les parlementaires vont parler de sentiments communs et partagé à toutes les classes des parlements. Et puis le parlement de ... va parler d'un seul corps distribuer en plusieurs classes.

Cet enthousiasme général va tout de même contenir quelques fausses notes qui sera donnée par les magistrats toulousains qui vont regarder cette théorie de l'union des classes d'un mauvais œil. Cela pouvait signifier la fin de leur liberté, et ils auront peur d'être soumis aux parisiens.

Mais il y aura aussi une opposition de la part de la monarchie et Louis XV va condamner cette théorie le 3 mars 1766

### **SECTION III : LA POLITIQUE MONARCHIQUE CONTRE LA ROBE**

Contre les Parlements, la monarchie va agir le 3 mars 1766 ou Louis XV se rend au parlement de paris et prononce un discours très sévère contre la théorie des classes. « La magistrature ne forme pas un corps. Les magistrats ne sont que de simples officiers chargés de rendre la justice et seul le roi peut défendre la nation ». Ce discours très ferme ne va pas être entendu et les magistrats ne vont pas comprendre. Le roi va continuer à prononcer d'autre mise en garde, qui ne seront pas entendues.

Les magistrats enverront à Louis XV « Remets toi entre les mains du Parlement, sans quoi tu sera frapper du même glaive qu'Henri III, qu'Henri IV ». Les magistrats vont préparer un Coup de force mis en œuvre par les Chancelier MOPEOU.

Il va y avoir une extrême rapidité pour la mise en œuvre de cette réforme, et d'une grande envergure. En effet cette réforme contenait un programme très vaste qui intimidait le roi lui même. Et en ce second XVIII, la réforme et les parlementaires rendaient une justice pour leur intérêts, une justice coûteuse . S'y ajoute le scandale de la patrimonialité des offices.

En 1771 a accepté la réforme des cour souveraines

- suppression de la vénalité et de l'hérédité des charges. La patrimonialité était remplacée par des garantie d'indépendance qui commence à annoncer le principe d'immovibilité. Les anciens offices des parlementaires sont supprimés sans remboursements et les nouveaux magistrats qui apparaissent sont nommés par le roi. Et ces nouveaux ne devaient plus percevoir des épices parce que cette pratique fut supprimée. Par conséquent MOPEOU va dire que les magistrats vont percevoir des gages de la part du gouvernement. Des lors avec cette réforme, c'est la vision de la justice moderne qui est livrée et les juges deviennent des fonctionnaires. On voit surgir la gratuité de la justice.

- La réforme MOPEOU va reposer sur la division du Grand ressort du parlement de paris. Il va être divisé en 7 territoires judiciaires. Et le ressort du nouveau parlement de paris va se retravailler pour correspondre à l'actuelle

région parisienne. Il sera érigé à l'intérieur de ce ressort, 6 conseils supérieurs. Cet éclatement territorial avait 2 finalité : c'était une façon de réduire la puissance du parlement parisien, mais aussi c'était une façon de rapprocher les justiciables de leur juges. Ensuite, ces conseils supérieurs ne seront plus composés d'officiers de justices mais des juges appointés et inamovibles ;

Cette réforme va d'abord être limitée au Parlement de Paris. Mais les autres parlements vont s'emporter les uns après les autres. MOEPOU va étendre en août et en septembre sa réforme à toute la France. Les parlements de provinces vont s'opposer et la réforme va scandaliser les magistrats démissionnés. Il y aura des manifestations de magistrats démissionnaires. Ils seront envoyés en exil sur leur terre, par le roi.

Les Robins étaient devenus impopulaires et entre avril 1771 et le début de 1772, il y a eu des pamphlets de la part des bourgeois éloignés du monde de la robe, qui vont applaudir cette réforme. Les anciens parlementaires seront vus comme de mauvais juges qui seront remis à leur place. Certains écriront envers les juges « Bon débarras ». « Ils ne sont point nos représentants puisque nous ne les nommons point, puisque ils ne nous rendent point de compte ».

### EFFETS DE CETTE REFORME

La monarchie pouvait se moderniser. Elle était solide et pouvait être victorieuse de la condescendance des robes. La robe était soumise.

Les magistrats n'avaient pas pu soulever la bourgeoisie, le peuple, comme il l'avait fait au moment de la minorité de Louis XIV.

Ce fut pour le roi une façon d'entrevoir ses fidèles, ceux sur qui il pouvait compter durant les temps de crises. Et parmi eux il y aura le Parti des Philosophes qui sera le grand soutien. Voltaire dira « mieux vaut obéir à un bon lion, qu'à 200 rats, qu'à un monarque absolu, qu'à une oligarchie de robes. »

Avec le recul que donne l'histoire, ce bilan de ce coup de majesté est tout à fait remarquable car les nouvelles Cours de justice vont être très efficaces, meilleures que les parlements anciens. Et cela malgré un effectif fortement réduit par rapport aux parlements précédents. Ces Cours ont très bien fonctionné et seront applaudies par tous les justiciables. Ils remarqueront le bon fonctionnement de ces Cours. Cette réforme mettra sur la scène judiciaire un personnel nouveau très compétent. Cette réforme va préparer le passage d'une justice privatisée, à une justice d'État. La réforme a tout uniformisé et simplifié.

Peu de temps après, 3 ans après, le royaume voit Louis XV mourir en 1774. Et au moment de sa mort, les bienfaits de cette réforme sont totalement clairs et favorables et les anciennes Cours sont dans l'oubli. Or cette mort viendra tout remettre en cause.

### **SECTION CONCLUSION : VERS LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE**

Louis XV va mourir, Louis XVI lui succède. Il est rempli de bonnes intentions mais il est marqué par la faiblesse. Il pense qu'il doit être aimé de son peuple. Alors, dans cette perspective, celle d'être aimé, admiré de son peuple, il pense qu'il faut rappeler les parlements, les rétablir et les mettre à l'écart la réforme Maupeou.

Cette idée lui sera conseillée par Maurepas, son conseiller. Il va lui dire : « Sans parlements pas de monarchie », « Les parlements ne sont jamais dangereux sous un bon gouvernement ». Avec de telles formules remplies du venin de la démagogie, Louis XVI va se laisser faire. Ce sera la disgrâce du chancelier Maupeou. Il va alors prononcer ces paroles « J'avais fait gagner au roi un procès, un procès qui durait depuis trois cent ans, il veut le perdre, il en est bien le maître ».

En novembre 1774, tout fut rétabli. Les anciennes cours souveraines furent rappelées. La tyrannie des juges sera rétablie dans le royaume de France par la volonté très faible de Louis XVI. Le rejet de cette réforme sera une énorme faute politique pour le roi. Elle va lui coûter la Révolution. Et Louis XVI comprendra qu'il avait été très mal conseillé.

Avec l'anéantissement de la réforme Maupeou, la monarchie va s'enfoncer dans la crise. Les grands ministres qui vont essayer d'imaginer une modernité pour la monarchie et ils vont devoir affronter l'opposition des cours souveraines qui seront d'une violence extrême. Les parlementaires n'ont pas oublié la réforme Maupeou, ils vont s'opposer à toute modernisation de la monarchie. Ils s'opposeront à la réforme fiscale.

En mai 1788, face à ce raidissement des parlements, le garde des sceaux Lamoignon dû se résoudre à agir contre les parlements pour sauver la monarchie. Il va proposer une nouvelle réforme qui était une reprise de celle de Maupeou. Elle allait dans le même sens, mais avec encore plus d'envergure. Il fallait frapper plus fort car l'opposition était encore plus virulente. La réforme proposait une justice simplifiée, une justice dépolitisée, puisque cette réforme de 1788 confiait le droit de remontrance à une cour plénière, dans laquelle les parlementaires étaient minoritaires au milieu des représentants des grand corps, des grands seigneurs, des grands des villes. Or cette cour ne se réunira jamais car en 1788, c'était déjà trop tard. Les parlementaires vont alors provoquer des émeutes dans les grandes villes françaises, cela va se terminer par la victoire des juges.

Les États généraux sont réunis pour le mois de mai 1788 et après cette révolte, Lamoignon présentera sa démission en septembre 1788. Il va alors tenir un discours tout à fait désabusé, visionnaire : « Les privilégiées ont osé résister au roi. Avant deux ans, il n'y aura plus ni parlements, ni nobles, ni clergé ». Les parlementaires seront supprimés en 1790. C'était une façon d'annoncer l'échec de la monarchie, c'était la Révolution.